

Correspondance Internationale

N° 13 - octobre 1981

LA VÉRITÉ

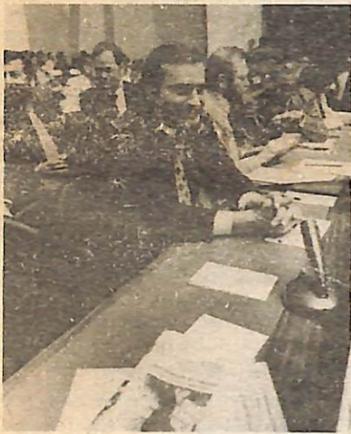
Prix : 10 F

Pologne

Elections libres, éviction de la bureaucratie des entreprises et solidarité avec les travailleurs des autres pays de l'Est et leurs organisations. Tels sont les trois mots d'ordre sous le signe desquels s'est déroulée la première partie du congrès du syndicat polonais *Solidarité*.

A peine ceux-ci avaient-ils été formulés que se manifestait à nouveau l'« Union sacrée » de la bureaucratie et de la hiérarchie catholique et de ses agents pour faire revenir les délégués des ouvriers polonais sur cet appel à la lutte contre le pouvoir du POUP qu'ils venaient de lancer.

Parviendront-ils à l'étouffer ? Parviendront-ils à « normaliser » *Solidarité* pour « normaliser » la Pologne ? Tel est l'enjeu du congrès du syndicat et des nouvelles luttes qui déjà se profilent.



Un schéma erroné Front unique anti-impérialiste et soviets

La libre discussion est l'un des instruments indispensables pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections. Parce que c'est ainsi qu'il l'entend, le Conseil général de la IV^e Internationale (Comité international) a décidé d'engager une discussion sur le front unique anti-impérialiste et le front unique ouvrier et, de plus, il a décidé de lui donner un caractère public, par le canal de *Correspondance internationale-La Vérité*.

Dans le n° 10-11, correspondant aux mois de juin-juillet, nous avons publié la transcription de l'intervention faite par Luis Favre au Conseil général. Le débat se poursuit à présent avec la contribution présentée par Andres Romero, également membre du Comité exécutif de la « IV^e Internationale (Comité international) ». *Correspondance internationale-La Vérité* continuera à publier les contributions que les membres de notre organisation internationale nous feront parvenir.

Le front populaire en France



Un débat au sein
de la IV^e Internationale (Comité international)

Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique

par Miguel Capa

I. Ce que dit le trotskysme des fronts populaires

Dans le mouvement trotskyste mondial, préoccupés à tirer profit des grandes possibilités révolutionnaires existantes en France, nous sommes tous d'accord pour définir le gouvernement Mitterrand comme un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire un gouvernement dans lequel les partis ouvriers qui collaborent avec la bourgeoisie occupent des postes ministériels et des places prépondérantes. Dans le cas présent, la présidence et la majorité des portefeuilles ministériels.

Trotsky a écrit des centaines de pages sur ces gouvernements. Il les a mêmes analysés dans les pays dont le caractère semi-colonial impose quelques modifications par rapport à une étape de fronts populaires qui ont historiquement surgi dans les nations avancées et impérialistes.

Il a accordé une telle importance à cette question, qu'il a souligné : « *En réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de la classe prolétarienne.* » (1)

Il est donc fondamental, et c'est ce qui donne sa cohérence à un débat sur Mitterrand, de rappeler les enseignements du trotskysme sur le front populaire.

Nous avons schématisé en sept points la pensée de Trotsky sur cette question :

- Le gouvernement de front populaire correspond toujours à une étape supérieure de la lutte des classes ;
- C'est un type particulier de gouvernement bourgeois ;
- Il possède un contenu clairement contre-révolutionnaire ;
- Soutenu par les organisations ouvrières collaborationnistes, il peut revêtir diverses formes et, dans une certaine mesure, peut répondre à différentes circonstances de la lutte des classes ;
- Il n'est, en lui-même, absolument pas incompatible avec le régime capitaliste-impérialiste ;
- Son but est de démoraliser et de démobiliser les travailleurs en les conduisant vers de plus grandes souffrances ou vers des défaites historiques ;
- C'est le produit objectif de la crise de direction révolutionnaire du mouvement ouvrier, mais il offre au trotskysme la plus grande et peut-être la seule occasion de la surmonter.

Une nouvelle étape

Les gouvernements de front populaire sont la conséquence d'une victoire électorale ou révolutionnaire des mas-

ses, et ils impliquent une défaite corrélative de la bourgeoisie et de ses partis les plus représentatifs.

Cette victoire et cette défaite inaugurent une nouvelle étape supérieure à l'étape « normale » antérieure, dans la lutte des classes. Celle-ci tendra à être pré-révolutionnaire si la victoire a seulement été électorale et révolutionnaire, s'il se produit de grandes grèves, des occupations d'usines et des mobilisations de masses dans les rues.

De toute façon, cette nouvelle étape ouvre des perspectives d'affrontements violents, d'insurrections, et la possibilité de la conquête ouvrière du pouvoir, ou de son contraire : guerre civile et coup d'Etat bonapartiste ou fasciste.

Un gouvernement bourgeois particulier

Dans une situation « normale », par exemple celle de la France avant l'accession au pouvoir de Mitterrand, le gouvernement est entre les mains des partis bourgeois, tandis que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, bien qu'elles soient des agents des exploiters, restent en dehors du gouvernement et agissent dans l'opposition.

Mais la victoire ouvrière et la défaite de la bourgeoisie affaiblissent ou provoquent directement la crise du régime. Les exploiters se voient alors obligés d'intégrer au gouvernement leurs agents contre-révolutionnaires, en particulier les dirigeants sociaux-démocrates et stalinien qui « normalement » se trouvent en dehors de l'appareil gouvernemental.

En premier lieu, cela n'est possible que parce que les directions traîtres partagent bien évidemment avec la bourgeoisie les mêmes préoccupations et les mêmes objectifs : détourner la montée ouvrière, cette fois à partir du gouvernement. Et, ensuite, parce qu'elles ont l'appui et la confiance des masses, ce qui leur permet de servir les intérêts des exploiters de leur nouvelle place.

Ceci est à l'origine d'un type de gouvernement bourgeois, de front populaire ou ouvrier-capitaliste, qui établit une relation totalement différente, « anormale », avec la conscience tant des masses travailleuses que des capitalistes.

Auparavant, les travailleurs haisaient le gouvernement des exploiters — celui de Giscard d'Estaing par exemple — alors qu'à présent, ils considèrent le gouvernement de Mitterrand comme leur « propre » gouvernement. Et de la même façon, la bourgeoisie qui considérait le gouvernement Giscard comme « son » gouvernement, voit à présent dans le gouvernement Mitterrand un « adversaire » ou un « ennemi ».

Ces gouvernements surgissent à une nouvelle étape

Le front populaire met en œuvre une politique contre-révolutionnaire qui comporte presque toujours trois facet-

tes : la démobilisation des travailleurs, le soutien à son impérialisme (dans les métropoles), la défense de l'Etat bourgeois avec sa bureaucratie et, surtout, sa colonne vertébrale : la hiérarchie militaire réactionnaire.

C'est pour cela que Lénine disait du premier gouvernement de front populaire qui soit apparu dans l'histoire, celui de Kerenski : « *C'est justement le gouvernement provisoire, que les défenseurs veulent défendre, qui est réellement contre-révolutionnaire.* » (2). Et le Programme de transition a souligné que les gouvernements de front populaire et fascistes sont les deux « derniers recours » de l'impérialisme « dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » (3).

On tente de démobiliser la classe ouvrière en utilisant la confusion et la tromperie systématiques, à un niveau qui n'est pas à la portée d'un gouvernement bourgeois « normal ». Le front populaire tente de faire passer les conquêtes obtenues par la lutte antérieure pour de gracieuses concessions ou pour des initiatives propres. Les ministres les font passer pour des réalisations programmatiques des organisations ouvrières, qui se concrétisent sans qu'il soit besoin de lutter. Et quand ils ne veulent pas céder, ils conservent la possibilité d'en reporter la responsabilité sur un fonctionnaire du gouvernement précédent et de demander aux masses d'être « patientes ».

Un débat ouvert

Sur le terrain de l'élaboration programmatique (avec les Thèses) comme dans ses avancées vers un véritable centralisme démocratique, la « IV^e Internationale (Comité international) » a jusqu'à maintenant démontré sa capacité à constituer un apport fondamental à la crise de la direction révolutionnaire. Une discussion sérieuse et absolument franche sur les questions auxquelles l'Internationale et ses sections sont confrontées fait partie de cette tâche.

En ce sens, le problème de la stratégie et de la tactique que nous devons avoir face au gouvernement de front populaire qui a été instauré cette année en France constitue l'une des questions politiques les plus importantes auxquelles nous sommes confrontés.

Dans ce numéro de Correspondance internationale commence une discussion avec la publication de deux textes. Le premier a été rédigé par le camarade Miguel Capa et s'intitule « *Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique.* » Le second est une réponse du camarade François Forge.

De même, le camarade Stéphane Just publie à l'intérieur de ces pages consacrées à la France un article sur un sujet en discussion : la signification des nationalisations.

Roberto Ramirez

Le soutien à son impérialisme a une raison sociale : défendre avec acharnement les miettes de l'exploitation coloniale et semi-coloniale dont se nourrissent l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie. C'est pour cela que les gouvernements de front populaire ont été les champions de l'exploitation et de la répression des colonies et semi-colonies de leur impérialisme.

Lénine disait au gouvernement Kerenski : « *...Il est déjà pieds et poings liés face au capital impérialiste, à la politique impérialiste de guerre et de rapine.* » (4). Et c'est dans des termes semblables que Trotsky n'a eu de cesse de dénoncer les gouvernements Blum et Largo Caballero-Negrin.

Cette caractéristique peut être modifiée dans les pays arriérés. Reflétant les bourgeoisies nationalistes, dans certaines circonstances, surgissent des combinaisons front-populistes ayant des traits anti-impérialistes. Salvador Allende en a constitué un exemple. Mais même dans ces pays semi-coloniaux, la loi générale selon laquelle le front populaire est un « ultime recours » contre la révolution prolétarienne, qui peut préparer comme au Chili la victoire du fascisme, est confirmée.

Ce qui synthétise la substance contre-révolutionnaire de tous les gouvernements de front populaire, c'est leur attitude vis-à-vis de l'appareil d'Etat bourgeois, des forces armées et de la bureaucratie d'Etat.

Précisément, quand le régime se disloque ou s'affaiblit et que les hypothèses sur des affrontements décisifs, des coups d'Etat contre-révolutionnaires et des guerres civiles font partie des analyses de tous les secteurs, ils défendent systématiquement la caste des officiers et la structure bourgeoise et impérialiste des forces armées.

Trotsky disait : « *Le gouvernement de front populaire, c'est-à-dire le gouvernement de coalition des ouvriers avec la bourgeoisie est, dans son essence même, le gouvernement de capitulation face à la bureaucratie et aux officiers. Telle est la leçon grandiose des événements d'Espagne, payée aujourd'hui par des milliers de vies humaines.* » (5).

C'est aussi la tragique leçon que l'on peut tirer du gouvernement de Salvador Allende, qui se portait garant du « professionnalisme » des militaires et se faisait photographier aux côtés de Pinochet, pour convaincre les masses d'avoir confiance dans les officiers.

Des formes différentes

Les gouvernements de front populaire sont une alliance des organisations ouvrières contre-révolutionnaires avec un secteur de la bourgeoisie.

A partir de cette définition générale s'ouvre tout un éventail de combinaisons qui déterminent différentes formes de fronts populaires, qui conservent chacune leur essence contre-révolutionnaire, correspondant, comme nous le verrons, aux différentes situations sociales.

Si nous faisons un résumé historique des fronts populaires depuis le commencement de la révolution socialiste internationale, en 1917, nous pourrions apprécier cette diversité de types et de situations.

Au début des années 1920, la III^e Internationale de Lénine et de Trotsky les avait considérés en bloc comme kerenskistes, bourgeois, contre-révolutionnaires, et les avait définis par l'intervention de la social-démocratie, accompagnée ou non au gouvernement des partis bourgeois.

En 1935, le stalinisme introduira à l'intérieur de cet élément décisif en imposant à tous les partis communistes, comme stratégie mondiale, une « nouvelle » politique baptisée « front populaire ». Il s'agit de toute une théorie visant à empêcher le surgissement de gouvernements ouvriers de rupture avec la bourgeoisie. C'est, avec la théorie du « socialisme dans un seul pays » que le stalinisme avait déjà « inventée », la théorie politique la plus contre-révolutionnaire de notre époque qui ait été formulée au nom du mouvement ouvrier.

Jusqu'alors, le front populaire n'avait pas eu de nom propre. Il existait comme une pratique empirique, à l'échelle nationale, et réservée à des situations exceptionnelles — guerre, révolution — par les partis sociaux-démocrates. Aucun de ces partis, et la II^e Internationale non plus, ne l'avaient généralisé, ou élevée au rang de straté-



gie générale. Avec tout leur misérable opportunisme, ils se contentaient de recueillir des voix et de tenter d'aller seuls au gouvernement, en se refusant pendant des années à réaliser de façon systématique des alliances gouvernementales avec la bourgeoisie.

C'est le stalinisme qui a institutionnalisé le principe sacro-saint selon lequel un parti ouvrier ne devait pas gouverner sans la bourgeoisie, et a réussi à faire de la social-démocratie l'un de ses disciplines en ce domaine.

L'une des conséquences en a été que les types et les circonstances dans lesquels les gouvernements de collaboration de classes peuvent apparaître se sont accrues.

Dès lors, la variante « classique » la plus connue est celle qui inclut au gouvernement les partis ouvriers, stalinien et/ou sociaux-démocrates, en majorité ou en minorité par rapport au secteur bourgeois.

Quand le stalinisme participe à ces gouvernements à travers ses ministres, ils ont toujours été extrêmement instables, critiques et de courte durée.

Mais Trotsky a étudié d'autres formes de front populaire. Il en existe une dans laquelle les organismes ouvriers participent au gouvernement par le biais de partis uniques, comme dans la première étape de Tchang-Kaï-chek en Chine, comme ceux de Plutarco Elias Calles et de Lazaro Cardenas au Mexique. Nous pouvons y ajouter celui de Perón en Argentine. Il s'agit du « front populaire sous forme de parti » (6).

Ces gouvernements de front populaire ont réussi à se stabiliser pour des périodes plus ou moins longues. Dans le cas du Mexique et de l'Argentine, il y a eu des montées de masse très fortes qui ont mis à l'ordre du jour la possibilité de la révolution prolétarienne, mais hors du cadre d'une crise chronique généralisée ou d'une crise économique aiguë, ce qui leur a permis de se maintenir en place pendant plusieurs dizaines d'années au Mexique et pendant plus de cinq ans en Argentine.

Deux autres types de gouvernements de collaboration de classes échappent à la définition stricte de front populaire, mais au sens large — comme Lénine et Trotsky l'ont fait — on doit reconnaître qu'ils fonctionnent comme tels. Ce sont des variantes qui ont atteint, dans de nombreux cas, une stabilité relative très accentuée. L'un d'eux est composé des gouvernements bourgeois qui n'intègrent pas les organisations ouvrières au gouvernement mais subsistent grâce à leur collaboration, à travers des pactes front-populistes. Tel a été le cas du gouvernement Roosevelt aux Etats-Unis, avec son *New Deal*, ou celui du « *compromis historique* » du Parti communiste italien pour soutenir la Démocratie chrétienne au pouvoir.

L'autre type étant celui des gouvernements composés des partis ouvriers,

“...il est déjà pieds et poings liés face au capital impérialiste, à la politique impérialiste de guerre et de rapine...”

sans la participation de la bourgeoisie, comme nous l'avons vu en Angleterre, en Autriche, en Australie, dans les pays nordiques, au Portugal, etc.

Plus récemment est apparue une nouvelle forme encore de gouvernements ouvriers-bourgeois. Nous faisons ici référence à celui qui est en place dans les pays coloniaux comme l'Angola et le Mozambique et où la guerre de guérilla pour la libération nationale a démantelé l'Etat bourgeois, sans que l'impérialisme puisse le restaurer, à cause de l'absence d'une bourgeoisie solide qui puisse lui servir d'intermédiaire. Dans ce cas, le stalinisme — mettant à profit son poids économique relatif dans le marché mondial et appliquant sa politique consistant à gagner la confiance de l'impérialisme — a pris en charge la tâche de restaurer l'Etat et de maintenir les rapports de production capitalistes. C'est ainsi qu'a surgi un gouvernement stalinien-bourgeois. L'impérialisme y est hostile, mais il ne leur a pas déclaré une guerre d'extermination. Il lui a fallu accepter son impuissance et reconnaître que le stalinisme ou le castrisme, dans ces cas-là, étaient des « facteurs d'ordre ».

Ce phénomène d'apparition récente nous oblige à relativiser et à user prudemment de la loi générale — vérifiée jusqu'à présent — et selon laquelle la présence des stalinien dans un gouvernement bourgeois déclenchait immédiatement la fureur de l'impérialisme.

Dans les formes « classiques », une aile de la bourgeoisie participe au front populaire (pas toute la bourgeoisie, puisqu'il ne s'agit pas d'un gouvernement d'unité nationale). Le reste de la bourgeoisie demeure en marge : hostile, tolérante ou, bien souvent, complice et dans l'expectative.

Le parti ou le front bourgeois du front populaire peut être important, comme le Parti radical dans le gouvernement Blum, ou être apparemment

insignifiant, l'« ombre de la bourgeoisie », comme dans les gouvernements républicains de la guerre civile espagnole ou dans celui de Mitterrand.

Dans ce cas, les capitulards opportunistes, face au front populaire, ont pour coutume de soutenir qu'il n'est pas nécessaire d'avancer le traditionnel mot d'ordre trotskyste « *Dehors les ministres bourgeois !* », dans la mesure où ceux-ci n'ont aucun poids.

Trotsky a répondu que dans tout accord c'est toujours le plus réactionnaire qui prédomine, quels que soient sa force et son nombre. Ce qu'il exige doit être fait sous peine de voir l'alliance se rompre.

Justement, les Largo Caballero, les Negrin et les Mitterrand ont intégré ces ministres pour pouvoir dire aux masses et aux ailes gauches de leurs partis : nous ne pouvons pas adopter telle mesure progressiste, car ils s'y opposent, et si nous rompons avec eux, c'en est fini de l'unité avec la classe moyenne.

Une expression particulière de la profondeur de la crise de la bourgeoisie

(1) Trotsky, *Œuvres*, juin-juillet 1936, p. 248. La majorité des citations contenues dans cet article ont dû être — pour des raisons techniques — retraduites de l'espagnol.

(2) Lénine, *Œuvres complètes*, T. XXVI, Rapport sur une conspiration, 18. 8. 17, p. 330.

(3) Trotsky, *Programme de transition*, Ed. Pluma, Bogota, p. 10.

(4) Lénine, *Op. cit.* T. XXIV, p. 343, Première Lettre d'ailleurs.

(5) Trotsky, *La révolution espagnole*, Ed. Fontanella, 1977, p. 57, Premières leçons d'Espagne, 30. 7. 1936.

(6) Trotsky, *Sur la libération nationale*, Ed. Pluma, Bogota, 1976, p. 214.

française se traduit par le fait que Mitterrand aurait beaucoup de mal à employer cet argument dans la mesure où le PS a entre ses mains les pouvoirs présidentiels, et qu'avec le PC, sans ses alliés bourgeois, il détient la majorité absolue.

Aucune incompatibilité avec le régime

En eux-mêmes, les gouvernements de front populaire ou ouvriers-capitalistes sociaux-démocrates ne sont, en aucune façon, incompatibles avec le régime capitaliste-impérialiste. La coalition social-démocrate-libérale qui gouverne depuis longtemps en Allemagne ou l'alternance réitérée des partis travaillistes ou sociaux-démocrates dans les gouvernements de Grande-Bretagne, d'Australie et des pays nordiques en sont la preuve éclatante.

La bourgeoisie utilise et accepte l'incommodité des gouvernements sociaux-démocrates et du front populaire (ainsi que du bonapartisme et du fascisme) chaque fois que ceux-ci lui assurent la continuité de l'exploitation et de l'accumulation capitalistes. Il est nécessaire cependant de rappeler ici (nous reviendrons là-dessus plus tard) que la présence du PC au gouvernement est presque toujours un élément aigu de crise.

Mais la seule chose qui soit véritablement incompatible avec le capitalisme, c'est l'apparition de l'insaisissable et presque volatile situation de double pouvoir. Celle-ci ne peut être tolérée par la bourgeoisie ne serait-ce qu'une minute, et elle signe l'arrêt de mort de toute forme de gouvernement bourgeois — front populaire, ouvrier-capitaliste, bonapartiste ou fasciste — qui se montre incapable de contrôler, par ses méthodes propres, la montée révolutionnaire et les embryons de pouvoir ouvrier.

C'est ce qui est arrivé à Salvador Allende, quand au Chili ont surgi les cordons industriels et les premiers mouvements de soldats et de sous-officiers contraires à la hiérarchie des forces armées.

Quand la bourgeoisie et sa caste militaire décident et ont les moyens de déchaîner le coup d'Etat contre-révolutionnaire, ils écrasent le double pouvoir, la classe ouvrière et les gouvernements de front populaire ou ouvriers-bourgeois.

C'est ce qui égare de nombreux marxistes qui pensent que l'incompatibilité réside entre la forme front-populiste ou ouvrier-capitaliste du gouvernement et le régime bourgeois ou impérialiste. En réalité, ce que les capitalistes ne peuvent supporter, c'est la montée révolutionnaire du prolétariat et ses organes de pouvoir, qui généralement s'intensifient sous ces formes de gouvernement.

Nous croyons que certains théoriciens marxistes, par ailleurs dignes du plus

grand respect, se trompent lorsqu'ils étudient le contenu des Fronts populaires et croient que ceux-ci sont toujours déterminés par une crise aiguë, et même révolutionnaire. Ils soutiennent de même que ceux-ci seraient toujours instables et que leur seule finalité est de servir d'« ultime recours » face à une révolution ouvrière présente. Ils tentent ainsi de démontrer que le gouvernement de front populaire est, à court terme, incompatible avec le capitalisme et avec ses régimes relativement stables, c'est-à-dire le régime démocratique bourgeois ou le régime bonapartiste avec des formes parlementaires.

Cependant, ceux-ci reconnaissent que les gouvernements ouvriers-capitalistes d'Allemagne, de certains pays nordiques, d'Australie et d'Angleterre agissent d'une autre façon : qu'ils sont relativement stables bien que, dans certaines circonstances, ils constituent, eux aussi, un « ultime recours » face à la révolution. C'est pour cela que, pour eux, ces gouvernements ne sont pas des Fronts populaires.

Nous ne sommes pas d'accord avec cette caractérisation. Pour démontrer que le Front populaire est toujours l'« ultime recours » contre la révolution, il leur faut affirmer que chaque forme de gouvernement reflète toujours les relations spécifiques entre les classes (forme = Front populaire ; contenu = crise révolutionnaire), comme s'il s'agissait d'une vérité éternelle, métaphysique.

Cependant, ils doivent tout de suite nier cette loi, qu'ils prétendaient universellement valable, quand ils parlent des gouvernements ouvriers-capitalistes qui existent en Angleterre, en Allemagne, etc. Ils admettent que dans ce cas, la loi ne joue pas. En effet, ils disent eux-mêmes que ces gouvernements reflètent parfois des situations de stabilité bourgeoise et que d'autres fois ils reflètent une révolution ouvrière en marche. Autrement dit, qu'une même forme de gouvernement (ouvrier-capitaliste, social-démocrate ou travailliste) ne correspondrait pas à un rapport spécifique entre les classes, mais qu'elle pourrait refléter des circonstances différentes. Différentes et mêmes opposées, comme le sont la stabilité sociale et la révolution.

Comme toujours, la pensée mécanique conduit à une impasse. Tout d'abord, nous devons dire que les formes, les superstructures des phénomènes sociaux existent avec une relative autonomie par rapport aux rapports de classes qui les ont engendrées. Ces dernières subsistent généralement avec des contenus différents. D'autres fois, c'est le contraire qui se produit : les formes superstructurelles deviennent les rapports sociaux, jouant ainsi un rôle préventif.

La relation entre la forme ou superstructure et le contenu ou rapport entre les classes a coutume de présenter pour cette raison des contradictions aiguës.

Nous devons préciser que nous faisons ici référence aux relations à moyen ou court terme (vingt ans, dix ans au moins), et non pas à celles qui s'établissent à long terme pendant toute une époque historique. Dans le cadre d'une époque historique, la stagnation des forces productives, la crise capitaliste et la révolution socialiste engendrent la crise de tous les systèmes de domination bourgeoise et bureaucratique, sans exception, et sont la cause déterminante absolue.

Mais nous considérons ici les choses à une autre échelle, non pas historique mais politique, à court ou moyen terme. Et dans cette dimension, les rapports entre forme et contenu apparaissent comme extrêmement compliqués.

Nous pouvons dire que l'une des caractéristiques de l'époque révolutionnaire est précisément la contradiction et la crise permanente qui existe entre formes et contenus. Loin d'y avoir une correspondance univoque entre chaque forme de gouvernement (et en général des superstructures) et une situation spécifique de la lutte des classes, il se passe le contraire : un kaléidoscope complexe et changeant dans lequel, d'une manière inégale et combinée, s'établit une dialectique de forme et de contenu hautement contradictoire.

Il existe une infinité d'exemples. Le Parti bolchevique, comme forme-parti, a perdu son contenu révolutionnaire léniniste et s'est chargé d'un contenu contre-révolutionnaire stalinien. C'est-à-dire qu'il n'a pas toujours reflété le même rapport spécifique entre les classes. La forme superstructurelle du prolétariat d'Octobre a été conservée, mais elle a recouvert la nouvelle bureaucratie.

Le gouvernement Mitterrand...

(suite de la page 3)

De la même manière, un gouvernement bonapartiste est la forme par laquelle la bureaucratie d'Etat capitaliste s'élève au-dessus de la société. Cependant, on peut observer le même phénomène dans des sociétés ayant un contenu aussi différent que la société esclavagiste ou la société ouvrière bureaucratifiée (Trotsky a défini le césarisme comme étant le bonapartisme de l'antiquité et il a caractérisé le stalinisme comme étant le bonapartisme ouvrier dégénéré).

Un exemple particulièrement remarquable est celui, déjà cité, des gouvernements ouvriers-capitalistes de la social-démocratie allemande : la même forme a correspondu à des rapports de classes radicalement différents : en 1918, elle a joué le rôle de « dernier recours » contre-révolutionnaire, alors qu'actuellement elle gouverne dans une situation relativement stable.

Nous pourrions continuer à l'infini. Par exemple, un même syndicat peut être révolutionnaire à une étape et contre-révolutionnaire dans une autre.

Dans ce jeu infernal et contradictoire des superstructures et des rapports entre les classes, il existe bien sûr certaines lois : tout régime ou gouvernement se prolonge d'habitude au-delà des rapports de classes ou des circonstances qui l'ont engendré. Les régimes sont plus résistants que les gouvernements et ces derniers le sont plus encore que les changements qui interviennent dans les rapports entre les classes.

Tandis que les régimes — structure des institutions de l'Etat — se maintiennent, leurs gouvernements — partis et dirigeants qui manient ces structures — ont l'habitude de changer. Ainsi, la V^e République s'est révélée beaucoup plus résistante que le gouvernement de De Gaulle, et celui-ci, à son tour, plus résistante que le brusque changement dans les rapports entre les classes que la grande mobilisation de 1968 avait provoqués.

De même, le régime franquiste se survit dans la monarchie de Juan Carlos, alors que les circonstances de la lutte des classes qui l'avaient engendré ont totalement changé.

Il est bien évident que ces changements ne laissent pas les régimes indemnes : ceux-ci entrent en crise.

Ainsi, le régime franquiste, pour survivre, doit cohabiter avec les partis ouvriers traîtres, sous le règne de la monarchie, en faisant appel à la collaboration de classes.

C'est pour cela que définir un gouvernement, c'est d'abord définir une forme, un rapport politique. Le front populaire est la forme par laquelle les appareils ouvriers contre-révolutionnaires gouvernent avec un secteur politique de la bourgeoisie. Comme le gouvernement ouvrier-capitaliste, il peut avoir différents contenus et recouvrir différentes réalités entre les classes.

Généralement, il s'agit d'une forme en relation avec une crise révolutionnaire qui remplit le rôle d'« ultime recours » contre celle-ci. Mais son éventail est beaucoup plus large, de même que la streptomycine, « dernier recours » contre la tuberculose aiguë, ne s'utilise pas seulement pour la combattre. On l'emploie souvent contre des formes non aiguës de cette maladie et également dans d'autres infections.

La présence des partis communistes dans ces gouvernements a toujours provoqué de grandes contradictions avec la

bourgeoisie et l'impérialisme. Cela est dû au fait que le stalinisme n'est pas organiquement lié à l'impérialisme (comme l'est la social-démocratie) ou aux bourgeoisies nationales (comme le sont les bureaucraties syndicales). Les partis communistes constituent des agents directs du Kremlin et des agents de l'impérialisme et des bourgeoisies seulement d'une manière indirecte et historique. C'est pour cela qu'ils sont des serviteurs instables et conditionnels : leur attitude dépend des rapports maintenus entre les exploités et l'URSS.

L'impérialisme US, à l'échelle mondiale, et les bourgeoisies dans chaque pays les acceptent dans leurs gouvernements seulement dans des situations très critiques ou considérées comme telles, et tentent de se débarrasser rapidement d'eux. Ils ne veulent de leur collaboration qu'à l'extérieur du gouvernement.

Il est probable que tant que les partis communistes continueront à être les agents du Kremlin, les gouvernements de front populaire auxquels ils participent seront toujours au plus haut point critiques et instables.

Il n'en est pas de même quand le front populaire est impulsé et essentiellement composé des partis sociaux-démocrates et/ou des bureaucraties syndicales. Il surgit alors des gouvernements relativement stables comme celui de l'Allemagne, celui de l'Italie (constitué par la Démocratie chrétienne et les socialistes), ceux du Mexique et de nombreux autres gouvernements sociaux-démocrates purs.

En particulier, ceux de la social-démocratie jouissent de la confiance de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Déjà, Trotsky l'avait prévu : « L'origine de la force des partis social-patriotes ou plus exactement social-impérialistes réside dans la protection de la bourgeoisie qui, à travers le Parlement, la presse, l'armée et la police, protège et défend la social-démocratie face à tout type de mouvement révolutionnaire, y compris face à la critique révolutionnaire. Dans la guerre future, à cause de l'accentuation des contradictions nationales et internationales, ce lien organique entre la bureaucratie et la bourgeoisie se révélera encore plus ouvert et cynique. » (7).

Pour résumer nos conclusions : la forme de gouvernement de front populaire ou ouvrier-capitaliste social-démocrate ne présente, en lui-même, aucune incompatibilité avec le capitalisme. Depuis 1917, nous avons vu de nombreux gouvernements de ce type dans des circonstances englobant aussi bien des guerres civiles et des crises révolutionnaires que des situations de stabilité. Dans cette variété, les cas où le front populaire est impulsé et ensuite intégré par les partis communistes amènent à des situations instables, par le rejet qu'entraîne pour la bourgeoisie la présence des agents du Kremlin. Mais la seule chose qui soit absolument incompatible et intolérable pour le capital, ce sont les situations de crise révolutionnaire et de développement du double

pouvoir. Dans ces cas-là, inexorablement, celui-ci prépare et tente de déclencher un coup d'Etat bonapartiste ou fasciste, liquidant le double pouvoir, écrasant le mouvement ouvrier, ses organisations et le gouvernement de front populaire.

Antichambre du bonapartisme ou du fascisme

Si le front populaire ne tombe pas sous les coups de la montée révolutionnaire dirigée par un parti comme le Parti bolchevique, cela conduit à une exploitation et à une misère plus grandes ou, pire encore, au coup d'Etat fasciste ou bonapartiste.

Trotsky a expliqué que : « En endormant les travailleurs par des illusions parlementaires qui paralysent leur volonté de lutte, on crée les conditions favorables à la victoire du fascisme. La politique d'alliance avec la bourgeoisie doit être payée par la classe ouvrière d'années de souffrances et de sacrifices, si ce n'est pas des dizaines d'années de terreur fasciste. » (8).

Si, en l'absence d'un parti révolutionnaire, les masses désobéissent au front populaire, résistent à l'offensive de la bourgeoisie et s'affrontent au gouvernement, leurs luttes n'offrent pas non plus de plus grandes perspectives. Si elles ne disposent pas d'un état-major révolutionnaire, elles ne pourront pas centraliser le combat ni le doter d'objectifs politiques clairs. Tôt ou tard, elles seront défaites. L'heure sera au coup d'Etat bonapartiste ou fasciste, à l'écrasement sans merci de la classe ouvrière et de toutes ses organisations, y compris celles qui composent le front populaire.

II. Le gouvernement Mitterrand

En dernière analyse, le gouvernement Mitterrand constitue une conséquence tardive, exprimée sur le terrain électoral, de la grande grève générale de 1968. Celle-ci a déchaîné la crise chronique du régime bonapartiste de la V^e République, mais elle n'a pas pu en être l'aboutissement à cause de la trahison du stalinisme et de la social-démocratie.

L'OCI unifiée l'a bien caractérisé : « Ce que nous enseignent la lente agonie de la V^e République, dont la mort est déjà commencée mais n'est pas encore arrivée à son terme, du point de vue de la classe ouvrière, réside en ceci : la force coercitive des appareils, et plus particulièrement de l'appareil stalinien, a pu différer pendant treize ans les conséquences de la grève générale de mai-juin 1968. Les appareils ont protégé systématiquement le régime, détournant non moins systématiquement, par le moyen d'une tactique de division savamment orchestrée, la lutte de la classe ouvrière de la question du pouvoir. » (11).

L'inexistence ou la fragilité du parti trotskyste facilite la victoire de la contre-révolution. Mais nous ne devons jamais oublier que ce sont les partis traîtres au gouvernement qui la rendent possible en démobilisant et en confondant les masses, et en défendant la caste des officiers de l'armée bourgeoise.

La clé du front populaire

Le facteur objectif qui détermine l'apparition du front populaire est l'élément le plus subjectif du mouvement ouvrier, celui de sa crise de direction révolutionnaire.

Le stalinisme, la social-démocratie et les bureaucraties syndicales démontrent toute l'ampleur de leur rôle et leur importance objective lorsqu'ils constituent un gouvernement de collaboration de classes, dans une étape révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Ils se transforment alors en protagonistes historiques de première importance, en empêchant que le système capitaliste ne soit balayé par le mouvement ouvrier.

De façon contradictoire, l'étape du front populaire est peut-être la seule étape où sont présentes toutes les conditions pour dépasser la crise de direction révolutionnaire puisque c'est seulement à cette étape que le rôle des directions traîtres devient clairement visible par les masses.

La classe ouvrière se voit obligée d'affronter un gouvernement bour-

geois, composé de ses directions traditionnelles. La lutte contre la bourgeoisie doit inévitablement se heurter d'une façon directe ou indirecte à ce gouvernement. Et, tôt ou tard, les partis traditionnels apparaissent dans toute leur nudité comme des ennemis déclarés des masses exploitées.

Depuis les années 20, Trotsky a signalé les larges possibilités qui sont offertes au parti révolutionnaire par le surgissement de ces gouvernements : « L'apparition de la classe ouvrière au pouvoir fera reposer toute la responsabilité des actions du gouvernement sur le Parti travailliste et donnera lieu à une époque de kérénskisme anglais à l'époque de parlementarisme, offrant un moyen favorable, jamais vu auparavant, pour le travail du Parti communiste. » (9).

Il a émis la même appréciation pour la France à cette époque : « Si un Bloc de Gauche se matérialise, puisque la vieille écorce du Bloc national est décrépite, le Parti communiste apparaîtra comme le seul parti d'opposition et, en conséquence, ce changement sera extrêmement avantageux pour nous. » (10).

Jamais comme à l'époque du front populaire le trotskysme et les courants centristes révolutionnaires créés par la montée ouvrière n'ont trouvé de meilleure occasion de surmonter la crise de direction et d'organiser un parti révolutionnaire ayant une influence de masse.

La condition indispensable pour y parvenir, c'est la ferme volonté révolutionnaire trotskyste de demeurer résolument l'opposition systématique, irréconciliable, quotidienne du gouvernement de front populaire et de ses partis traîtres face aux masses.

Ce retard de treize ans et l'intervention des appareils ouvriers contre-révolutionnaires ont fait que la relation entre la grève de 1968 et la victoire électorale ne soit pas immédiate.

La signification de la victoire

C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire du gouvernement Mitterrand la même chose que ce qu'avait dit Trotsky après la montée de Blum et les grandes grèves de 1936 : « La révolution française a commencé. »

Même Raymond Aron comprend cela quand il dit que « les manifestations de liesse parmi les vainqueurs » de 1981 « n'ont rien à voir avec l'explosion sociale » de 1936 (Le Monde du 25 août 1981).

Pour le moment, il ne s'agit que d'une victoire politico-électorale du prolétariat qui trouve deux expressions : la première étant la défaite de la

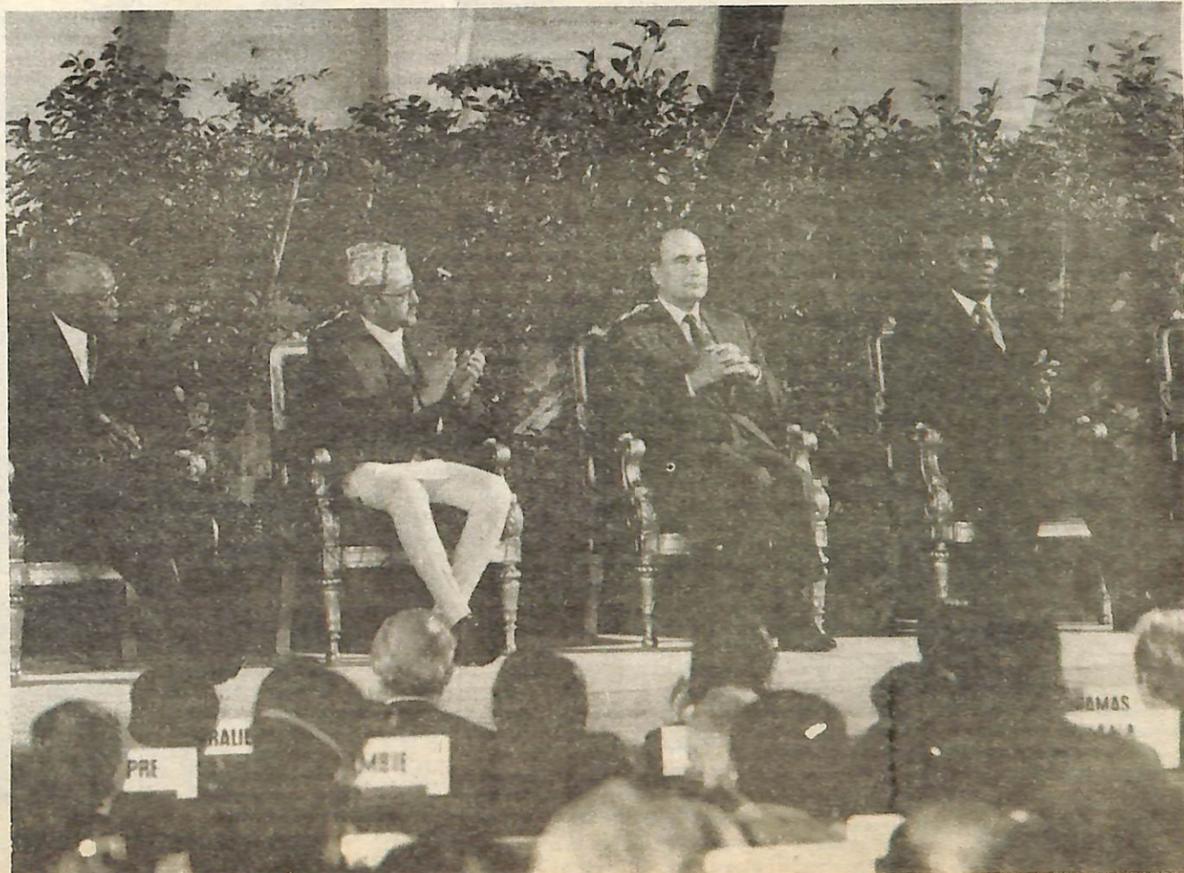
bourgeoisie et de son candidat, Giscard d'Estaing ; la seconde, presque aussi importante que la première, la défaite de la politique de division du PC en faveur de Giscard : le quart de son électoral traditionnel a voté contre le PC et pour le socialisme, provoquant la plus grande débâcle électorale du stalinisme français dans toute son histoire.

Mais l'ascension de Mitterrand n'est ni l'effet, ni la cause d'une quelconque victoire révolutionnaire, bien qu'elle ouvre la possibilité de l'éclatement d'une crise révolutionnaire plus ou moins immédiate par la confiance et les aspirations que la victoire politique a fait naître dans le prolétariat.

Empêcher la « première vague »

Cependant, beaucoup de trotskystes établissent une analogie dangereusement erronée entre le gouvernement de

« Le gouvernement Mitterrand soutiendra les positions et les intérêts de son impérialisme. Cela implique qu'il défendra par tous les moyens ses positions coloniales et semi-coloniales, resserrant chaque fois plus ses liens avec l'impérialisme nord-américain. »



21-ago-1973

EL SIGLO

crónica nacional-3

Blum de 1936 et celui de Mitterrand. D'autres reconnaissent qu'il existe des différences, mais ils les réduisent à la variation dans le poids relatif des partis composant le front populaire ou les font découler de la différence des régimes (république parlementaire avec Blum, bonapartisme avec des formes parlementaires actuellement). Mais dans les deux cas, ils pensent que nous sommes en train de vivre ce que Trotsky avait défini en 1936 comme la préparation de la « seconde vague ». Il n'en est rien.

Trotsky avait analysé que la grande grève de 1936 (et non pas le gouvernement de Blum) avait été le point culminant de la « première vague » et que la révolution française avait commencé. Il appelait à préparer prudemment la « seconde vague », en évitant des attitudes irréfléchies ou hâtives du mouvement de masse. Celle-ci devait conduire à la grève générale insurrectionnelle et poser ouvertement la question du pouvoir.

Aujourd'hui, nous commençons à peine à préparer en France la « première vague » et non pas la « seconde ». Il n'y a pas eu de grèves comme en 1936 ou en 1968. Le nouveau Blum est venu, mais sans l'occupation des usines. Et Mitterrand a précisément accédé au gouvernement pour prévenir et empêcher les occupations.

La profonde différence qui existe entre Blum et Mitterrand est la clé qui nous permet de comprendre le caractère spécifique du gouvernement actuel. Blum a été la conséquence de la crise révolutionnaire, de la « première vague » de 1936. Mitterrand est venu préventivement pour empêcher l'explosion d'une crise révolutionnaire ou la répétition d'une grande grève comme celle de 1968.

Si Giscard était resté au pouvoir, le régime aurait connu le risque certain d'assister à une crise révolutionnaire. Mitterrand avec son Parti socialiste, le Parti communiste et sa Confédération générale du travail (le principal syndicat français), et d'autres syndicats, ont accédé au pouvoir pour prévenir cette crise.

Sauver la V^e République

En rapport direct avec l'objectif de prévenir la « première vague », le front populaire se propose de sauver la V^e République.

Les conséquences de la grève de 1968, en dernière instance la raison de la chute de Giscard, remettent chaque fois plus en question les formes à travers lesquelles la bourgeoisie française a exercé sa domination durant un quart de siècle. C'est pourquoi la victoire politique du 10 mai a mis à l'ordre du jour la nécessité de liquidation définitive, par l'action extra-parlementaire du prolétariat, des institutions réactionnaires de la V^e République.

Le gouvernement de front populaire constitue la réponse contre-révolutionnaire à ce danger. Et le fait que la bourgeoisie doive tolérer cet « ultime recours » est le fruit de la victoire politique des masses.

Le contenu de collaboration de classes du gouvernement Mitterrand s'exprime avant tout dans sa volonté de préserver l'essentiel des institutions en octroyant quelques concessions formelles pour dévier la lutte menée contre elles.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Chaban-Delmas, un « baron » du gaullisme et l'un des principaux dirigeants bourgeois et impérialistes, architecte de la V^e République, ait « constaté avec satisfaction que le président de la République maintient dans les domaines de la diplomatie, de la défense et des institutions, les orientations fondamentales de la V^e République » (Le Monde du 5 août 1981).

Et que René Monory, ex-ministre des Finances du gouvernement Giscard-Barre, assure : « Jusqu'à présent, dans tous les domaines, le gouvernement a parfaitement respecté la Constitution. Il me paraît essentiel qu'il la respecte sur ce point (celui des nationalisations). » (Le Figaro du 7 septembre 1981).

Mitterrand lui-même a multiplié les déclarations insistant sur le fait qu'il « s'accommodait » sans difficulté des institutions et que les réformes qu'il pensait introduire ne revêtaient aucun caractère d'urgence.

Une politique connue

Cette politique du nouveau gouvernement français fait partie d'un phénomène plus général. Partout la bourgeois-

General Augusto Pinochet nuevo Comandante en Jefe

Presidente Salvador Allende aceptó renuncia del General Carlos Prats

General Pinochet designado Comandante en Jefe del Ejército



General Pinochet designado Comandante en Jefe del Ejército

Consejo de Gabinete destacó condiciones morales y personales de General Prats

sie et la bureaucratie comprennent qu'il faut octroyer quelques concessions démocratiques formelles au mouvement des masses pour sauver leurs régimes actuels. Cela est dû à la grande montée révolutionnaire mondiale en cours qui a commencé en 1968 et qui s'est accélérée d'une façon extraordinaire à partir des années 1974-1975 avec la défaite de l'impérialisme US au Vietnam.

Ils appliquent la politique que Lampedusa a dans son roman *Le Guépard*, synthétisée dans la phrase : « Changer quelque chose pour que tout reste identique. »

En octroyant la Douma et les élections, le tsarisme avait recouru à cette méthode dans le même but.

Nous avons baptisé cette politique « bismarkisme sénile ». Bismarkisme, car il a représenté le bonapartisme qui, en Allemagne, a effectué des concessions à la bourgeoisie pour sauver le régime féodal des junkers. Sénile, parce qu'il s'agit d'une manœuvre des régimes bourgeois bonapartistes, à l'étape de la décadence mortelle de l'impérialisme et de la montée révolutionnaire des travailleurs.

Différents types de gouvernements bourgeois coïncident sur le fait d'appliquer ce « bismarkisme sénile » afin de sauver les régimes bonapartistes ou semi-bonapartistes, en usant de la technique préconisée dans *Le Guépard*.

A travers la monarchie de Juan Carlos, le franquisme a octroyé les Cortes, a légalisé les organisations ouvrières et donné le droit de vote pour s'appuyer sur la trahison du PCE et du PSOE et échapper ainsi à la poussée révolutionnaire du prolétariat et des nationalités opprimées. Les dictatures militaires du Brésil, de l'Equateur et du Pérou ont utilisé ou utilisent des manœuvres similaires.

Dans ce sens, en présence toutefois d'un front populaire d'une part et de gouvernements directement bourgeois de l'autre, une comparaison s'impose : Mitterrand est à la V^e République ce que Juan Carlos est au franquisme ou ce que Figueiredo est à la dictature militaire brésilienne.

Si — possibilité que nous ne devons pas écarter — le PSOE remporte une victoire dans de prochaines élections en Espagne, il pourrait surgir un front populaire composé de Felipe Gonzalez et de quelques secteurs de la bourgeoisie, appuyé de l'extérieur par Carrillo.

Nous dirions de ce gouvernement de front populaire qu'il a comme fonction de sauver la monarchie, héritière et continuateur du franquisme.

L'analogie se transformerait en identité. Nous dirions de Felipe Gonzalez ce que nous disons aujourd'hui de Mitterrand : qu'il vient sauver la monarchie comme ce dernier tente de sauver le régime gaulliste.

Une politique dure au service de la bourgeoisie

Mitterrand accède au gouvernement dans le cadre d'une grave crise de l'économie française et sans que ne se soit produite une « première vague » de grandes grèves l'obligeant à effectuer des concessions.

Ces deux faits pousseront son gouvernement à imposer les plans sévères de misère et de chômage de la bourgeoisie, en continuant la mise en œuvre de l'orientation de Giscard-Barre. Il

essaiera de convaincre les travailleurs de les accepter et, s'il n'y parvient pas, il utilisera alors tous les autres moyens possibles.

Mauroy, le Premier ministre, fait savoir que « le gouvernement est conscient que l'effort de solidarité nationale (...) ne doit pas être seulement le fait des entreprises. » (Le Figaro du 7 septembre 1981). Il poursuit en annonçant une série de mesures destinées à « aider » les chefs d'entreprise.

Pour le mouvement ouvrier et les secteurs populaires, en revanche, la vie devient plus dure : l'inflation comme le chômage ont augmenté durant ces quatre premiers mois de gouvernement du front populaire.

Selon un rapport de la CGT, les employés du secteur public ont perdu 3,5 % de pouvoir d'achat sur leurs salaires (Le Monde du 19 septembre 1981). Au mois d'août, les chiffres officiels annonçaient 1 834 000 chômeurs. Il y a eu deux cent mille licenciements dans l'industrie l'année dernière. Tous les commentaires coïncident sur le fait que « cette situation n'est pas nouvelle, mais le mouvement paraît s'accélérer dangereusement, notamment dans l'industrie. » (Les Echos du 15 septembre 1981).

Ou encore : « Cela dit, malgré la création d'emplois publics, l'incidence que le plan d'économie d'énergie, les grands chantiers et la relance de la construction de logements auront sur l'emploi ne sera pas suffisante pour stabiliser les effectifs occupés à leur niveau actuel et éviter une poursuite de l'aggravation du chômage. » (Les Echos du 25 septembre 1981).

Un projet d'impôt sur les fortunes a été atténué de telle manière que la grande bourgeoisie s'est déclarée presque satisfaite : « Ces correctifs sont loin d'être négligeables (...). Les amendements promis partent certes d'une bonne intention. » (Les Echos du 28 septembre 1981).

En contrepartie, le gouvernement a préparé des impôts sur la consommation populaire. Le quotidien du PC (L'Humanité du 30 septembre 1981) n'a pu éviter de signaler que « ce qui est franchement critiquable en revanche dans ce projet de budget — si les informations parues dans la presse correspondent à la réalité — c'est le recours à certaines mesures fiscales qui frapperont particulièrement les revenus les plus modestes : il en est ainsi du relèvement important des taxes sur l'essence (20 centimes par litre), de la majoration des tarifs de la vignette automobile (+ 25 %) et des augmentations du prix du tabac et des alcools. »

Les nationalisations ont été traitées suivant le même critère. Quand le gouvernement a affirmé que les indemnités seraient justes, la Bourse a réagi par une hausse importante des actions des entreprises nationalisables. Face aux nouvelles exigences des patrons, il est probable que les 30 milliards de francs initialement prévus pour les indemnités vont augmenter : « L'adoption du système "multicritères" suggéré par le Conseil d'Etat nécessitera quelques mil-

(7) Trotsky, *Ecrits*, Tome X, Vol. 1 p. 95, Ed. Pluma, Bogota, 1977.

(8) Trotsky, *Œuvres*, juin-juillet 1936, p. 277.

(9) Trotsky, *Les Quatre Premières années de l'Internationale communiste*, Monad Press, 1972, T. II, p. 211.

(10) Idem, p. 212.

(11) *Projet de rapport politique préparatoire au XXVI^e Congrès de l'OCI unifiée*. Adopté par le comité central d'août 1981.

liards de plus. Pour le gouvernement, la nouvelle méthode majeure de 25 % environ la valeur d'indemnisation. » (Les Echos du 28 septembre 1981).

Le président du CNPF (centrale patronale) François Ceyrac a déclaré au sujet de la politique monétaire : « Les mesures sans aucun doute trop limitées et quelquefois difficiles à appliquer ont permis d'éviter le pire. Il est indispensable de continuer à les appliquer et à les amplifier. » (Le Figaro du 3 septembre 1981).

Et le jugement du même Ceyrac sur la situation globale est le suivant : « Opposés à des principes défendus par l'actuelle majorité avant les élections, notre devoir de responsables n'est pas de refuser de voir le gouvernement, de faire la politique de la terre brûlée, c'est d'apporter les informations que nous tirons de nos expériences pour lui permettre d'appliquer ses principes. Et comme pour chacun de ces principes il y a plusieurs modalités d'application, nous sommes en droit de penser qu'il y en a de meilleures que d'autres. » (Les Echos du 1^{er} octobre 1981).

Comme on peut le constater, cela n'a rien d'une guerre. Mais c'est bien en revanche une attitude de pression politique et économique pour que le gouvernement applique le dur plan économique de la bourgeoisie. Si la première vague de grèves déferle, le gouvernement peut être amené à faire des concessions aux travailleurs qui seraient contradictoires avec les nécessités de l'accumulation capitaliste. Ces concessions et ces réformes octroyées pour freiner les luttes en seraient en même temps un sous-produit. C'est seulement si les mécanismes automatiques de l'économie permettaient une réactivation importante que Mitterrand pourrait élargir sa marge de manœuvre et envisager une politique de concessions.

C'est la variante la moins probable. Tout indique que le front populaire amènera rapidement à une misère plus importante et à un plus grand chômage pour les travailleurs, si la « première vague » révolutionnaire de grèves, qui pour un temps pourrait empêcher cela, n'éclate pas.

Défendre l'impérialisme

Le gouvernement Mitterrand soutiendra les positions et les intérêts de son impérialisme. Cela implique qu'il défendra par tous les moyens ses possessions coloniales et semi-coloniales, resserrant chaque fois plus ses liens avec l'impérialisme nord-américain.

Sur ce dernier aspect, l'attitude adoptée par Mitterrand au sommet d'Ottawa, où il a soutenu le plan d'armement et de contre-révolution de Reagan, est très révélatrice. De même que l'annonce faite par le gouvernement français de construire un nouveau sous-marin atomique — le septième de sa flotte nucléaire — et d'avancer dans la recherche sur la bombe à neutrons.

Selon le commentaire du Monde : « Il faut remonter loin dans l'histoire des relations internationales, après la guerre, au beau temps du tripartisme franco-anglais-américain qui s'évanouit au milieu des années 50, pour trouver tant d'harmonie entre Paris, Londres et Washington, du moins en ce qui concerne les relations avec Moscou. » (Le Monde du 25 juillet 1981).

D'autre part, la France est la deuxième puissance coloniale du monde

« Le gouvernement de front populaire ... est dans son essence même le gouvernement de capitulation face à la bureaucratie et aux officiers. »

et elle vient certainement aussi après les États-Unis en ce qui concerne les possessions semi-coloniales. A travers les accords d'Evian et de l'OCAM, elle contrôle d'une main de fer les économies, les armées et même les gouvernements de ses ex-possessions d'outre-mer.

Que dit le gouvernement à ce sujet ? Charles Hernu, ministre de la Défense de Mitterrand, a déclaré : « Nous avons pour le moment de tels accords avec les pays d'Afrique. Ils doivent être respectés. Cela signifie aussi que la France doit posséder les moyens de son intervention extérieure, c'est-à-dire s'équiper en conséquence. Nous devons avoir des forces d'intervention. » (Le Monde du 11 juillet 1981).

Par tous les moyens dont il dispose, le gouvernement de front populaire confirme son caractère ouvertement bourgeois et impérialiste. Mitterrand lui-même avait déclaré à la BBC de Londres que son pays continuerait à fabriquer et à vendre du matériel de guerre nécessaire à la modernisation incessante de son armée. (Le Monde du 28 septembre 1981).

Typique des fronts populaires, cette attitude fait partie de sa criminelle politique traître de défense inconditionnelle de la caste des officiers et de la structure hiérarchique des forces armées, auxquelles la France officielle, aujourd'hui plus qu'auparavant peut-être, voue un culte quotidien.

Les ministres communistes

L'un des traits caractéristiques et novateurs du gouvernement Mitterrand-Mauroy est l'intégration du PCF en son sein par le biais de quatre ministres.

Depuis la fin de la dernière guerre, ce fait a eu des précédents bien précis. Si nous écartons ce phénomène spécial des gouvernements staliniens-bourgeois comme nous avons défini ceux de l'Angola et du Mozambique, les principaux cas ont été : la France et l'Italie, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ; au Chili sous Salvador Allende, au Portugal au début de la révolution, et au Salvador avec la junte qui, il y a deux ans, a destitué Romero.

La première différence profonde c'est que tous ces partis communistes étaient à leur apogée ou conservaient une grande force, alors que dans la France actuelle, après la très grave défaite politique et électorale qu'il a essuyée, le stalinisme traverse sa pire période. Par ailleurs, à l'intérieur de sa stratégie qui consiste à exclure rapidement le PC des gouvernements bourgeois et de ne faire appel à eux qu'in extremis, l'impérialisme introduit diverses nuances : opposition catégorique au Chili et au Portugal, appui au Salvador, combat, mais pas à mort, en Angola et au Mozambique.

Aujourd'hui en France, il a fait connaître son hostilité mais sans encore déclencher de campagne féroce.

Une chose est certaine : la présence du PCF donne toute son ampleur au caractère front-populiste du gouvernement Mitterrand-Mauroy. Il est indiscutable que cela démontre la profondeur de la crise en gestation : les deux appareils contre-révolutionnaires sont obligés de monter simultanément en première ligne. Tous deux doivent prendre leurs responsabilités pour arrêter les masses.

(suite page 6)

Le gouvernement Mitterrand...

(suite de la page 5)

Dans l'intégration du PC, entre en plus un calcul politique de la part de Mitterrand et de son parti. Il serait dangereux pour la social-démocratie de laisser le PC « libre » comme opposition éventuelle. Comme critique du gouvernement, le stalinisme pourrait se remettre de sa crise actuelle et obliger le PS à lui rendre, et peut-être avec des intérêts, les 25 % de sa force électorale qu'il lui a prises aux élections.

Mitterrand veut éviter ce risque en liant le stalinisme à son gouvernement et en conservant pour lui-même et pour la bourgeoisie le bénéfice de la débacle stalinienne.

Un gouvernement présidé par le PS est-il incompatible avec la bourgeoisie française ?

Depuis 1968 au moins, la bourgeoisie française s'est préparée à l'éventualité de perdre aux élections. La Constitution bonapartiste, gaulliste, de 1958 elle-même, en stipulant l'existence de formes parlementaires cohabitantes avec le pouvoir présidentiel, prévoyait l'intégration au régime d'une représentation social-démocrate.

A partir de la crise de 1968, la préparation mutuelle entre les partis bourgeois et la social-démocratie (et le stalinisme, à sa façon) à la perspective que le PS ait, comme à présent, une place hégémonique dans un front populaire, n'a pas cessé un seul instant.

Non seulement « la presse, l'armée et la police », comme l'avait prévu Trotsky, mais aussi la banque et toute la

bourgeoisie ont protégé la social-démocratie, pour préparer un PS et un candidat, Mitterrand, dont on savait qu'il pouvait accéder au gouvernement à n'importe quelle élection et donner naissance à un bonapartisme front-populiste.

Cette adaptation et cette préparation de la bourgeoisie dans la perspective du moment auquel elle devrait utiliser Mitterrand comme « dernier recours » trouve son meilleur exemple dans le comportement électoral du front gaulliste dirigé par Chirac.

Ce dernier ne s'est pas, comme on le sait, allié à Giscard lors du premier tour, et n'a pas avancé comme une question de vie ou de mort le fait de barrer le passage à Mitterrand. Il s'est ainsi converti en l'un des facteurs électoralement décisifs de la victoire du PS. Cela démontre à la fois la crise politique de la bourgeoisie mais aussi qu'elle avait prévu l'usage du recours Mitterrand.

De son côté, Mitterrand s'est adapté pendant des dizaines d'années à la bourgeoisie et à l'impérialisme français. Il n'est pas surprenant qu'il dise tout naturellement aujourd'hui qu'il « s'accommode » de la V^e République.

Au cours des dernières années et jusqu'à la veille de sa victoire électorale, l'OCI a analysé et dénoncé dans sa presse l'adaptation de Mitterrand, du PS et du front populaire aux intérêts, aux nécessités et aux institutions de la bourgeoisie et de la V^e République.

En 1971, l'OCI faisait la dénonciation suivante : « Cette Constitution bonapartiste, Mitterrand juge inutile de la remplacer. Mieux vaudra corriger, c'est-à-dire tenter de mettre sur pied un bonapartisme modéré et bien tempéré au niveau de larges couches de la bourgeoisie française... » (13).

Et en 1973 : « La solution constitutionnelle proposée par le "Programme commun" (du front populaire) respecte intégralement la Constitution de 1958, dans son esprit comme dans sa lettre. » (14).

Et en février 1978 : « Mitterrand est un authentique partisan du "Programme commun de gouvernement", de la défense de la V^e République et de ses institutions, de l'"austérité" et de tout ce qui sera nécessaire à la société bourgeoise et à l'Etat bourgeois pour survivre, répression contre les masses comprise, si nécessaire. » (15).

Et en décembre de la même année : « Elle (la tendance de Mitterrand) est forte, également en fonction des problèmes qui se posent à la bourgeoisie : tenter désespérément d'empêcher que ce régime ne s'effondre et que ne s'ouvre une crise révolutionnaire est certes indispensable, mais non moins indispensable est de pouvoir répondre à cette éventualité, qu'en dernière analyse chacun sait inévitable. » (16).

A cause de cette vieille et mutuelle adaptation entre la bourgeoisie et la social-démocratie françaises, nous ne pensons pas qu'il y ait dans l'absolu « incompatibilité » entre elles.

Quatre mois après l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, la situation présente le confirme. Les monopoles n'ont déchaîné aucune campagne nationale ou internationale visant à préparer la chute du nouveau gouvernement, et la caste militaire réactionnaire si adulée n'a pas dégainé son arme pour imposer la restauration complète du bonapartisme ou un coup d'Etat fasciste.

Loin d'adopter une opposition violente, frontale, la bourgeoisie française fait pour le moment preuve d'une attitude de tolérance. Elle exerce une forte critique du gouvernement pour lui arracher encore plus d'avantages — ce qu'en général elle obtient — et pour commencer à mettre à profit son inévitable perte de prestige. Dans le cadre de leur crise politique, les leaders bourgeois ne tirent pas leurs plans dans la perspective d'un renversement violent de Mitterrand, mais dans celle de la reconquête du terrain qu'ils ont perdu au niveau d'un calendrier électoral qui débute avec les élections cantonales de 1982 (18), et ils discutent de la crise qui s'approche.

Leurs principales préoccupations ne sont ni Mitterrand ni le PS, avec lesquels ils n'ont pas de grandes contradictions. Ce qui les préoccupe, c'est la présence du PC au gouvernement, et, comble de l'horreur, la conduite qui sera celle du mouvement ouvrier. Jusqu'à quand n'y aura-t-il pas d'explosion ?

Le Figaro du 9 septembre se demandait, inquiet : « Pendant combien de temps la base acceptera-t-elle les sacrifices qu'elle refusait du temps de Raymond Barre ?... Pendant combien de temps l'appareil du Parti communiste va-t-il collaborer avec les socialistes ? »

Et Les Echos du 1^{er} octobre analysaient : « Faut-il, en ménageant les socialistes, espérer un jour remplacer auprès d'eux les communistes et les attirer ainsi vers des choix plus raisonnables ? Ou doit-on penser que face aux échéances tragiques qui viendront inéluctablement, les Français se détourneront du PS aussi violemment qu'ils s'en sont épris, et que sa succession ne pourra échoir qu'à ceux qui auront pratiqué une opposition sans concession ? »

Pour l'heure, tant que le mouvement ouvrier n'est pas sorti massivement dans l'arène, l'élément important de contradiction politique qui reste entre la bourgeoisie, la V^e République et le gouvernement de Mitterrand est produit par la participation du PC aux postes ministériels.

Cela contient une ambiguïté qui n'est pas résolue : la présence des stalinien est condamnée par la bourgeoisie française et par l'impérialisme US. Mais, en même temps, ils en ont besoin pour que le gouvernement puisse remplir son rôle préventif contre la « première vague ».

Cette contradiction est insolvable. C'est pourquoi nous tendons à pronostiquer une aggravation de la crise générale, par l'accélération des crises que vivent la bourgeoisie et le stalinisme et par le surgissement au grand jour de celle du PS.

Trois variantes : les exemples « chilien », « russe » et « anglais »

Toute la situation évolue vers une crise chronique généralisée qui favorisera la croissance et l'irruption de la lutte. Dans les conditions nationales et internationales qui se sont constituées depuis 1968, le maintien du bonapartisme bâtarde, en voie de décomposition, de la V^e République, la crise politique aiguë que provoque la participation du PC au gouvernement, la perte rapide de prestige du gouvernement comme conséquence de l'application de son plan

contre-révolutionnaire, la crise économique et la montée du mouvement ouvrier, qui s'accélère depuis la victoire électorale, peuvent conduire, à court terme, à une crise révolutionnaire. Ce qui est nécessaire, c'est que la montée ne s'arrête pas. Mais le cours immédiat de la lutte des classes, ce facteur décisif, ne peut être déterminé d'une façon rigide, unique. Il dépend de nombreux facteurs. De telle sorte que, dans le cours décalé des prochaines années, le dénouement n'est pas certain et nous devons schématiquement envisager trois variantes possibles : l'« anglaise », la « chilienne » ou la « russe ».

Est-ce que, comme en Angleterre, la bourgeoisie coexistera avec Mitterrand, le PS et le PC, défendant la V^e République en crise, acceptant ses règles du jeu, respectant l'alternance électorale ? Modifiera-t-elle au contraire son attitude pour aller vers la liquidation des formes semi-parlementaires de la V^e République, au moyen, comme au Chili, d'un coup d'Etat bonapartiste et fasciste ?

Enfin, le parti révolutionnaire gagnera-t-il l'influence de masse suffisante pour, s'appuyant sur la montée, défaire le fascisme et le front populaire ou le gouvernement bourgeois en place, quand la crise révolutionnaire aiguë éclatera ?

C'est la « première vague » qui est la clé

Nous ne pouvons répondre à ces questions que quand nous saurons si, à court terme, une « première vague », égale ou supérieure à celle de 1936 et de 1968, se produira. C'est la clé des événements à venir. Et telle doit être l'unique préoccupation des révolutionnaires : préparer, organiser et appeler à la « première vague », à partir des luttes qui ont commencé, comme celle des travailleurs des chemins de fer (qui ont occupé la gare de l'Est), celle de Renault (grève au Mans et à Billancourt), celle des enseignants, etc.

De toute façon, l'important n'est pas de discuter si la « première vague » a déjà commencé ou si elle va le faire, mais de reconnaître que nous sommes encore loin d'avril, mai et juin 1936 ou de mai 1968, et d'agir en conséquence et de soutenir à fond ses premiers symptômes.

Si la « première vague » se produit à court terme, sans être arrêtée ou rapidement détournée comme les deux premières, nous entrerons dans un cadre qui conduit aux variantes « chilienne » ou « russe ». Ce n'est pas un chemin sans retour : le capitalisme français conservera de nombreux mécanismes pour l'atténuer et l'amortir. Et, même à ce moment-là, on ne pourra toujours pas écarter la possibilité d'une variante à l'« anglaise ». Mais, d'une façon indiscutable, une « première vague » forte et persistante nous conduira au seuil du fascisme ou de la révolution.

En revanche, nous pouvons affirmer catégoriquement que sans une « première vague » profonde et durable, qui déclenche le début de la révolution française, nous entrerons pleinement dans le cadre de la variante « anglaise ». La V^e République survivra alors. L'actuel gouvernement avec la participation des stalinien, tombera très certainement, et surgiront d'autres combinaisons de front populaire, présidées par Mitterrand. Ensuite, les élections indiqueront quelle est l'évolution et si Mitterrand doit s'en aller.

La désillusion des masses peut faire baisser les voix du PS et faire monter celles du PC ou des partis bourgeois. Ce qui sera inévitable, c'est une crise politique excluant le PC du gouvernement, le reléguant vraisemblablement à un rôle de collaboration avec le gouvernement bourgeois en place, de l'extérieur.

Dans cette installation chronique de la crise, le mouvement ouvrier ne sera pas défait. Il n'aura pas réussi à créer une situation révolutionnaire, mais il continuera à lutter contre les exploités et les appareils contre-révolutionnaires. Cela régénérerait les conditions pour que le PS et des secteurs plus forts de la bourgeoisie, très certainement sans le PC, mettent en place des combinaisons de front populaire ou, y compris avec l'ensemble de la bourgeoisie, des formules d'unité nationale, si la crise les rend plus dangereuses.

La caractéristique de cette évolution « anglaise », à notre avis la moins probable des trois qui sont posées, serait la survie de la V^e République, d'une façon plus ou moins critique et plus ou moins agonisante. Son voile recouvrira presque tout le spectre de la contre-

révolution française, laissant à l'écart le stalinisme qui devrait se contenter de soutenir le gouvernement bourgeois sans en faire partie.

C'est l'hypothèse idéale sur laquelle mise aujourd'hui la bourgeoisie. Elle est basée sur le fait que pour elle ce serait la meilleure variante, permettant que la crise révolutionnaire ouverte par une « première vague » soit prévenue ou rapidement conjurée.

C'est seulement ainsi que pourrait apparaître un gouvernement semblable à celui que l'éditorialiste du Figaro du 8 septembre considère comme conforme aux desiderata de la bourgeoisie : « Quatre ministres d'Etat : Giscard, Chirac (obligés ainsi de cesser leur querelle), Rocard, Jospin. Aux Finances, Raymond Barre. Sous quel Premier ministre ? Qui aurait l'autorité nécessaire pour dire à ces hommes qui se sont affrontés : "Sauvons ensemble la France" ? Mitterrand lui-même. »

L'analogie la plus dangereuse

L'ensemble de la situation française, dans le cadre international, nous permet de penser que, parmi les variantes exposées, la plus probable est celle d'une crise aiguë, révolutionnaire. Comme nous l'avons dit, cela nous mettrait sur la voie d'un Octobre soviétique ou de son contraire : celle d'un coup d'Etat à la Pinochet comme au Chili.

Cependant, l'analogie la plus périlleuse qui soit serait celle que l'on pourrait établir entre la France de Mitterrand et le Chili de Salvador Allende, sans tenir compte de la lutte des classes.

On ne commettrait pas seulement ainsi un erreur méthodologique — à savoir dissoudre le présent dans un futur possible mais cependant hypothétique —, mais on commettrait également un crime politique. Comparer le Mitterrand des premiers 120 jours de son gouvernement à un Allende acculé à la fin de son mandat revient à affirmer que nous nous trouvons au seuil de la « seconde vague » comme au temps de Blum, et conduit à embellir Mitterrand par la négative, en faisant croire qu'il jouit de la haine « fasciste » de la bourgeoisie française.

On dissimule ainsi le plan contre-révolutionnaire qui est à présent mis en œuvre par le gouvernement, avec la tolérance de la bourgeoisie et des forces armées, et répond à leur attente.

On désarme ainsi les masses et le parti révolutionnaire, en les écartant de leur tâche actuelle, et pas future, d'assurer la préparation et l'explosion de la « première vague », ainsi que son efficacité et sa force.

Ceux qui suggèrent que nous devons très probablement, un peu plus tard, nous battre les armes à la main à côté de Mitterrand contre les fascistes, et qu'aujourd'hui nous devons nous taire sans expliquer aux masses qu'il s'agit d'un gouvernement de traîtres et de canailles, de bureaucrates, ceux-là se convertissent en agents du front populaire et de son plan contre-révolutionnaire, en ouvrant la voie à la contre-révolution.

On ne doit pas comparer Mitterrand avec le Allende mis en échec sur la fin, mais avec celui qui venait d'accéder au gouvernement.

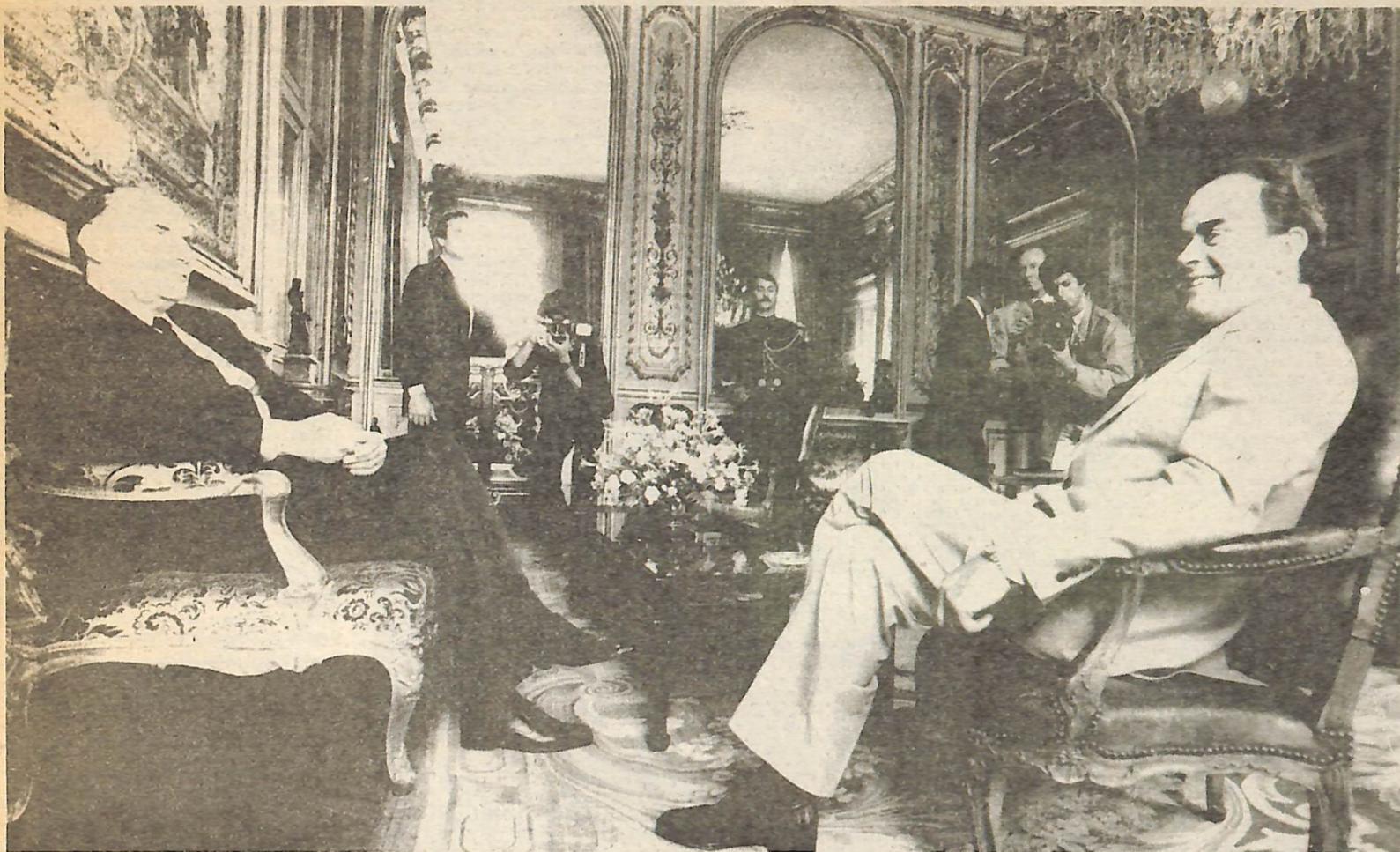
Le front populaire chilien était lui aussi arrivé au pouvoir pour dévier, par des concessions et en semant la confusion, la menace imminente d'une montée révolutionnaire. Il n'y est pas parvenu.

De la même manière que Mitterrand, il a intégré à son gouvernement un secteur de la bourgeoisie (et ensuite il a fait de même avec différents généraux). L'instabilité est rapidement apparue parce que la présence de communistes au gouvernement — comme on l'insinue dans le cas de Mitterrand — a lâbas introduit une crise chronique en se combinant avec les autres facteurs de la situation. C'est là où s'arrêtent les ressemblances. La crise d'Allende s'est rapidement aggravée. L'impérialisme dominant est passé à l'attaque frontale, non seulement en raison de la présence de ministres communistes mais aussi du fait des nationalisations. Alors qu'en France, celles-ci ont été si timides qu'elles n'ont qu'à peine atteint la bourgeoisie monopoliste et l'impérialisme français.

Les mesures anti-impérialistes au Chili ont créé une division de la bourgeoisie nationale, puisque l'un de ses secteurs, celui de l'ex-président Frei, les a au début appuyées. Les secteurs les plus liés à l'impérialisme, et ce dernier lui-même, sont passés à l'offensive.



« Dis-moi ce que tu dis tous les jours du gouvernement, dis-moi quel autre gouvernement tu proposes, et je te dirai qui tu es »



« Les deux appareils contre-révolutionnaires sont obligés de monter simultanément en première ligne. Tous deux doivent prendre leurs responsabilités pour arrêter les masses. »

A la suite de la victoire électorale d'Allende, le degré de mobilisation des masses chiliennes a été très supérieur à celui qui existe aujourd'hui en France. En comparaison des manifestations de la victoire à Santiago, celles du 10 mai à la Bastille paraissent une fête de quartier.

Cette combativité, au Chili, a rapidement fait un saut qualitatif et a atteint un extrême situé à des années-lumière de distance de celui que vit aujourd'hui la classe ouvrière française. La révolution socialiste avait commencé à se développer à un degré insupportable pour le régime capitaliste.

Deux exemples l'illustrent : des formes semi-soviétiques ou directement soviétiques, les cordons industriels, étaient apparues, avaient commencé à exproprier la bourgeoisie et à poser la question du pouvoir. De plus, un mouvement dans la troupe et chez les sous-officiers, en particulier dans la marine, s'était développé et menaçait d'entendre les embryons du double pouvoir aux forces armées.

Face à cela et aussi au fait qu'il y avait une crise économique aiguë avec une inflation annuelle de 1 000 %, toute la

bourgeoisie et la classe moyenne se sont complètement alignées sur l'impérialisme, derrière Pinochet. Les bourgeois comme Frei, qui avaient au début soutenu le gouvernement, étaient passés du côté du coup d'Etat un an avant qu'il n'ait lieu.

Il n'y a donc là aucune similitude entre la situation du gouvernement Mitterrand et la phase finale de celui d'Allende.

Il est possible que, dans l'avenir, ceux-ci se rapprochent, mais cela ne pourra se produire que quand la lutte des classes en France aura effectué un saut aussi colossal qu'au Chili. C'est pour cela qu'il est si dangereux d'établir une fausse comparaison entre ces situations. Cependant, le parallèle qu'il est possible de faire est celui qui concerne l'opportunisme des courants ouvriers de ces deux pays. Sur les traces du stalinisme et de la social-démocratie, le MIR et le PSR (section du Secrétariat unifié) ont passé leur temps — et ce depuis le début — à s'aligner derrière Allende, sans éduquer les masses sur son caractère contre-révolutionnaire, ni avancer une alternative de pouvoir.

Ils ont répété d'une manière incessante l'argument que nous avons com-

mencé à entendre en France : comme il y a un risque de coup d'Etat, il ne faut pas attaquer le gouvernement.

Cet opportunisme a conduit la majeure partie de la gauche chilienne, en s'adaptant au stalinisme et à la social-démocratie, à gâcher des années de lutte héroïque du prolétariat sans construire le parti révolutionnaire capable de barrer la voie à Pinochet et de renverser Allende, comme les bolcheviks l'avaient fait avec Kornilov et Kerenski. Ils ont facilité ainsi la tâche démobilisatrice et confusionniste, au service de la contre-révolution, du front populaire qui a conduit à la victoire du coup d'Etat.

Préparer la destruction du régime

Dans les trois ou quatre années à venir, nous pensons qu'il est peu probable que le prolétariat de France ou d'un quelconque autre pays développé subisse une défaite contre-révolutionnaire de type historique dans une quelconque de ses variantes.

C'est pourquoi nous n'avons pas con-

sidéré, parmi les différentes possibilités qui sont ouvertes dans l'immédiat, la possibilité de ce que le gouvernement bonapartiste de front populaire de Mitterrand remplisse le rôle de Pinochet contre la révolution. C'est ce que, en liaison avec le Kremlin, avait fait Negrin pendant la révolution espagnole, ou la social-démocratie au début de la révolution allemande. Dans ces cas-là, nous avons assisté à une contre-révolution démocratique de front populaire qui a lentement conduit en Allemagne au nazisme, et rapidement en Espagne au franquisme. Il n'y a aucune possibilité immédiate que cela se reproduise en France, mais il est bon de le rappeler pour avoir présent à l'esprit tout ce que des gouvernements comme celui de Mitterrand sont capables de faire pour sauver le capitalisme.

Au lieu de ces hypothèses pessimistes, la situation française nous conduit dans le sens opposé : c'est-à-dire à nous préparer et à agir pour faire que la « première vague » se produise, qu'elle ne s'arrête pas et que la classe ouvrière puisse faire voler en éclats la V^e République, avec ses gouvernements de droite et ses fronts populaires, ainsi que le régime impérialiste qui les soutient.

quer patiemment » aux masses, tous les jours, qu'il s'agissait d'un gouvernement contre-révolutionnaire. L'essence de son explication patiemment et quotidienne aux masses était : « Si vous pensez que c'est votre gouvernement, nous ne lutterons pas maintenant pour qu'il tombe. Mais il ne l'est pas, il est votre ennemi. Vous voulez la paix et il continuera la guerre, il a intérêt à ce que la guerre se prolonge. C'est un gouvernement capitaliste, impérialiste. Vous voulez le pain et la terre ? Jamais vous ne les obtiendrez de ce gouvernement, car il est le gouvernement des possesseurs du pain et de la terre, des capitalistes et des propriétaires terriens ! Seul un gouvernement des soviets, des ouvriers et des paysans pauvres, pourra vous donner la paix, le pain et la terre ! Quand vous serez convaincus que ce gouvernement est votre ennemi, l'ennemi des ouvriers et des paysans pauvres, alors nous le renverserons. » (31).

En France, au milieu de l'année 1936, Trotsky utilisait la même tactique que Lénine en 1917. C'est-à-dire celle d'« expliquer patiemment ». Il a soutenu comme orientation celle de « ne pas exciter » contre le gouvernement Blum. Notre politique de mobilisation devait être de nous opposer à la bourgeoisie qui s'opposait à Blum.

C'est-à-dire que Trotsky considérait qu'au début du gouvernement de front populaire, l'ennemi principal était la bourgeoisie et non pas le gouvernement qui possédait la confiance des masses et auquel s'opposait la bourgeoisie.

C'est pourquoi il a insisté sur le fait qu'il fallait mettre en avant des mots d'ordre de mobilisation contre la bourgeoisie, position qui, depuis lors, est devenue une position « classique » et de principe contre les fronts populaires : « *Dehors les bourgeois du front populaire !* » (avant qu'ils n'accèdent au gouvernement) et « *Dehors les ministres bourgeois !* » (une fois qu'ils y sont).

C'est la même politique qu'a menée pour toute une période Lénine en 1917 face au premier gouvernement de front populaire que l'histoire a connu.

A des moments déterminés, la politique sectaire conduit directement à la trahison. Quand éclate par exemple une guerre civile ou un coup d'Etat bonapartiste contre un gouvernement de front populaire ou ouvrier-capitaliste. Les sectaires et les ultra-gauches se refusent à combattre aux côtés du gouvernement contre la réaction. Ils se basent sur le fait certain qu'il s'agit d'une guerre entre deux gouvernements bourgeois, mais cela les conduit à la situation absurde où ils ne savent pas où est leur camp, à savoir du côté de la classe ouvrière, contre le coup d'Etat, jusqu'à ce que nous ayons convaincu les travailleurs de ce que le gouvernement de front populaire n'est pas le leur et qu'il faut le défaire.

(suite page 8)

III. Sectarisme et trotskysme

Tout phénomène nouveau provoque dans le mouvement marxiste révolutionnaire l'apparition inévitable du sectarisme et de l'opportunisme. Entre autres choses, parce que tant les sectaires que les opportunistes ont en commun une même méthode que Trotsky avait définie en ces termes : « La pensée opportuniste, ainsi que la pensée sectaire, ont un trait en commun : elles tirent de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur semblent les plus importants — et qui, de fait, le sont parfois — elles les isolent de la réalité complexe et elles leur attribuent une force sans limite et sans restriction. » (18).

Le heurt entre sectarisme et opportunisme surgit, du point de vue méthodologique, du fait que l'élément isolé par l'un est contraire à celui isolé par l'autre. Aucun des deux ne prend garde à ce que les deux éléments font partie de la même réalité.

Quel est l'élément que le sectarisme isole en présence d'un gouvernement de front populaire ? Qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois. Cette affirmation, élevée au-dessus du reste de la réalité, se transforme en une affirmation selon laquelle ce gouvernement est iden-

tique à tous les autres gouvernements bourgeois.

Le sectarisme se refuse à prendre en compte deux questions fondamentales. La première, qui est décisive, est que les travailleurs le considèrent comme leur gouvernement, dans la mesure où il est notamment composé des partis ouvriers. C'est-à-dire qu'ils considèrent le gouvernement bourgeois de front populaire, et donc contre-révolutionnaire, comme s'il était leur gouvernement, comme s'il était un gouvernement révolutionnaire. Il est impossible de trouver une confusion plus grande dans l'esprit de la classe ouvrière.

La seconde caractéristique, c'est que la bourgeoisie ne considère pas ce gouvernement comme le sien et donc qu'elle s'y oppose et le combat électoralement, politiquement ou physiquement (par le biais d'un coup d'Etat). Un marxiste ne peut éviter de prendre en compte ces deux faits.

Cependant, le sectaire se refuse à changer son langage, sa tactique et ses mots d'ordre antérieurs. Dans des époques « normales », quand le gouvernement bourgeois est haï par le mouvement ouvrier organisé, il est correct

d'avancer, comme l'OCI française l'a fait sous Giscard, différents mots d'ordre dont l'axe est « *Dehors le gouvernement bourgeois !* » Dans la Russie tsariste, le grand mot d'ordre était « *Abas le gouvernement tsariste !* », conjointement au mot d'ordre de « *Constituante !* » et de toute une série d'autres mots d'ordre de gouvernement comme « *Dictature du prolétariat !* » de la part de Trotsky, ou « *Dictature démocratique révolutionnaire ouvrière et paysanne !* » de la part des bolcheviks.

(12) La France est pratiquement le seul pays impérialiste où les monopoles n'ont pas encore réussi à imposer un régime bipartiste. Le PS ne cherche pas seulement son propre bénéfice lorsqu'il maintient le PCF au gouvernement, mais il contribue par cela à rapprocher du bipartisme le régime politique français.

(13) *La Vérité* n° 533, juin 1971, p. 198.

(14) *Informations ouvrières* n° 593, 17.1.73.

(15) *Documents de l'OCI*, n° 6, S. Just, p. 94, 12.2.78.

(16) *La Vérité* n° 584, décembre 1978, S. Just, p. 13.

Le gouvernement Mitterrand...

(suite de la page 7)

La défaite du stalinisme constitue dans cette mesure un fait contradictoire. D'un côté, elle lui a été infligée par le prolétariat qui a voté contre sa politique de division pro-Giscard. Mais de l'autre, elle profite à l'appareil contre-révolutionnaire social-démocrate et à travers lui à l'impérialisme, étant donné l'inexistence d'un parti trotskyste ayant

une influence de masse et qui puisse capitaliser la défaite stalinienne.

Bien que la présence stalinienne contredise leur stratégie et introduise un grave facteur de crise, les monopoles peuvent être amenés à prendre en considération ou à laisser faire pour un temps la manœuvre du PS, tout en la critiquant, car elle leur permet d'avancer en France vers un système bi-partiste dans lequel le PS serait le parti hégémonique de la gauche (12).

En résumé : la présence des communistes dans le gouvernement de front populaire est dû à deux types de motivations et d'intérêts. Les uns sont imposés par la gravité de la crise et sont communs à l'ensemble des exploités et de leurs agents, les appareils ouvriers trahis.

Les autres sont plus spécifiques à la social-démocratie. Celle-ci veut continuer à profiter de la fraction de la classe ouvrière française qui a compris que pour défaire Giscard, il était nécessaire

de faire sauter le verrou de la politique stalinienne.

Lénine a combattu aux côtés de Kerenski pour éviter la victoire de Korniïlov ; Trotsky, aux côtés de Largo Caballero et de Negrin contre le coup d'Etat fasciste de Franco.

Ces enseignements de Lénine et de Trotsky sont applicables à la France de Mitterrand. Ils nous obligent catégoriquement à modifier le mot d'ordre antérieur de « *Dehors le gouvernement bourgeois en place !* » (qui a été correct sous de Gaulle, Pompidou, Giscard) à travers une grève générale et à « *expliquer patiemment* », comme disait Lénine, à « *ne pas exciter* » selon Trotsky. Il serait criminel de mettre en avant la grève générale pour renverser le gouvernement, alors qu'actuellement le mouvement ouvrier organisé français et son avant-garde croient en lui. **Il faut aujourd'hui préparer la grève générale contre la résistance de la bourgeoisie, contre ses plans anti-ouvriers et anti-populaires.**

lutte économique-politique (plus économique que politique) contre la bourgeoisie.

Cette limitation conduit inévitablement à une autre : la bourgeoisie se réduit à un concept idéalisé et métaphysique, sans être véritablement considérée telle qu'elle est : le maître absolu du cœur de l'Etat bourgeois que sont les forces armées, et la classe qui réalise, avec cette armée, non seulement l'exploitation du prolétariat métropolitain, mais aussi de celui des colonies et semi-colonies.

C'est ainsi que l'on parle beaucoup de la « *bourgeoisie* », mais en ne disant rien de ce que le gouvernement a fait à Ottawa lorsqu'il s'est aligné sur le plan contre-révolutionnaire de Reagan, en ne disant pas que continue à exister l'armée coloniale et semi-coloniale ainsi que l'exploitation des peuples d'outre-mer, et aussi que la caste des officiers de l'armée bourgeoise continue à être intouchable, qu'on lui voue un culte inconsidéré et qu'on lui fait acte d'allégeance. L'opportuniste ne dit pas un mot de tout cela qui est une composante essentielle de la bourgeoisie française. Car, en capitulant face aux appareils bureaucratiques au gouvernement, l'opportuniste finit par capituler face à sa base sociale — la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière — qui reçoivent les miettes de l'exploitation impérialiste.

Il en a toujours été ainsi de toutes les déviations opportunistes. C'est pourquoi il existe un *test* infallible qui met en évidence ces déviations. Prenons par exemple un courant opportuniste français, le plus typique qu'ait engendré le trotskysme, celui de Pablo, et lisons sa presse. Quelle est la place qu'il consacre quotidiennement à dénoncer l'impérialisme français et ses forces armées ?

Le *test* est infallible. Pablo ne lutte pas contre l'impérialisme français ni contre son armée. C'est un opportuniste classique. Nous pourrions appliquer le même *test* à tous les courants qui se réclament de la classe ouvrière et déterminent lesquels d'entre eux sont tombés dans le plus abject des opportunismes, celui de l'abandon de la lutte contre son impérialisme et son armée bourgeoise.

Un silence complice...

Depuis que Mitterrand est au pouvoir, l'opportuniste nous propose de ne pas nous heurter aux illusions des masses, et, pour ce faire, sans aller jusqu'à lui apporter son soutien direct ou masqué, nous restons *bouche cousue* vis-à-vis du gouvernement, au moins pour l'instant.

Mais nous le savons bien : qui ne dit mot consent. Cette position conduit dans la pratique à une chose : **absoudre le gouvernement de ses fautes.** Par exemple, Pablo ne dit rien ou ne fait pas

une campagne de dénonciation sur le fait que c'est Mitterrand en personne qui a signé, au sommet d'Ottawa. Il ne dénonce pas non plus le fait que c'est son gouvernement qui a effectué de nouvelles interventions impérialistes et qu'il défend à cor et à cri les forces armées françaises.

Tous les opportunistes agissent de la sorte et, quand le gouvernement augmente le gaz, l'électricité, les transports, l'essence, et, d'une manière générale, le coût de la vie et le chômage, cela les amène à en rejeter la faute sur la bourgeoisie ou sur l'héritage laissé par Giscard. Mais pas un mot sur le gouvernement, ou à l'occasion seulement et de façon elliptique.

Pourquoi font-ils cela ? C'est très simple : ils disent que les masses croient en ce gouvernement et ne veulent pas l'affronter mais discuter avec lui. Si nous l'attaquons, nous nous écartons des travailleurs. En conséquence, le parti révolutionnaire doit être le porteur du dialogue avec le gouvernement pour accompagner l'expérience des masses. Quand elles seront à un pas de découvrir que le gouvernement est contre-révolutionnaire, déjà dans les soviets et aux portes de la révolution, c'est alors seulement que nous, nous le dirons, pour tirer la conclusion. En un mot : « *Nous devons être un pas et un pas seulement, en avant des masses.* »

La question du pouvoir

C'est aussi simple qu'erroné. Ils confondent d'une façon endiablée les choses pour lesquelles nous avons le devoir d'être bien en avant des masses — dénoncer, éduquer, faire de la propagande — et celles pour lesquelles nous devons les serrer de près : les propositions d'action.

L'opportuniste ne fait ni l'un ni l'autre, ni propagande ni propositions d'action, et en se taisant sur le gouvernement, il renonce à construire le parti.

L'axe central de toute notre politique dans cette époque de crise mondiale de l'impérialisme est en rapport avec le gouvernement, avec le **pouvoir**. Quand un front populaire accède au gouvernement, cette question du pouvoir tend rapidement à devenir **immédiate**, car nous atteignons une étape supérieure dans laquelle la réalité objective pose presque toujours le problème du « *tout ou rien* ». Ce n'est pas en vain que nous avons défini le front populaire comme un « *ultime recours* ».

Quand le front populaire est au gouvernement, les possibilités de victoire tendent à être plus proches que jamais, et parfois même à la portée de la main. C'est-à-dire que s'ouvre la possibilité que les masses, avec le parti révolutionnaire à leur tête, renversent et remplacent le front populaire.

« *Dès le premier jour, Lénine a proclamé aucune confiance en Kerenski et s'est mis à développer la campagne contre lui, en dénonçant sans pitié chacune de ses mesures contre-révolutionnaires en dépit du fait que les bolcheviks étaient une petite minorité et que la confiance dans le nouveau gouvernement ait été écrasante.* »

IV. Opportunisme et trotskysme

Mais le plus grand péril qui menace le mouvement ouvrier révolutionnaire à l'étape du gouvernement de front populaire est l'opportunisme. Déjà, le Parti bolchevique avait dû le subir face au gouvernement provisoire, avant l'arrivée de Lénine, comme l'avait subi le mouvement trotskyste français face à Blum, et espagnol face à Largo Caballero-Negrin.

Comme le gouvernement de front populaire est toujours la conséquence d'une victoire du mouvement ouvrier, il ouvre une étape dans laquelle celui-ci croit avoir le gouvernement de son côté et que ses problèmes vont être réglés.

Une ivresse générale se produit et s'infiltré dans les rangs du mouvement révolutionnaire. Ses dirigeants subissent une pression toujours plus grande, et ils ont l'habitude de s'égarer plus que la base, car s'ajoute le travail de pression qu'exercent sur eux les dirigeants bureaucratiques au gouvernement.

Nous avons déjà vu que l'opportuniste comme le sectaire se caractérisent par le fait qu'ils isolent un petit nombre d'éléments tirés de la réalité, qu'ils leur donnent une dimension disproportionnée et qu'ils croient tous deux qu'ils sont la réalité tout entière.

Quel est l'élément que l'opportuniste isole ? Ce sont les **illusions** ou les **prétendues illusions des masses**.

La classe ouvrière, malheureusement, a toujours des illusions sur ses dirigeants bureaucratiques. Quand ceux-ci accèdent au gouvernement, ces illusions commencent par se démultiplier et se combinent à deux autres types d'illusions, aussi néfastes, si ce n'est plus, que les premières : les masses croient que le gouvernement est le « *leur* » et qu'il a cessé d'être leur ennemi.

Leurs anciennes et leurs nouvelles croyances se confirment quand elles voient que la bourgeoisie s'oppose et s'affronte au gouvernement et qu'elle le hait. La grande illusion que son unique ennemi est la bourgeoisie se grave profondément dans leur esprit.

L'opportuniste isole cette conscience erronée, en l'exagérant généralement et détermine tout ou partie de sa politique en s'y adaptant.

La bourgeoisie est-elle le seul ennemi ?

En acceptant les illusions des masses ou en s'y adaptant, l'opportuniste pense qu'il faut seulement combattre la bourgeoisie et éviter toute dénonciation des partis ouvriers contre-révolutionnaires et de leur gouvernement.

Cette analyse et cette politique sont erronées et dangereuses, car la raison d'être du trotskysme est de s'affronter toujours à deux ennemis mortels : la bourgeoisie, à l'échelle de l'ensemble de la société avec la méthode classe contre classe, et les bureaucraties syndicales, social-démocrate et stalinienne, à l'intérieur même de notre classe au sein de laquelle elles se sont incrustées comme une caste parasitaire pour servir les intérêts de la bourgeoisie.

En réalité, ces deux luttes constituent les deux revers d'une même médaille, car le mouvement ouvrier ne pourra pas

défaire la bourgeoisie tant qu'il ne met pas en échec ce perfide et sinistre « *ennemi intérieur* ».

Le sectaire simplifie la question en croyant qu'en accédant au gouvernement, la bureaucratie se transforme en bourgeoisie ou se confond à elle. Au lieu de dénoncer deux ennemis, il n'en dénonce lui aussi qu'un seul, sans distinguer que, bien qu'elles gouvernent ensemble, la bourgeoisie et la bureaucratie continuent à se heurter, à s'affronter, et qu'elles peuvent même aller jusqu'à la guerre civile. Que l'une, comme classe sociale dominante, et l'autre, comme caste parasitaire du mouvement ouvrier, continuent à avoir leur identité propre.

Pour l'opportuniste aussi il n'y a qu'un seul ennemi : la bourgeoisie. Il suspend la lutte contre la bureaucratie syndicale, stalinienne et social-démocrate, et se met à la considérer comme son alliée (sûre ou instable, mais alliée quand même) contre la bourgeoisie. Sa politique reflète symétriquement les illusions des masses. Et le pire, c'est qu'il le fait précisément au moment où les bureaucrates, le PS ou le PC, commencent à gouverner, et par là même à se démasquer comme jamais en tant que traîtres au service du capital.

Ainsi, pour les opportunistes, la bureaucratie disparaît de la vie quotidienne, de leur presse et mêmes des perspectives à long terme, convertie en une alliée, ou en un fantôme sans importance, **précisément au moment où**

celle-ci déploie de tout son poids son rôle contre-révolutionnaire.

Les opportunistes répètent, quand le front populaire gouverne, la même erreur mais d'une façon beaucoup plus grave que celle qu'ils ont coutume de commettre quand ils appellent les organisations de la bureaucratie ouvrière à réaliser le front unique et quand, au nom de ce front, ils cessent de les critiquer systématiquement.

Cela va à l'encontre de tous les principes du léninisme et du trotskysme. Pour nous, il y a toujours deux ennemis en même temps, même si nous les affrontons par des tactiques différentes. Même quand d'une manière conjoncturelle nous nous unissons à la bureaucratie contre la bourgeoisie, nous ne cessons pas de dénoncer ses capitulations nationales et internationales.

L'OCI unifiée a fourni un bon exemple de cette politique trotskyste avant la victoire de Mitterrand : elle a, sans aucun sectarisme, proposé au PC l'unité avec le PS pour chasser Giscard. Tout en le faisant, elle a dénoncé chaque seconde les trahisons du stalinisme au niveau national.

Telle est la double lutte que les trotskystes doivent continuer à livrer après l'arrivée du PC et du PS au gouvernement. Il faut continuer à livrer **contre eux deux une lutte implacable**, comme celle que l'OCI unifiée a menée contre le PC avant les élections.

L'opportuniste évacue la lutte contre les appareils bureaucratiques qui sont au gouvernement et se cantonne à une



Kerenski et une manifestation populaire de soutien à son gouvernement.

C'est la raison pour laquelle nous devons le démasquer tous les jours, en préparant les travailleurs pour l'insurrection. Pour que les masses, trompées, puissent comprendre notre position, notre politique révolutionnaire doit revêtir deux aspects : l'explication par la négative du caractère traître et contre-révolutionnaire du gouvernement, qui doit être systématique, en saisissant toutes les occasions qui nous sont fournies ; et la mise en avant en positif de quel gouvernement nous proposons à sa place, même si au début nous ne disons pas directement : « A bas le gouvernement actuel ! » Telle a été toute la politique léniniste-trotskyiste vis-à-vis des fronts populaires, en commençant par le premier connu, celui de Kerenski.

Au début, les bolcheviks n'ont pas appelé à renverser le gouvernement provisoire russe de 1917. Mais, dès le premier jour, Lénine, sortant à peine du fourgon blindé, a proclamé « aucune confiance en Kerenski » et s'est mis à développer la campagne contre lui, en dénonçant sans pitié chacune de ses mesures contre-révolutionnaires, en dépit du fait que les bolcheviks étaient une petite minorité et que la confiance des masses dans le nouveau gouvernement ait été écrasante.

Sous cet aspect-là, Lénine n'était pas un pas, mais mille pas en avant des masses. Sa seule limite était de ne pas appeler au renversement direct du gouvernement au moment où les masses n'auraient pas été d'accord, et d'adapter prudemment l'alternative de pouvoir — à savoir la mise en avant positive de quel gouvernement nous voulons — aux circonstances changeantes. C'est en cela qu'il a collé aux masses. Mais l'« explication patiente » du fait qu'il s'agissait d'un gouvernement contre-révolutionnaire, c'est-à-dire la position par la négative, Lénine l'a mise en œuvre dès le premier jour et ne s'en est pas détourné jusqu'à la chute du gouvernement. Pour cela, il a dû commencer par l'imposer à son propre parti, avec lequel il avait menacé de rompre s'il n'abandonnait pas le cours opportuniste, qu'entre autres Staline avait imposé en se taisant face au gouvernement et en appuyant ses mesures positives.

Face au gouvernement Blum, Trotsky a procédé de la même façon. Le premier numéro de *La Lutte ouvrière*, organe de la section française, a été interdit par le Front populaire. Sa lecture ainsi que celle des éditions postérieures montre, surtout à travers les articles signés par Trotsky lui-même, la campagne de dénonciation du gouvernement et la question alternative du pouvoir, bien que ce soit sans appeler à se mobiliser contre lui mais contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Bien sûr, l'opportuniste, Pablo par exemple, peut citer des cas où il a dit être « pour le gouvernement ouvrier et paysan » ou « pour chasser les ministres bourgeois ». Mais, pour Lénine et Trotsky, il ne s'agissait pas de cela.

Pour les trotskystes, il s'agit de faire des campagnes permanentes, de baser leur politique sur la dénonciation du gouvernement de front populaire et de mettre en avant de façon positive un gouvernement différent.

Le proverbe dit : « Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es. » Nous pourrions dire en le paraphrasant : « Dis-moi ce que tu dis tous les jours du gouvernement, dis-moi quel autre gouvernement tu proposes, et je te dirai qui tu es. »

Ce proverbe ainsi modifié et appliqué aux tendances ouvrières, y compris celle de notre mouvement, constitue un second test, aussi infallible que le premier, pour détecter l'opportunisme.

Mais il en existe un troisième, tout aussi efficace. Celui des luttes ouvrières qui ont déjà commencé à une petite échelle. Sous un front populaire plus que sous un gouvernement bourgeois « normal », toute lutte implique — directement ou indirectement — désobéir, contredire, et même affronter un gouvernement soutenu par les bureaucrates syndicaux.

L'opportuniste est alors très ennuyé car il ne veut attaquer ni le gouvernement, ni les appareils bureaucratiques. Il doit alors choisir : être du côté des grèves ou du côté du gouvernement.

Et c'est là que commencent ses problèmes. Il commence à suggérer de ne pas faire des grèves mais des pétitions. Ou bien que les grèves sont mal orientées, car elles « séparent » les ouvriers du gouvernement.

Il suffit de lire la presse ouvrière française pour en avoir la preuve : ceux qui ne réservent pas la place principale à l'appui inconditionnel des luttes qui ont

commissariat général à l'égalité territoriale

« Nous avons défendu ce que pour les ouvriers signifiait Kerenski contre Kornilov... mais, même à ce moment-là, nous ne cessons pas de dénoncer son caractère contre-révolutionnaire et sa responsabilité directe dans l'attaque de la réaction. »



Kornilov.

déjà commencé, comme une partie de l'objectif de préparer et d'impulser la « première vague » et se mettre en avant comme sa nouvelle direction révolutionnaire, font du pablisme et de l'opportunisme conséquent.

La capitulation face au gouvernement de front populaire s'étend, par sa propre dialectique, à tous les terrains. De fait, l'opportunisme cesse de se présenter comme une alternative face aux masses : il n'a rien de fondamentalement différent à proposer. Sans une politique précise et des mots d'ordre fermes, sans une propagande par la négative et par la positive sur la question du pouvoir, sans avoir pour préoccupation centrale de se

mettre au premier rang des luttes annonciatrices de la « première vague », l'opportunisme conduit non seulement à la démoralisation et à la confusion des cadres formés au fil des années, mais aussi à l'abandon de la lutte positive pour la construction du parti.

Et cela représente une double tragédie, car c'est plus que jamais à l'étape du front populaire qu'est nécessaire la construction urgente d'un parti révolutionnaire possédant une influence de masse et parce qu'il n'existe pas de terrain plus favorable pour y parvenir.

Aujourd'hui en France, le PS a lié le PC, plongé dans sa crise, au gouvernement. A part ce dernier, tout le terrain est libre à sa gauche pour un grand parti. Le trotskysme peut et doit l'occuper rapidement avec une politique révolutionnaire.

L'opportunisme tend à détruire cette possibilité. Comme de coutume, l'opportuniste manque les plus grandes opportunités.

Un appui honteux

Déjà lancé dans sa course, l'opportuniste tombe très facilement dans le soutien ouvert et honteux au gouvernement. C'est une attitude cohérente avec sa logique.

Comme il se fait porter par la loi absolue de ne pas se heurter aux masses, il s'y heurtera encore moins quand elles fêteront une mesure paraissant confirmer leur attente et leurs illusions face au gouvernement. Ce raisonnement le fait tomber dans la célèbre formule de Staline d'appui aux mesures progressistes et de rejet des mesures négatives. Lénine a dû détruire cette orientation à la racine, car si elle s'était prolongée elle aurait fait avorter la révolution russe.

Trotsky a considéré cette formule stalinienne comme le plus mauvais et le plus néfaste des opportunismes, car toutes les mesures du gouvernement, même celles qui sont apparemment « positives », sont au service d'un plan contre-révolutionnaire. Précisément, la caractéristique de ce plan est d'utiliser les concessions — et parfois toute une politique de concessions — pour démobiliser les masses et empêcher la révolution.

Mais que doivent faire les révolutionnaires face à ces mesures « progressistes » adoptées par un gouvernement que les travailleurs considèrent comme le « leur » ?

Un exemple pour y répondre

Il est plus facile de le comprendre en faisant un parallèle entre un pays et une usine. Que faisons-nous quand, dans une entreprise, le gérant annonce qu'il a, par exemple, décidé d'installer une cantine gratuite ?

Il est évident que par des mesures de ce type, le patronat compte prendre les devants et dévier des grèves ou des mouvements potentiels.

Il ne viendrait à l'esprit d'aucun révolutionnaire de distribuer un tract louant les vertus de l'odieux gérant — supposons qu'il s'appelle Michel Giscard — et disant qu'il s'agit d'une mesure « progressiste ».

Nous utiliserions la cantine, mais nous « demanderions plus », d'abord parce que c'est insuffisant et ensuite parce qu'il s'agit d'une manœuvre pour nous empêcher de lutter. Nous expliquerions cela aux ouvriers, en les prévenant que la concession trompeuse du patronat et de sa canaille de gérant signifie qu'ils vont nous enlever de la main droite ce qu'ils nous ont donné de la main gauche. Par exemple, ils vont nous faire travailler plus longtemps, en plus de l'horaire normal.

Quand il s'agit d'un pays, nous faisons exactement la même chose. Face

(17) *Le Monde* du 29.9.81 déclare : « Le souvenir du printemps 1981 va-t-il enfin inspirer aux partis de l'ex-majorité le souci de préparer d'autres printemps, moins catastrophiques pour eux ? Les cantonales, 1983, les municipales... L'opposition sur le chemin de la cohésion ? Peut-être, mais le pouvoir socialiste a encore de beaux jours devant lui. »

(18) Trotsky, *La Révolution espagnole* Ed. Fontabella, 1977, t. 11, p. 172, *Les ultragauches en général et les incurables en particulier*.

(19) Lénine, *Obras*.

aux énormes concessions effectuées en Espagne par le roi Juan Carlos et le gouvernement Suarez en donnant le droit de vote et en légalisant les syndicats et les partis ouvriers, nous procédons comme dans le cas de l'usine. Nous ne sortons pas un tract chantant les louanges du roi. Nous dénonçons les traîtres staliens et sociaux-démocrates qui, eux, l'ont fait. Nous nous appuyons sur les concessions, à savoir les syndicats et la légalité, pour poursuivre la lutte, alors qu'elles n'étaient qu'une manœuvre du franquisme et du roi pour sauver le régime.

Mais revenons-en à l'usine. Il peut arriver que le patronat, dans la crainte de tout perdre, se décide à une manœuvre beaucoup plus risquée : passer un accord avec la direction bureaucratique du syndicat selon lequel le prochain gérant sera élu par les ouvriers, parmi différents candidats du patronat et l'un d'eux désigné par la bureaucratie elle-même. Les élections ont lieu et c'est le vieux bureaucrate syndical qui est élu. Il pourrait s'appeler Marcel Mitterrand. A peine est-il en poste que le bureaucrate ordonne que soit installée la cantine gratuite.

Face à ce fait nouveau — que la cantine soit octroyée par le gérant élu par les ouvriers et non par l'odieux gérant qui la veille était en place —, les opportunistes s'égareront.

Cependant, l'essence des relations sociales et de la manœuvre du patronat est exactement la même que dans le premier cas. L'entreprise capitaliste est la même, l'exploitation est semblable ou plus dure qu'avant, et l'objectif de la cantine est identique : que nous cessions de lutter. Et de plus, le nouveau gérant a peut-être même derrière la tête le même but trompeur que l'ancien gérant, cette canaille de Monsieur Giscard, de nous faire travailler plus d'heures sans les payer.

De sorte que nous, révolutionnaires, nous n'avons aucune raison de changer notre politique antérieure. Ce que nous ferons obligatoirement sera de changer la forme sous laquelle nous continuerons à lutter contre l'entreprise, son gérant bureaucrate et ses manœuvres trompeuses.

Nous ne traiterons pas par exemple Monsieur Mitterrand de canaille même

Une politique trotskyste

Les mesures « progressistes » d'un gouvernement bourgeois, qu'il soit ou non un front populaire, doivent être utilisées par nous, mais sans jamais être soutenues. Et nous les défendons quand elles sont attaquées.

Les opportunistes confondent utilisation et appui. Le léninisme et le trotskysme ont toujours défendu les ouvriers, leurs organisations et leurs conquêtes — y compris celles qui sont indirectes et qui apparaissent comme des concessions du gouvernement, mais qui sont également un produit de la lutte, en cours ou potentielle. Cette défense est doublement obligatoire quand le gouvernement et la bourgeoisie attaquent ces conquêtes ou quand la réaction tente de les écraser.

Cette conduite n'a rien de commun avec l'appui aux mesures « positives » d'un gouvernement bourgeois de quel type qu'il soit. Nous, nous n'appuyons pas, nous n'acquiesçons pas, nous ne remercions pas et nous n'affirmons pas que le fait que le gérant Mitterrand octroie une cantine ou que le président Mitterrand donne les 39 heures de travail par semaine soit un changement social. Nous n'allons pas continuer à travailler les 40 heures, mais nous expliquerons que les 39 heures sont un leurre, que nous voulons les 35 heures et, plus spécialement, l'échelle mobile des heures de travail.

Si demain la bourgeoisie, ses sbires et ses partis faisaient campagne dans les usines pour que nous revenions à 40 heures de travail, nous défendrions les 39 heures. Et même à ce moment-là nous pourrions dire que nous « appuyons » les 39 heures parce que l'appui revêt une signification différente.

C'est la même chose qui se produit avec un gouvernement du front populaire dans sa totalité. Si demain il y a un coup d'Etat, nous lutterons aux côtés de ce gouvernement contre le coup d'Etat, avec tout ce que cela signifiera à ce moment-là : les concessions qu'ils nous a faites, celles qu'a arrachées le mouve-

ment ouvrier, les organisations ouvrières qui l'appuient.

Contre ce coup d'Etat, nous avons défendu ce que pour les ouvriers signifiait Kerenski contre Kornilov ou Allende contre Pinochet. Ce que nous défendons, c'est la classe ouvrière et les positions qu'elle a conquises.

Mais, même à ce moment-là, nous ne cessons pas de dénoncer son caractère contre-révolutionnaire et sa responsabilité directe dans l'attaque de la réaction. C'est pour cela que sept jours avant le coup d'Etat de Kornilov, alors que les rumeurs sur celui-ci étaient déjà répandues partout, Lénine écrivait : « Il est difficile de croire qu'il puisse y avoir parmi les bolcheviks des imbéciles ou des canailles tels que ceux qui sont maintenant disposés à entrer dans un bloc avec les défensistes (...). Etant donné la résolution du dernier congrès, chaque bolchevik qui aurait passé un accord avec les défensistes pour « donner une sortie » ou pour exprimer de façon indirecte une confiance dans le gouvernement provisoire (à celui qui se défend, selon ce que l'on dit, des cosaques) serait évidemment exclu sur l'heure et avec raison du parti. » (19).

Telle a été la politique de Lénine, de la III^e Internationale et de Trotsky. Contre Kerenski, les gouvernements ouvriers-bourgeois et les fronts populaires, ceux-ci les avaient publiquement définis comme « une trahison continue des intérêts ouvriers ». Ils ont appelé à « faire la démonstration de la fausseté absolue de toutes leurs promesses », à « les démasquer » comme un « gouvernement de capitalistes » et « d'une façon impitoyable devant les masses », « à ne pas dévier d'un iota de notre hostilité » envers eux et à « condamner et dénoncer implacablement aux yeux des masses tous les dirigeants qui font partie du front populaire », car « il s'agit de diriger avec un suprême courage les masses contre leurs directions traîtres », pour détruire « leur foi irrationnelle » dans ces gouvernements, pour « sortir les masses de l'erreur » et construire notre parti révolutionnaire et la IV^e Internationale.

Première réponse au

C'est l'un des acquis de « IV^e Internationale (Comité international) » que d'être le cadre de véritables discussions sur la stratégie et la tactique de construction des sections nationales.

Si elle s'inscrit dans ce cadre, et compte tenu de la place du prolétariat français dans la lutte des classes internationale, de l'importance mondiale des développements présents en France et de la place de l'OCI unifiée, une discussion sur la situation française et la politique de l'OCI unifiée ne peut être que bénéfique.

Le Comité international a toujours procédé avec la même méthode : d'abord chercher à définir, par la discussion, une position au niveau de la direction de l'Internationale, puis la discuter avec les sections. C'est la même méthode qui avait été employée en ce qui concerne la France lors du Conseil

général qui avait unanimement adopté, dans sa session du 23 au 29 mai, une résolution sur la France préparée par le comité exécutif.

Bien que les principes de la libre discussion légitiment la critique, il semble que le long article du camarade Capa rompe avec cette méthode.

Plus encore, cet article, dans la mesure où il commence par ce qui, en tout état de cause, ne peut être qu'une conclusion : une caractérisation d'allure définitive des positions de l'OCI unifiée, entame la discussion par une virulente dénonciation des positions de l'OCI unifiée — dans les faits caractérisées comme contraires au programme de la IV^e Internationale — sans d'ailleurs qu'il y ait, comme nous le démontrons, un lien logique entre ces conclusions catégoriques et les développe-

ments politiques de l'article ; sans qu'il y ait, autrement que par des affirmations gratuites, infondées, liées dans certains cas à des positions qui nous paraissent erronées du point de vue du marxisme, une quelconque justification de ces affirmations.

Dans cette première réponse, qui n'a pas la prétention de couvrir toutes les questions auxquelles touche l'article du camarade Capa, nous suivons le même plan que celui de cet article qui comprend trois parties : l'une consacrée à un rappel des définitions du front populaire et à la caractérisation du gouvernement Mitterrand-Mauroy comme gouvernement de front populaire ; une deuxième plus précisément dévolue à la situation française et aux perspectives du gouvernement Mitterrand-Mauroy ; et une troisième qui traite des problèmes d'une politique révolutionnaire.

« variante » (qui s'apparentent, dit le rapport) des gouvernements que l'Internationale communiste définit comme des gouvernements ouvriers contre-révolutionnaires. Mais une variante bien spécifique née dans des conditions historiques précises (après la victoire de la révolution russe et la dégénérescence de l'Etat ouvrier qui en était issu, et la transformation de l'Internationale communiste en instrument contre-révolutionnaire, après la victoire du fascisme), et où face à l'ouverture de crises révolutionnaires en France et en Espagne, le stalinisme dressa la politique de front populaire comme l'une des dernières ressources politiques de l'impérialisme avec le fascisme contre la révolution prolétarienne.

L'ultime recours n'est en effet employé par la bourgeoisie qu'à son corps défendant, comme résultat d'une crise profonde, d'une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

Que signifie « ultime recours » ? En particulier, que les formes de domination stables, celles qui permettent par exemple l'alternance, ne sont plus possibles, et que, comme conséquence d'une crise profonde, d'une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, la bourgeoisie se voit contrainte de recourir à cette solution. Voilà le contenu concret de tout gouvernement de front populaire. Et c'est bien pourquoi le Programme de transition dit « avec le fascisme » : le gouvernement de front populaire résulte d'une victoire des masses, du fait que la bourgeoisie ne dispose pas des moyens de faire face à sa crise par une tentative immédiate d'écrasement, et la fonction objective du gouvernement de front populaire est effectivement de préparer les conditions d'une défaite de la classe ouvrière, d'une victoire du fascisme.

Tous les gouvernements de collaboration de classes ne relèvent pas de cette définition et encore moins les gouvernements qui trouvent un point d'appui dans la coopération « externe » des bureaucraties syndicales ou des directions des partis ouvriers contre-révolutionnaires.

Les gouvernements du « cartel des gauches » en France, sous la III^e République, n'étaient pas des gouvernements de front populaire : ces gouvernements n'apparaissent pas aux masses comme « leurs » gouvernements. Jamais

Trotsky ne les a définis comme tels, bien qu'ils furent soutenus par la social-démocratie. Les divers gouvernements auxquels le Parti socialiste a collaboré en France entre 1947 et 1958 n'étaient pas non plus des gouvernements de « front populaire ».

Le gouvernement de la « grande coalition » avec la démocratie chrétienne et les libéraux en Allemagne n'était pas non plus un gouvernement de front populaire.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des éléments de type « front populaire » dans des gouvernements qui ne répondent pas à la définition stricte d'un gouvernement de front populaire.

Prenons un exemple : le gouvernement Atlee de 1945 et les gouvernements Wilson et Callaghan d'après 1974 sont les uns et les autres des gouvernements du Labour Party dans le cadre des institutions monarchiques et parlementaires britanniques. Il y a pourtant une différence politique entre eux. C'est en fait avec l'assentiment temporaire de la bourgeoisie britannique que Atlee gouverne et « gère » l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour son compte jusqu'à ce que la bourgeoisie puisse directement le reprendre en main par des moyens électoraux normaux. Les gouvernements Wilson-Callaghan apparaissent à un moment où la bourgeoisie tient à conserver le contrôle direct de l'appareil d'Etat pour mener une offensive directe contre la classe ouvrière, mais n'y parvient pas face à la mobilisation des travailleurs (grève des mineurs qui aboutit à la chute de Heath). C'est comme résultat de ce processus que le Labour Party revient au pouvoir dans des conditions assez critiques pour dire qu'il y a là un « aspect » de gouvernement de front populaire.

Mais, précisément, pour formuler des appréciations concrètes correctes, il faut une méthode. Cette méthode, c'est celle du marxisme.

La lutte de classe du prolétariat n'est pas une essence abstraite, blottie quelque part dans un monde envisagé en dehors du temps et de l'espace, en un mot en dehors de l'histoire réelle. Le marxisme oppose à cette abstraction les rapports concrets existant sur la base des rapports sociaux de production, c'est-à-dire la disposition politique des forces de classes.

Comparer et jeter dans le même sac toute une série de gouvernements à partir de la constatation qu'il existe entre eux un facteur commun (la présence, seuls ou avec des partis bourgeois, de partis se réclamant de la classe ouvrière) sans tenir compte des rapports politiques qui président à la constitution d'un tel gouvernement, c'est-à-dire de sa place dans la lutte des classes, c'est faire usage d'une analogie formelle qui éloigne de l'analyse précise du contenu des gouvernements de front populaire.

Exclure les conditions sociales et politiques réelles, c'est ne pas utiliser la méthode du matérialisme historique, lui substituer une vue « idéologique » des choses.

C'est aussi oublier l'unité de la lutte des classes mondiale, non seulement dans l'espace mais dans le temps, et donc ne pas tenir compte, comme une dimension concrète de l'analyse, et non comme une auréole flottant au-dessus d'une réalité prétendument concrète, de la période historique dans laquelle nous nous trouvons.

Une note indique par exemple que « la France est pratiquement le seul pays impérialiste où les monopoles n'ont pas encore réussi à imposer un régime bi-partiste. Le PS ne cherche pas seulement son propre bénéfice lorsqu'il maintient le PCF au gouvernement, mais il contribue par cela à rapprocher du bipartisme le système politique français. »

Nous reviendrons un peu plus loin sur le gouvernement Mitterrand-Mauroy. Mais sur le problème de l'« alternance » et du « bi-partisme » (qui est une forme possible de fonctionnement d'un régime parlementaire) dans les pays capitalistes

I. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, gouvernement de front populaire

Nous n'aborderons que brièvement cette partie car elle ne concentre pas les principaux problèmes que pose l'article dans son ensemble.

L'OCI unifiée, pour sa part, a défini le gouvernement Mitterrand-Mauroy comme relevant de la catégorie des gouvernements de front populaire, et elle fonde toute son activité, son intervention dans la lutte de classes, comme l'illustrent ses documents, ses journaux, ses tracts, sur la définition que le programme de la IV^e Internationale donne du « front populaire » : ultime recours, avec le fascisme, de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne.

On ne peut donc que constater l'accord que le camarade Capa exprime avec les positions de l'OCI unifiée quand il écrit : « Le gouvernement de front populaire correspond toujours à une étape supérieure de la lutte des classes » (comme il est également dit dans l'article, « les gouvernements de front populaire sont la conséquence d'une victoire électorale ou révolutionnaire des masses et ils impliquent la défaite corrélative de la bourgeoisie et de ses

partis les plus représentatifs), qu'il a « un contenu clairement contre-révolutionnaire » et qu'il est « le produit objectif de la crise de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier, mais qu'il offre au trotskysme la plus grande et peut-être la seule occasion de le surmonter ».

Dans les sept points que le camarade Capa énumère pour « schématiser » la pensée de Trotsky, celui qui pose un véritable problème, comme l'examen du texte et non la formule en elle-même le prouve, est le suivant : « Soutenu par des organisations ouvrières collaborationnistes, il peut revêtir diverses formes et, dans une certaine mesure, il peut répondre à différentes circonstances de la lutte des classes. »

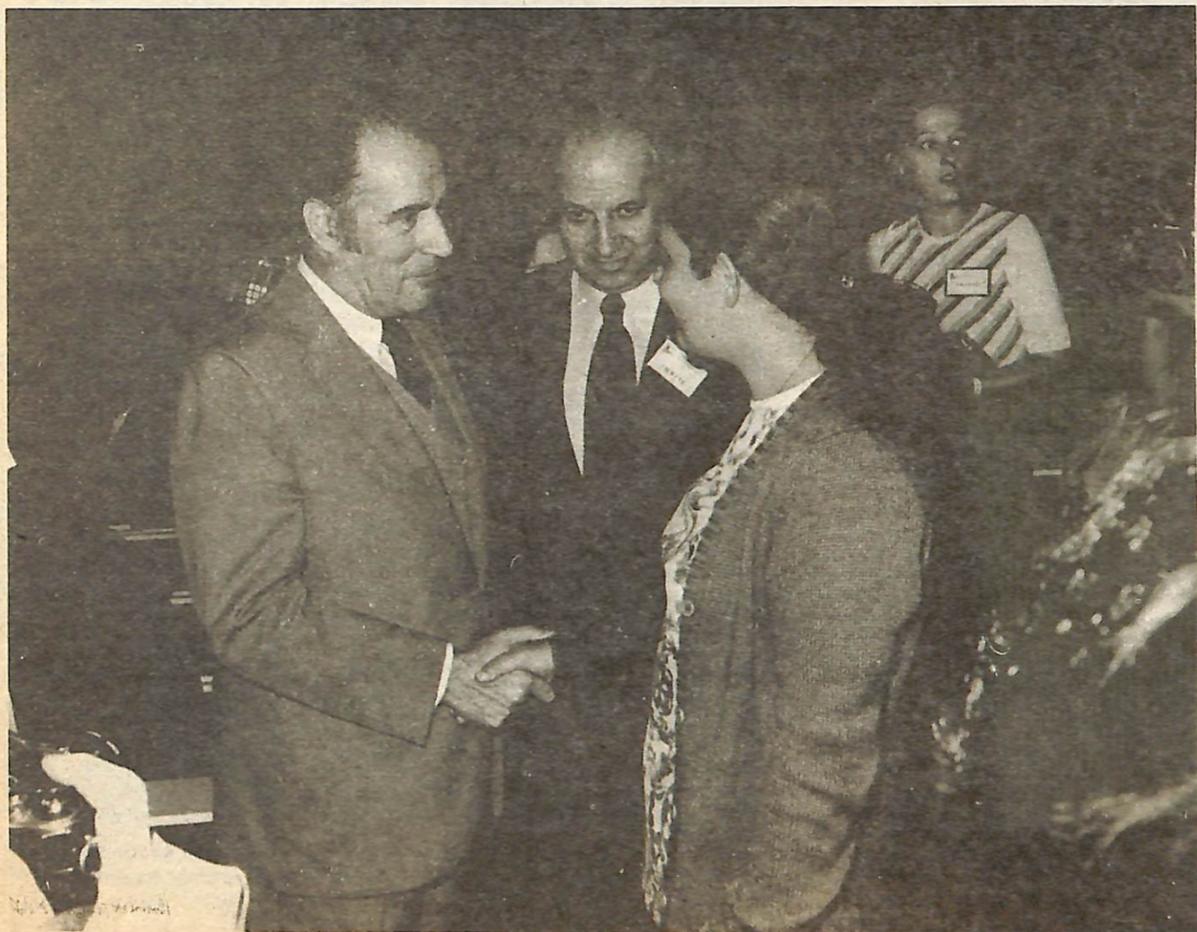
En effet, l'interprétation de cette phrase faite par l'auteur, c'est que pratiquement tous les gouvernements de collaboration de classes sont des gouvernements de front populaire, et que même des gouvernements nationalistes bourgeois ou des gouvernements impérialistes dans lesquels ne participent pas des

partis ouvriers relèvent de la même définition.

Il y aurait d'après lui un signe égal entre des gouvernements aussi dissemblables que le gouvernement Roosevelt, le gouvernement Perón, le gouvernement Blum de 1936, les gouvernements sociaux-démocrates scandinaves, le gouvernement Allende, etc.

Pour ne prendre qu'un exemple, le gouvernement Perón est un gouvernement nationaliste bourgeois qui est amené à un moment à engager une résistance limitée à l'impérialisme : c'est ce qui le définit politiquement. Tandis que le gouvernement Allende — même s'il est amené à prendre des mesures anti-impérialistes partielles — est défini par sa fonction contre-révolutionnaire spécifique de gouvernement de front populaire. A l'« analyse concrète de situations concrètes » est ainsi substitué un fourre-tout qui empêche que l'on appréhende les rapports politiques réels.

Le rapport politique du comité central de l'OCI unifiée établit que les gouvernements de front populaire sont des gouvernements qui représentent une



François Mitterrand avec la fille de Salvador Allende. « Le gouvernement Allende — même s'il est amené à prendre des mesures anti-impérialistes partielles — est défini par sa fonction contre-révolutionnaire spécifique de gouvernement de front populaire. »

camarade Capa

par François Forgue

avancés, qui est une autre discussion qui peut avoir son intérêt, il est erroné d'aboutir à des conclusions unilatérales. D'autant plus que ces conclusions font litière du développement de la lutte des classes telle qu'elle a été analysée dans les Thèses. La relative stabilité des formes de domination parlementaires (qui a permis l'alternance y compris avec des gouvernements sociaux-démocrates) dans plusieurs pays impérialistes d'Europe est organiquement liée aux conditions générales de la période 1945-

1968 analysées dans les Thèses et entre aujourd'hui en crise (ce qui ne veut pas dire qu'elle va disparaître). Il suffit par exemple aujourd'hui de constater, que tout un secteur de la bourgeoisie impérialiste britannique tente précisément de briser le « bi-partisme » en Angleterre, par la création d'un nouveau parti unissant transfuges du Labour Party et libéraux, car aujourd'hui la « monopolisation » de la vie politique entre Parti conservateur et Labour Party signifie que la faillite évidente de Thatcher se

soldera par un retour au pouvoir du Labour Party dans des conditions de crise aiguë de l'appareil réformiste du fait du mouvement des masses.

En dehors de l'analyse réelle des rapports politiques, cette discussion aboutira à une impasse.

Mais le plus préoccupant est la manière dont cette méthode est appliquée à l'analyse du gouvernement Mitterrand et de ses perspectives.

II. Le gouvernement Mitterrand et ses perspectives

« En dernière analyse, le gouvernement Mitterrand constitue une conséquence tardive, exprimée sur le terrain électoral, de la grande grève générale de 1968. »

Oui, mais il faut préciser: si nous disons en dernière analyse, c'est parce qu'il n'y a pu y avoir expression différée des conséquences de la grève générale qu'au travers des efforts constants de la classe ouvrière contre le barrage de ses directions et, en particulier, de la direction stalinienne, pour matérialiser ses conséquences. Ce qui s'est politiquement affirmé dans la défaite politique infligée à l'appareil stalinien par la classe ouvrière le 26 avril et que la résolution du conseil général analyse.

« La défaite historique du PCF au premier et au deuxième tour des élections

La capacité de la classe ouvrière à réaliser l'unité, en submergeant la politique de la direction du PCF dictée par les besoins de la bureaucratie du Kremlin de soutien à tous les gouvernements bourgeois en place, se traduit par un profond mouvement de rupture d'une grande partie de l'électorat traditionnel et des militants du PCF qui se détachent ainsi, pour la première fois de toute l'histoire du PCF depuis 1934, du contrôle de l'appareil. Bien entendu, il s'agit du début d'un processus, mais dont la portée historique ne saurait être sous-estimée. Et c'est cela qui s'est exprimé par le résultat électoral au premier tour du candidat du PCF, Georges Marchais.

L'appareil stalinien le plus puissant des pays capitalistes, sélectionné directement par Staline, agent inconditionnel de la bureaucratie du Kremlin, a obtenu le résultat électoral le plus bas de toute son histoire de parti de masse.

1 500 000 électeurs traditionnels du PCF, dans les bastions ouvriers du pays, ont voté dès le premier tour pour F. Mitterrand, candidat du PS, rejetant par leur vote la politique de division du PCF.

Il s'agit d'une défaite historique. Pendant tout le cours de son histoire, le PCF a subi des échecs, mais ceux-ci étaient consécutifs aux défaites qu'il avait réussi à infliger au prolétariat (1938-1939, 1958, etc.). En 1981, l'appareil stalinien a subi une défaite de la main même des masses, qui infligent elles-mêmes une première défaite à la bourgeoisie en imposant par l'action la victoire de F. Mitterrand et la défaite de Giscard, représentant du grand capital.

Mais il s'agit aussi d'une victoire de la « IV^e Internationale (Comité international) » et de sa section française, qui a mis au centre de son combat la lutte pour l'unité PCF-PS, contre la politique de division du PCF, et qui a appelé à voter dès le premier tour pour F. Mitterrand pour assurer la défaite de Giscard, faisant échouer l'objectif du PCF qui était de maintenir Giscard au pouvoir.

La raison profonde de la politique du PCF se trouve dans son caractère de défenseur des intérêts contre-révolutionnaires du Kremlin, qui, répétons-le, exigent le maintien de Giscard au pouvoir.

La raison en est simple. La défaite de Giscard signifie une profonde déstabilisation de l'Etat bourgeois dans son ensemble, qui peut déboucher à tout moment sur une crise révolutionnaire.

Dans le régime bonapartiste instauré par de Gaulle en 1958, le président de la République incarne tous les pouvoirs d'Etat. La Constitution réduit l'Assemblée nationale à un rôle de soutien à l'action présidentielle, un Parlement sans pouvoir qui sert à enregistrer les décisions de l'exécutif.

L'Etat se structure autour du président, qui concentre tous les pouvoirs: nommer le gouvernement, dissoudre le Parlement, approuver des lois, etc.

Un service de préfets et de fonctionnaires, nommés par le président, assure à tous les niveaux et dans tout le pays la transmission des directives présidentielles ainsi que les affaires nécessaires à l'entretien de tous les parasites faisant partie de son gang particulier.

L'Etat contrôle tout, nomme et révoque, définit la « masse salariale » qui revient aux travailleurs, et dont les dirigeants doivent se charger de distribuer, évidemment sans la modifier, la quantité totale. Le régime des partis est condamné ainsi que le parlementarisme par le président présenté comme l'incarnation de la nation.

Le bonaparte, élevé au-dessus de toutes les classes, est en réalité le représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie, qui renonce à exercer directement le pouvoir politique pour, en échange, voir son pouvoir économique, contre la classe ouvrière, assuré par le « sauveur ».

Le bonapartisme traduit l'impasse générale de la société, sa crise et l'incapacité des classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie, à résoudre cette crise en leur faveur.

La défaite du bonaparte ouvre la voie à l'expulsion d'une partie de son personnel accapareur de l'Etat, à l'abrogation de toutes les mesures arbitraires et antidémocratiques, à l'éviction de tous les agents stipendiés au service du monarque. Ce processus amène inexorablement au démantèlement des institutions bonapartistes qui se sont identifiées pendant vingt-trois ans à l'Etat bourgeois.

La déstabilisation ainsi créée peut conduire à tout moment à l'irruption du prolétariat intervenant pour son propre compte dans la crise politique.

Cette situation, dans un pays impérialiste comme la France, devait être évitée à tout prix, à cause de ses implications pour toute l'Europe et dans le monde, à cause de ses implications directes sur le maintien de la division de l'Europe et sur le pouvoir de la bureaucratie.

Le PCF devait s'efforcer d'éviter ce dénouement, d'assurer le maintien de Giscard, même si cette politique impliquait une perte de ses positions acquises dans la société bourgeoise, une perte électorale et une profonde crise au sein de son appareil.

Le PCF a combattu avec acharnement et a subi une défaite majeure. Cela c'est le contenu de la victoire obtenue par les masses en France.

Ses répercussions vont au-delà des frontières françaises. Il s'agit d'un coup porté à l'appareil international du Kremlin dans son ensemble et qui affaiblit tous les PC.

En réalité, la défaite du PCF s'appuie sur le développement de la révolution polonaise qui constitue un appel puissant à la classe ouvrière à se regrouper sur un nouvel axe, indépendamment du stalinisme et contre lui.

Son impact se traduit par une profonde modification des rapports à l'intérieur de la classe ouvrière en faveur de la rupture avec le stalinisme. Ses conséquences s'expriment avec force dans la défaite infligée au PCF.

Le rôle joué par l'OCI unifiée, exprimant consciemment le mouvement historique de la classe ouvrière, sera joué par la « IV^e Internationale (Comité international) » dans tous les pays où ses sections combattent pour la construction du parti révolutionnaire. » (Correspondance internationale n° 9, juin 1981, annexe à la Résolution mondiale).

Le rapport politique du comité central de l'OCI unifiée revient d'ailleurs sur les conditions qui ont fait que la victoire politique des masses s'est exprimée sur le terrain électoral.

Il ne s'agit pas d'une victoire « révolutionnaire », il s'agit de beaucoup plus que d'une simple victoire électorale; ou, pour être plus précis, la dimension de la victoire électorale des partis ouvriers atteste la profondeur de la victoire politique remportée par les masses.

« Nous caractérisons encore la situation actuelle en France comme une situation pré-révolutionnaire, notamment pour les raisons suivantes: il y a la retentissante défaite de la bourgeoisie, la victoire remportée par la classe ouvrière, la décomposition des formes politiques représentatives de la bourgeoisie (RPR-UDF); mais le mouvement des masses n'a pas déferlé en utilisant ses formes et méthodes propres de lutte de classe, l'Etat bourgeois n'est pas démantelé, il n'y a pas, fût-ce de façon embryonnaire, de forme de double pouvoir; c'est toujours au nom de la V^e République, en se situant dans le cadre de ses institutions, que le gouvernement Mitterrand-Mauroy gouverne. La crise révolutionnaire est inéluctable, la dislocation de la V^e République, de ses institutions, de l'Etat sont inéluctables. Déjà les premiers éléments en existent. Mais le processus n'en est encore qu'à son tout début. Les rapports politiques qui existent aujourd'hui après les 10 mai, 14 et 21 juin, indiquent que le gouvernement Mitterrand-Mauroy n'est qu'une première forme de gouvernement de type front populaire. Vraisemblablement, au cours des étapes suivantes, d'autres gouvernements de front populaire ayant d'autres caractéristiques lui succéderont.

L'étape actuelle est celle où les masses considèrent le gouvernement Mitterrand-Mauroy comme leur gouvernement. Le moment actuel est encore celui où elles attendent de ce gouvernement qu'il satisfasse leurs revendications et aspirations. Le moment viendra où elles exigeront du gouvernement



F. Ceyrac, président de la Confédération nationale du patronat français (CNPF): « Le fond du problème, c'est que la bourgeoisie ne maîtrise pas la situation. »

qu'il satisfasse leurs revendications et leurs aspirations. Nous avons à formuler les mesures anticapitalistes nécessaires pour que soient satisfaites les revendications, les aspirations des masses. Nous avons à dégager, en utilisant les événements politiques quotidiens, les premiers mouvements qui ont lieu, ce fait que rien ne peut être entrepris contre les capitalistes pour donner satisfaction aux masses, sans disloquer et détruire l'Etat bourgeois modelé par la V^e République. » (Bulletin intérieur n° 1, XXVI^e Congrès de l'OCI unifiée, 1^{er} septembre 1981, Projet de rapport politique).

Nous ne sommes pas aujourd'hui engagés dans la préparation de la « seconde vague », nous sommes engagés dans la « première » qui s'est d'abord manifestée par la chute de Giscard, par le triomphe sans précédent, sur le terrain électoral, des partis ouvriers, expression d'une puissante radicalisation des masses qui trouvera nécessairement son expression sur tous les terrains de la lutte des classes.

Que viennent faire ici les commentaires sur une « seconde vague » dont personne ne parle, alors que pour nous, le désaccord effectif porte sur le fait que nous sommes engagés dans la « première vague », ce qui correspond d'ailleurs à l'appréciation unanime du Conseil général ?

Le fond du problème, c'est que la bourgeoisie ne maîtrise pas la situation. Il est faux, comme l'implique le texte, qu'elle ait délibérément préparé une « transition » dont la constitution du gouvernement Mitterrand-Mauroy serait l'aboutissant. C'est le contraire.

Ce gouvernement s'est imposé à elle, comme « ultime recours », du fait de la victoire politique remportée par les masses, matérialisant les conséquences différées de 1968. Ce sont les masses qui, par leur mouvement, l'ont imposé. Dans les conditions nationales et internationales d'ensemble constituées depuis 1968, le maintien du bonapartisme bâtarde et en voie de décomposi-

tion de la V^e République conduit inexorablement à une crise révolutionnaire.

La défaite de Giscard, dont la condition préalable a été la défaite infligée par les masses à l'appareil stalinien, est une étape dans le chemin qui mène à cette crise.

Les cercles dirigeants de la bourgeoisie impérialiste française en étaient conscients. Dès Pompidou, puis avec Giscard, ils ont cherché à injecter dans les institutions bonapartistes une dose de parlementarisme, à préparer une « transition » vers une autre forme de domination. Mais les risques objectifs (du fait des rapports de force entre les classes, des conséquences différées de la grève générale de mai-juin 1968) de bouleversement étaient tels qu'il fallait d'abord maintenir coûte que coûte en place la V^e République.

Les tentatives d'« intégration » au PS à une nouvelle majorité (dans le cadre de la V^e République) ont été multiples, mais elles auraient signifié, compte tenu des circonstances existantes, l'éclatement du PS. La dernière en date, venue au sein du PS, ce fut la candidature avortée de Rocard.

Mitterrand lui-même se présentait comme la « solution », mais c'était un fait qu'aucune force représentative de la bourgeoisie ne s'est rangée derrière lui. Dans sa quasi-totalité, la classe dominante a fait bloc derrière Giscard, car sa défaite n'était pas que celle d'une « majorité », mais a signifié l'ébranlement des fondations mêmes de la V^e République.

L'élection de Mitterrand, comme résultat de la victoire politique de la classe ouvrière, de la victoire électorale des partis ouvriers, n'est pas la « réussite » d'une tentative planifiée de « réforme » de la V^e République, mais marque son échec par la précipitation et

Première réponse au camarade Capa

admet lui-même. Alors, quel est le contenu de l'analogie ? Figueredo n'est pas, à notre connaissance, au pouvoir comme résultat d'une défaite de la bourgeoisie. Quant à Juan Carlos, il incarne, dans les conditions de crise de celui-ci, la continuité du franquisme et de ses institutions. Et Figueredo, celle de la dictature brésilienne. Il n'en reste pas moins qu'il faut combattre — c'est ce que fait l'OCI unifiée — le gouvernement de front populaire.

Le gouvernement Mitterrand, « gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type front populaire, est un gouvernement issu de la défaite que les masses ont infligée à la bourgeoisie », comme le dit le rapport politique préparatoire au congrès de l'OCI unifiée. Et cette défaite débride la crise de la V^e République qui s'exprimait jusque-là sous la forme de sa lente décomposition.

Les institutions de la V^e République, le gouvernement Mitterrand- Mauroy, et la politique de l'OCI unifiée

« Les conséquences de la grève de 1968, en dernière instance la chute de Giscard, remettent chaque fois plus en question les formes à travers lesquelles la bourgeoisie française a exercé sa domination durant un quart de siècle. C'est pourquoi la victoire politique du 10 mai a mis à l'ordre du jour la nécessité de la liquidation définitive, par l'action extra-parlementaire du prolétariat, des institutions réactionnaires de la V^e République. »

Soulignons la coïncidence des positions exprimées ici par le camarade Capa avec celles de l'OCI unifiée. Les précisions qui suivent dans l'article constituent une reprise de ce qu'explique l'OCI unifiée.

« Le gouvernement de front populaire constitue la réponse contre-révolutionnaire à ce danger. Et le fait que la bourgeoisie doit tolérer cet « ultime recours » est le fruit de la victoire politique des masses. » Le contenu de collaboration de classes du gouvernement Mitterrand « s'exprime avant tout dans sa volonté de préserver l'essentiel des institutions en octroyant quelques concessions formelles ».

Il suffit, pour se convaincre de cette convergence, de se reporter à la conclusion du projet de rapport :

« La nature du gouvernement Mitterrand-Mauroy — gouvernement de collaboration de classes, gouvernement bourgeois de type front populaire — assure que quels que soient les conflits qui peuvent l'opposer à la bourgeoisie, à l'appareil d'Etat bourgeois que la V^e République a façonné, en dernière analyse il ne peut que capituler devant eux. En fin de compte les masses se dresseront contre ce type de gouvernement. Elle exigeront concrètement la rupture avec la bourgeoisie, un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie. Alors s'ouvrira la crise révolutionnaire. Vraisemblablement c'est au moyen de la grève générale que les masses tenteront d'imposer leurs exigences au niveau du gouvernement, de l'Etat. Non moins vraisemblablement surgiront alors les conseils, les soviets sous une forme ou une autre. »

Comme l'explique encore le Programme de transition :

« Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissant le caractère de classe de cette politique, détruisant les illusions réformistes et pacifistes, renforçant la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparant la prise révolutionnaire du pouvoir. »

Toute notre orientation doit être située sur la ligne de la « rupture avec la bourgeoisie » exprimée à chaque moment concrètement. Mais encore une fois, la rupture avec la bourgeoisie ce n'est pas seulement la constitution d'un gouvernement sans ministre représentant de la bourgeoisie. Un gouvernement des seuls PS et PCF serait un pas extrêmement important en avant, ce ne serait pas pour autant un gouvernement ouvrier et paysan au sens où l'entend le Programme de transition : même sans ministres capitalistes, un tel gouvernement peut être un gouvernement bourgeois. Car ainsi que le précisait l'Internationale communiste :

« La tâche majeure du gouvernement ouvrier (et paysan) doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les

organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. »

Répetons-le : la ligne politique de l'OCI unifiée doit à chaque moment exprimer la ligne de développement politique, celle du développement politique du mouvement des masses. Les masses avaient un objectif politique gouvernemental avant le 10 mai, battre Giscard, porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considéraient comme « leur gouvernement ». Aujourd'hui elles ont besoin de s'ouvrir une nouvelle perspective gouvernementale, mais c'est à partir de leur expérience qu'une nouvelle perspective gouvernementale peut être ouverte sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan à partir des développements politiques concrets. Cette perspective, il nous faut contribuer à la dégager en combattant sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie telle que celle-ci doit être concrétisée à chaque moment et à chaque étape. » (Bulletin intérieur n° 1, op. cit.)

Où les problèmes commencent à ce sujet, c'est quand le camarade Capa, dans son article, en tire la conclusion que le gouvernement Mitterrand a été mis en place pour, reprenant la formule de Lampedusa dans *Le Guépard*, « changer quelque chose pour que tout reste identique ».

Il ne s'agit pas ici des intentions subjectives de Mitterrand, mais de la réalité dictée par les rapports politiques.

La position de la bourgeoisie dans son ensemble — et c'est ce qui explique l'isolement de Mitterrand au début de sa campagne — était au contraire qu'il fallait que rien ne change car, si quelque chose changeait, cela entraînerait la déstabilisation de tout.

En d'autres termes que, dans les conditions existantes, les institutions de la V^e République et la stabilité de l'Etat bourgeois étaient liées comme la peau et la chair et non comme une enveloppe séparée et indifférente de ce qu'elle contient. Pour prendre une référence littéraire plus adéquate, c'est plutôt le vers de Sully Prudhomme qui est de circonstance pour illustrer la conception de la quasi-totalité de la classe dominante : « N'y touchez pas, il est brisé ! »

Le raisonnement du camarade Capa le conduit à la notion du « bismarckisme sénile ». Bismarckisme car, comme l'explique le camarade Capa, le bismarckisme a représenté des « concessions à la bourgeoisie pour sauver le régime féodal des Junkers ». Sénile, parce qu'il « s'agit d'une manœuvre des régimes bourgeois bonapartistes, à l'étape de la décadence mortelle de l'impérialisme et de la montée révolutionnaire des travailleurs ».

Le glissement que pourrait entraîner cette conception est extrêmement dangereux en ce qui concerne le front populaire. N'oublions pas que le « bismarckisme » a aussi été le moyen réactionnaire d'accomplir « par en haut » l'unité allemande, c'est-à-dire une tâche progressive.

Faut-il voir dans le gouvernement Mitterrand-Mauroy un gouvernement « réformateur », réorganisant sous la houlette d'un parti ouvrier-bourgeois, l'Etat bourgeois et les conditions de

l'accumulation capitaliste : en fait, pour reprendre les termes employés par la LCR en 1973 : « une alternative réformiste globale » ?

Répetons-le, il faut être prudent dans le maniement des analogies, sinon on risque parfois d'être entraîné plus loin qu'on ne le veut.

Cette spéculation est reprise sous la forme de l'éventualité d'une « variante anglaise » (dont l'auteur dit cependant qu'elle est la moins probable) qui signifierait la stabilisation d'un gouvernement de front populaire et le maintien, pour toute une période, de la V^e République.

Il y a là un désaccord politique évident. Nous rejetons cette « variante » comme exclue par le cours national et international de la lutte des classes, ce qui n'a rien à voir avec un jugement a priori sur les rythmes et les délais de l'explosion de la crise révolutionnaire.

Nous la rejetons parce qu'il ne saurait y avoir une période de réformes nécessairement liée à une période de nouvelle croissance organique du capitalisme, nous la rejetons parce qu'elle escamote la réalité de tout gouvernement de front populaire comme gouvernement de crise. C'est d'ailleurs de là que procède l'importance centrale dans l'activité de l'organisation révolutionnaire, dans le combat pour la construction d'un parti trotskyste à influence de masse, de la question des institutions de la V^e République.

Il ne s'agit pas d'un débat de « droit constitutionnel ». La contradiction entre le gouvernement et l'appareil d'Etat modelé par un quart de siècle de bonapartisme et qui reste aux mains, pour l'essentiel, des forces qui lui sont organiquement liées (RPR/UDF) donne son contenu concret — et explosif — à la réalité politique qui se transcrit dans le fait que le gouvernement bourgeois de Mitterrand n'est pas considéré par la bourgeoisie comme « son » gouvernement. Et pourtant, ce gouvernement veut préserver les institutions de la V^e République : c'est même l'expression centrale de sa pratique de collaboration de classes dont politiquement découlent toutes les autres expressions de cette politique. Mais le mouvement des masses qui a abouti à la chute de Giscard — et qui a porté Mitterrand au pouvoir —, ce mouvement renforcé par sa victoire se dirigeait et se dirige contre les institutions de la V^e République.

C'est pourquoi le procès fait à l'OCI unifiée est en grande partie incompréhensible. Si ce qui « synthétise la substance contre-révolutionnaire de tous les gouvernements de front populaire, c'est leur attitude vis-à-vis de l'appareil d'Etat bourgeois, des forces armées et de la bureaucratie d'Etat » (article du camarade Capa, page 10), et si « le contenu de collaboration de classes du gouvernement Mitterrand s'exprime avant tout dans sa volonté de préserver l'essentiel des institutions », c'est à-dire que c'est là, la cristallisation de sa soumission à l'Etat bourgeois, que reproche-t-on exactement à la politique de l'OCI unifiée ?

Comment ose-t-on prétendre que l'OCI unifiée « soutiendrait » le gouvernement, s'en ferait en quelque sorte l'avocat devant les masses en dénonçant ses responsabilités des hauts fonctionnaires UDF et RPR, que précisément le gouvernement couvre !

Comment ne pas voir que c'est là un des aspects de l'ensemble d'une politique qui nourrit le mouvement des masses contre les institutions de la V^e République, contre l'Etat bourgeois, et qui met l'accent sur ce qui est l'axe de la politique de collaboration de classes du gouvernement.

Le gouvernement de front populaire « respecte » la bureaucratie d'Etat ; nous l'attaquons. Mais, nous objecte-t-on, votre campagne n'est pas essentiellement dirigée contre les forces armées. A cette étape, la France n'est pas le Chili et ce serait confondre des moments différents de la situation. La forme concrète de la lutte des masses contre l'Etat bourgeois, le maillon aujourd'hui immédiatement saisissable par les masses pour se mobiliser contre lui, ce sont des secteurs de l'appareil d'Etat comme la police, les polices parallèles « institutionnalisées », la haute administration qui détient toujours les leviers de l'Etat.

Personne n'aura vraisemblablement l'audace de prétendre à partir de là que l'OCI unifiée soutient les forces armées de son impérialisme ?

Revenons à la question de l'analogie avec le régime d'Allende qui est l'occasion, dans la conclusion de l'article, de déchainements contre l'OCI unifiée.

Précisons simplement que la comparaison entre le gouvernement Mitterrand et le gouvernement Allende a été faite au niveau où elle se chargeait d'un contenu précis : il s'agit de deux gouvernements de front populaire. Et le Chili constituait l'exemple le plus parlant (un front populaire contemporain dont le sort a été suivi avec passion par des millions de travailleurs) pour mener ce travail d'éducation dont on prétend que nous ne le menons pas.

Plus que la simple dénonciation de méfaits, bien évidemment inclus dans le front populaire, et dont les travailleurs commencent à faire et feront l'expérience — la politique de l'OCI unifiée visant à les aider et à dégager les conclusions positives, révolutionnaires, de cette expérience — c'est un élément important que de pouvoir démontrer, sur la base de faits, où mène le front populaire si la classe ouvrière ne parvient pas, en s'attaquant à l'Etat bourgeois, à briser cette camisole de force.

Ce qui précède démontre qu'il n'a jamais été question d'identifier le gouvernement d'Allende en septembre 1973 et celui de Mitterrand quelque quatre mois après son élection. La politique de l'OCI unifiée ne procède pas d'abstractions creuses. L'impérialisme et l'essentiel de la bourgeoisie chilienne ont décidé d'en finir, par tous les moyens, avec le gouvernement Allende parce que celui-ci ne parvenait pas à enrayer la montée du mouvement ouvrier chilien atteignant cet « extrême intolérable » qu'était le développement de formes d'organisation à caractère soviétique. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui en France : le rapport politique de l'OCI unifiée le dit explicitement.

Mais, il demeure qu'alors même que le mouvement des masses n'a pas atteint en France un niveau et des formes comparables à celles existant au Chili lors de la chute d'Allende, que Mitterrand multiplie les mesures d'apaisement à l'égard du capital, il bénéficie de la part de la bourgeoisie dans son ensemble, sur tous les terrains, d'une bien moindre tolérance qu'Allende à ses débuts.

III. Sectarisme et trotskysme

« Quel est l'élément que le sectarisme isole en présence d'un gouvernement de front populaire ? Qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois. Cette affirmation élevée au-dessus du reste de la réalité se transforme en une affirmation selon laquelle ce gouvernement est identique à tous les autres gouvernements bourgeois. » (article du camarade Capa).

Cette remarque introduit un développement qui rejoint, y compris jusqu'aux formulations, les positions définies par l'OCI unifiée (les travailleurs considéraient ce gouvernement comme le « leur » et la bourgeoisie ne le considère pas comme le sien), et qui constitue donc un acquis de la discussion et est contradictoire avec les analyses faites ailleurs dans l'article, notamment dans les comparaisons faites au sujet de Figueredo et de Juan Carlos.

Une nuance : nous dirions « séparée du reste de la réalité » plutôt qu'« élevée », car le critère de classe (gouvernement bourgeois) est en un sens effective-

ment « au-dessus », c'est-à-dire en dernière analyse prime toute autre considération concernant les rapports politiques et donc la place du gouvernement.

Les problèmes posés dans cette partie de l'article pourront paraître d'ordre tactique et d'appréciation du point atteint dans la situation. L'article du camarade Capa rappelle la tactique de Lénine (dans le cadre d'une révolution se développant, alors qu'existent et les soviets et le comité exécutif des soviets, sans doute aurait-il fallu rappeler les circonstances précises entourant chaque citation, mais c'est une affaire mineure et nous ne pouvons que confirmer notre accord avec Lénine) puis de Trotsky dans les termes suivants : « Trotsky considérait qu'au début du gouvernement de front populaire, l'ennemi principal était la bourgeoisie et non pas le gouvernement, qui possédait la confiance des masses et auquel s'opposait la bourgeoisie. C'est pourquoi il a insisté sur le fait qu'il fallait mettre en avant les

mots d'ordre de mobilisation contre la bourgeoisie, reprenant le vieux drapeau bolchevique et qui depuis lors est devenu une position traditionnelle et de principe contre les fronts populaires : « Dehors les bourgeois du front populaire ! » (avant qu'ils n'accèdent au gouvernement) et « Dehors les ministres bourgeois ! » (une fois qu'ils y sont). »

Constatons que ce rappel général de la position de Trotsky coïncide fondamentalement avec la politique de l'OCI unifiée à condition qu'on l'accompagne d'une précision : le combat contre le front populaire ne peut se limiter à la simple exigence « Dehors les ministres bourgeois », mais doit la lier au fait que la présence de ces ministres est incompatible avec les mesures anticapitalistes que la situation (notamment la contre-offensive des capitalistes eux-mêmes) exige et qui correspondent aux aspirations des masses.

Nous sommes ici à un « point tournant » de ce long document, ces quel-

(suite de la page 11)

l'amplification qualitative de tous les facteurs de crise.

La défaite de Giscard met en cause les formes de domination au travers desquelles la bourgeoisie a exercé sa domination pendant un quart de siècle : le gouvernement de front populaire est la réponse contre-révolutionnaire immédiate à cette réalité, mais que la bourgeoisie doit tolérer cet « ultime recours » est le fruit de la victoire politique des masses, et, pour les trotskystes, là est l'essentiel. Pour la IV^e Internationale, pour l'OCI unifiée, il est nécessaire de toujours partir de l'analyse politique des rapports de force entre les classes, du mouvement des masses et de leurs intérêts.

Les institutions ne sont pas une forme vide, elles ont un contenu propre : elles sont un élément des rapports politiques. Elles ne sont pas, comme le célèbre sabre de M. Prudhomme qui pouvait « défendre les institutions et au besoin les combattre », des données « neutres » qui pourraient, indifféremment, être utilisées pour combattre la classe ouvrière ou la favoriser.

C'est bien pourquoi la « première vague » qui a commencé par la victoire politique du 10 mai met à l'ordre du jour la nécessité de la liquidation par l'action du prolétariat des institutions réactionnaires de la V^e République. C'est bien pourquoi le contenu de collaboration de classes du gouvernement Mitterrand-Mauroy s'exprime avant tout dans sa volonté de préserver l'essentiel de ses institutions.

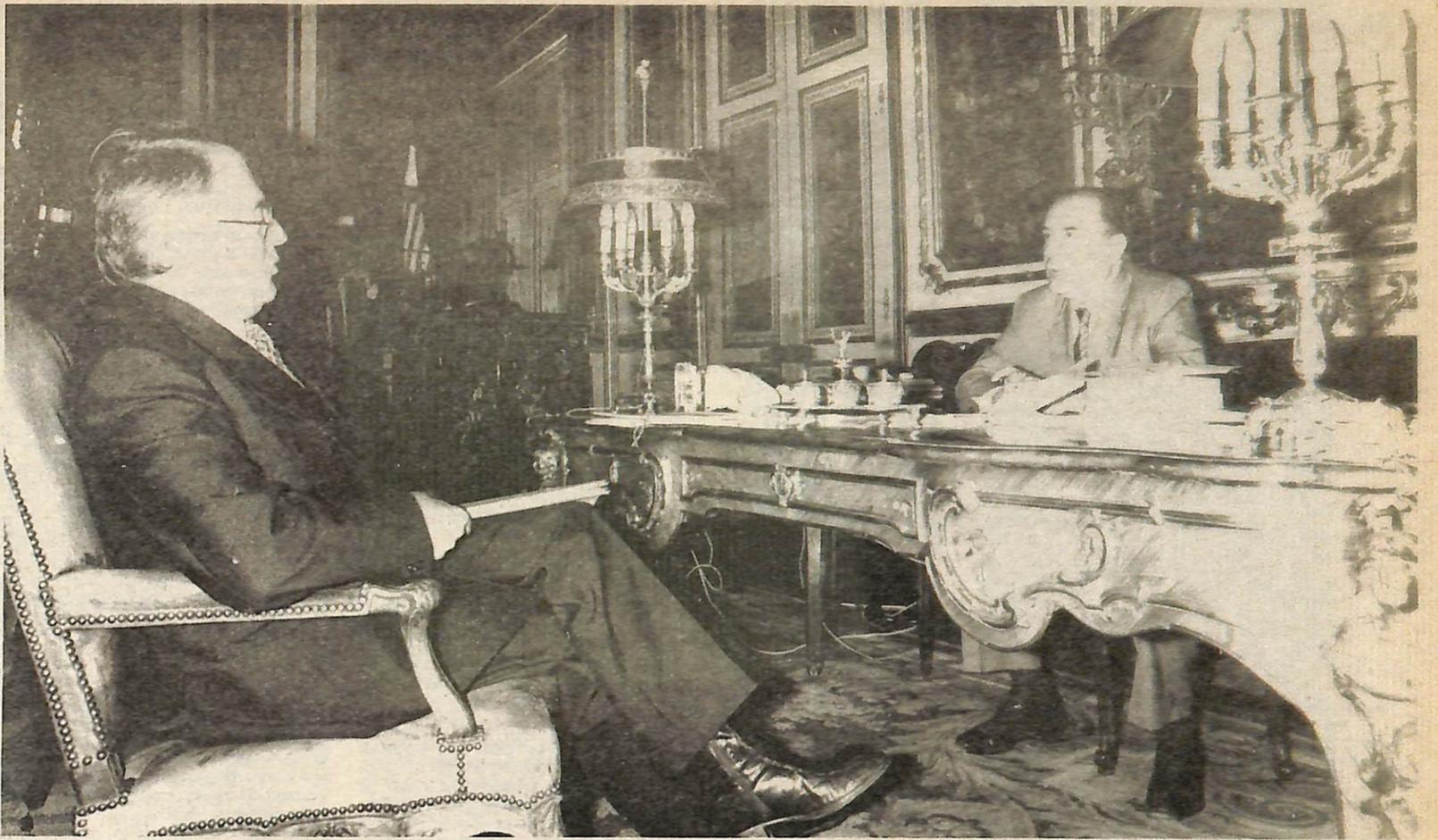
Mais on ne peut en rester là. Précisément parce que les institutions bourgeoises ne sont pas une forme vide, elles sont inséparables, pour être efficaces, des forces politiques qui les ont constituées.

Et c'est ici que le refus de partir des problèmes réels de la lutte des classes, de la disposition précise des forces politiques, aboutit aux plus grandes incongruences. Comparer Figueredo, Juan Carlos, Mitterrand, c'est constater que tous les gouvernements bourgeois sont des gouvernements bourgeois. Et après ? Evoquer Bismarck (et en général les problèmes de l'intervention de l'Etat dans l'économie — qui ont lieu dans tous les systèmes d'exploitation), c'est ajouter à la confusion.

Non, le gouvernement Mitterrand n'est pas à la V^e République ce que le gouvernement Figueredo est à la dictature militaire brésilienne, ni Juan Carlos au franquisme.

Mitterrand n'est pas (et ne peut être) c'est une réalité objective, non une appréciation de ses intentions) Giscard sous un nouveau masque. D'ailleurs, n'appelons-nous pas au renversement du gouvernement Figueredo, au renversement de la monarchie franquiste ? Mais nous n'appelons pas aujourd'hui au renversement du gouvernement Mitterrand : ce que le camarade Capa

Pierre Mauroy
reçu à L'Élysée
par François Mitterrand :
« Le contenu
de collaboration
de classes
du gouvernement
Mitterrand
s'exprime
avant tout dans
sa volonté de préserver
l'essentiel des institutions
en octroyant
quelques concessions
formelles. »



ques pages sont centrales pour dévoiler non seulement les véritables problèmes que masque un rideau de fumée d'invectives et de spéculations qui sont loin de la question centrale, jamais explicitement formulée mais qui domine l'article : l'OCI unifiée capitule-t-elle ou non devant le gouvernement de front populaire ?

En effet, si l'on prend au sérieux ce passage, ou plutôt s'il est pris au sérieux par son auteur, s'il ne s'agit pas, comme l'on dit en Amérique latine, d'un « *saludo la bandera* » (salut à la bannière), c'est-à-dire d'un rappel formel de l'orthodoxie, mais de la définition d'une stratégie, que signifie tout cela ? Car enfin, dans l'introduction du même texte, il est reconnu par l'auteur : « Une expression particulière de la profondeur de la crise de la bourgeoisie française se traduit par le fait que Mitterrand aurait beaucoup de mal à employer cet argument (celui de la présence de ministres bourgeois pour justifier sa politique) dans la mesure où le PS a entre les mains les pouvoirs présidentiels et qu'avec le PCF, sans ses alliés bourgeois, il détient la majorité absolue. »

Ce qui rejoint encore une fois la position de l'OCI unifiée.

Si l'objectif du texte et de la discussion est de s'interroger sur la politique de l'une des plus anciennes et des plus fortes sections de l'Internationale face à un tournant radical de la situation, voire à l'aider éventuellement à redresser un cours erroné (ce qui pour nous, faut-il le dire, n'est pas un crime de lèse-majesté), peut-on ignorer, après l'avoir signalée, cette « particularité » qui « exprime la profondeur de la crise française » ?

Le rapport politique proposé au congrès de l'OCI unifiée est parfaitement explicite sur ce point : « Le gouvernement Mitterrand-Mauroy inclut des ministres issus du gaullisme ou du Parti radical. Répétons-le, leur présence a une signification politique précise : c'est l'affirmation du lien avec la bourgeoisie, plus précisément encore de la volonté du gouvernement de ne pas mettre en cause l'Etat bourgeois que le bonapartisme bâtarde a façonné. Pourtant les masses n'attachent pas, à tort et en raison de leurs illusions, une grande importance à la présence de tels ministres au sein du gouvernement Mitterrand-Mauroy. L'anomalie apparente de la présence de tels ministres, qui ne représentent apparemment qu'eux-mêmes au sein du gouvernement Mitterrand-Mauroy, doit être soulignée. Que font donc ces ministres qui ne représentent apparemment aucune force politique dans le gouvernement, sinon d'affirmer la continuité du régime de la V^e République, la permanence du lien avec la bourgeoisie ? Mais le peu d'importance de leurs fonctions ministérielles comme de ce qu'ils regroupent comme force politique derrière eux limite considérablement l'efficacité auprès des masses de la dénonciation de leur participation au gouvernement.

A la vérité, la revendication de la rupture avec la bourgeoisie ne peut être vraiment efficace sous cette SEULE (souligné par nous) forme. Elle ne peut prendre d'efficacité véritable qu'en formulant ce que la situation politique et économique exige du point de vue des masses, ce qu'elles attendent du gouvernement. Bien que dans notre agitation, il faille aborder la signification de la présence des Crépeau-Jobert au gouvernement, étant donné que le CNPF apparaît de façon aveuglante comme l'état-major politique direct de la bourgeoisie, l'accent doit être mis sur : peut-on satisfaire les revendications des masses et appliquer les plans du CNPF ? Tel est le contenu principal de la ligne de rupture avec la bourgeoisie. Dans ce sens, à l'étape actuelle, rompre avec la bourgeoisie est moins un mot d'ordre qu'une ligne qu'il faut développer en se situant du point de vue de la lutte contre le capital et contre l'appareil d'Etat que le bonapartisme a modelé dans le cadre des institutions de la V^e République. »

Ces lignes sont d'une clarté aveuglante. La politique d'ensemble de l'OCI unifiée est dans le droit fil des positions de Trotsky concrétisées dans une situation concrète donnée. C'est par rapport à des positions politiques réelles, non à des constructions sans fondements, que la discussion doit se mener.

C'est ainsi que nous posons la question dans notre agitation. Que l'on se rapporte à la déclaration du comité central de l'OCI unifiée élément central de toute l'agitation de l'organisation qui pose ainsi la question : « On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Tout se tient. Les masses ont chassé Giscard. Elles ont écrasé les partis de la V^e République. C'est une défaite des capitalistes, de la bourgeoisie. C'est une victoire considérable des masses. Pourtant, rien n'est joué. Les capitalistes, la bourgeoisie veulent leur revanche sur les masses. Ils disposent de puissants moyens économiques et politiques. On ne peut gouverner en essayant de concilier les intérêts des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. Une telle politique ne ferait en fin de compte que le jeu des capitalistes et de la bourgeoisie qui exigent du gouvernement des mesures contre les masses laborieuses, la protection et la défense de leurs intérêts. Il faut gouverner non seulement sans la bourgeoisie (A ce propos, que viennent faire dans le gouvernement les représentants des groupuscules bourgeois d'origine gaulliste (Jobert) ou radicale (Crépeau) ? Ne serait-il pas nécessaire de les renvoyer du gouvernement ? A-t-on oublié que le radical bourgeois Crépeau s'est présenté au premier tour des élections présidentielles contre Mitterrand pour tenter de faire passer Giscard ?), mais contre elle en s'appuyant sur les masses. »

La même manière de poser la question se retrouve dans, par exemple, l'article publié dans Informations ouvrières n° 1016 sur Jobert. Quelle justification à la nature des caractérisa-

tions faites de l'OCI dans le texte (bien qu'elle ne soit jamais nommée, il est évident pour un aveugle que c'est d'elle qu'il s'agit).

Il est écrit par exemple que faire l'analogie entre la France de Mitterrand et le Chili d'Allende sans tenir compte de la lutte des classes (analogie que l'OCI unifiée d'ailleurs ne fait pas) serait un « crime politique », reviendrait à « dissimuler » le plan contre-

révolutionnaire qui est à présent mis en œuvre par le gouvernement... « Ceux qui suggèrent que probablement nous devons un peu plus tard défendre Mitterrand les armes à la main contre les fascistes, que nous devons dès maintenant commencer cette défense en n'expliquant pas qu'il s'agit d'un gouvernement de traîtres et de canailles du front populaire, ceux-là se convertissent en agents du front populaire et en liquidateurs du parti révolutionnaire. »

Toute l'activité de l'OCI unifiée s'inscrit en faux contre de telles affabulations. A quoi vise — compte tenu de ce qui semble par ailleurs l'acceptation d'un cadre commun — un tel déchaînement, une telle « montée aux extrêmes » dans les qualifications alors que la discussion s'ouvre à peine ? Quels sont les buts visés ? Peut-être la dernière section de l'article, intitulée « Trotskysme ou opportunisme », nous éclairera-t-elle ?

IV. Opportunisme et trotskysme

Bien évidemment, la pression sur l'organisation révolutionnaire des appareils contre-révolutionnaires des partis traditionnels et des illusions des masses engendre pour toutes les organisations révolutionnaires des dangers d'opportunisme et d'adaptation au front populaire. L'OCI unifiée, pour sa part, est particulièrement vigilante quant à ce danger.

S'il est vrai, comme le remarque Trotsky, que du point de vue méthodologique sectaires et opportunistes ont en commun d'isoler certains facteurs de la réalité et de les ériger en absolus (en d'autres termes de renoncer à la dialectique), la définition politique de l'opportunisme ne peut se faire par le recours à un seul facteur isolé qui serait l'exagération des « illusions des masses ». Pas plus d'ailleurs que le sectaire serait celui qui les sous-estimerait. L'auteur montre dans le chapitre précité, contradictoirement avec d'autres passages de l'article, que le sectarisme procède idéologiquement d'une incompréhension des relations concrètes entre les classes et des caractéristiques spécifiques du gouvernement de front populaire.

Pour nous, le contenu politique de l'opportunisme — qui aboutit à l'appui au gouvernement de front populaire, c'est-à-dire à la collaboration de classes, et qui conduit donc à la trahison ouverte du programme de la IV^e Internationale et de la révolution prolétarienne — consiste à considérer le gouvernement de front populaire comme un « gouvernement ouvrier de fait » dont il s'agirait de « gauchir » le cours par la « pression des masses ». C'est la tentation du « front populaire de combat » qui a été le dénominateur commun des groupes centristes (comme le POUM et plus récemment le MIR chilien) et des liquidateurs de la IV^e Internationale. Le mouvement des masses ne doit plus être orienté contre l'Etat bourgeois mais réduit à une force de pression sur le gouvernement pour le faire évoluer à gauche. Il ne s'agit pas ici seulement des illusions des masses et d'une adaptation à ces illusions, mais des « illusions » des opportunistes qu'ils attribuent au prolétariat, comme Trotsky le faisait remarquer à propos de Burnham.

D'ailleurs, le projet de rapport politique présenté au congrès de l'OCI unifiée polémique longuement avec cette conception, et non pas en général mais par rapport à l'intervention dans la lutte des classes et au combat de l'OCI pour la construction du parti révolutionnaire. Le camarade Capa écrit : « En acceptant les illusions des masses ou en s'y adaptant, l'opportuniste pense qu'il faut seulement combattre la bourgeoisie et éviter toute dénonciation des partis ouvriers contre-révolutionnaires et de leur gouvernement. » Ce qui serait en cause, ce n'est donc pas de constater l'importance de ces illusions mais de « les accepter ou de s'y adapter ».

Comme pour bien d'autres passages de ce long article, et dans la mesure où l'OCI unifiée n'est jamais nommée, la première réaction du lecteur est de se dire : « ce n'est pas de l'OCI qu'il s'agit », mais le contexte prouve que malgré l'abîme qui sépare la politique effective de l'OCI unifiée, et son expression dans ses documents, et l'épouvantail brandi par l'auteur de l'article, c'est pourtant bien l'OCI unifiée qui est visée.

Commençons par la question des illusions. Voici comment l'OCI unifiée pose la question : « La manière dont les masses laborieuses tirent les leçons de leurs expériences n'est pas identique à celle des militants révolutionnaires. Tirer, pour les révolutionnaires, les leçons de l'expérience que les masses acquièrent de leur propre lutte de classe exige une claire appréciation du marxisme. Les masses laborieuses, avant de s'engager dans l'action, n'ont à leur disposition que la politique de « pression » sur « leurs » organisations, lesquelles, nous le savons, sont dominées par des appareils bourgeois. Mais de cela, les masses n'ont pas conscience, car si elles en avaient conscience elles chasseraient les appareils bourgeois des organisations. Nous avons là, sous une évidence, un problème d'une importance capitale du point de vue de la tactique. Les masses laborieuses sont capables d'accumuler des leçons de leur expérience jusqu'à un certain point. Elles l'ont montré dans les élections. Mais ce que les masses laborieuses ne peuvent faire par leur propre déduction, c'est s'organiser pour la victoire de la

révolution prolétarienne. » (Projet de rapport, page 3).

Ce passage du rapport politique est à rapprocher de la Thèse XIII (*Révolution et conscience ouvrière*) des Thèses programmatiques adoptées par la Conférence mondiale et amendées, sur son mandat, par le Conseil général, thèse particulièrement éclairante pour s'orienter dans l'actuelle situation française. Comme le souligne encore le projet de rapport politique, la question des illusions des masses, si l'on ne veut pas en faire une abstraction idéologique, est inséparable de la manière dont « se forge la conscience de classe » du prolétariat : elle est inséparable de la lutte des classes dont — du côté de la bourgeoisie, puisqu'ils sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois — font partie les appareils.

Les illusions des masses sur le gouvernement procèdent de leurs illusions sur les partis ouvriers contre-révolutionnaires qu'elles chargent de leurs aspirations dans la mesure où elles les considèrent comme les instruments de leur émancipation (ce qui ne veut pas dire qu'il y ait une confiance sans faille dans ces directions). Libérer la classe ouvrière de ces illusions, c'est construire le parti révolutionnaire comme parti dirigeant.

Le projet de rapport politique analyse comment la forme que prennent aujourd'hui ces illusions (ce gouvernement est « notre » gouvernement) se relie au cours réel de la lutte des classes, au mouvement de la classe elle-même. Ce n'est pas une illusion que de considérer que les partis traditionnels de la classe ouvrière ne sont pas des partis bourgeois (sinon, quel sens y aurait-il à poser, sous quelque forme que ce soit, la question de la présence de ministres bourgeois) ; c'en est une (dont la classe ouvrière ne peut se libérer par sa seule spontanéité) de ne pas saisir que ces organisations sont contrôlées par des appareils contre-révolutionnaires organiquement soumis à la bourgeoisie. Ce n'est pas une illusion de la part de la classe ouvrière que le sentiment qu'elle a d'avoir remporté une victoire politique, c'en est une de considérer que le gouver-

(suite page 14)

Première réponse au camarade Capa

Giscard ». D'une poussière de « citoyens », la classe est devenue classe. Le 10 mai, les 14 et 21 juin, entraînant les couches décisives de la petite bourgeoisie, la classe, infligeant une défaite majeure à la bourgeoisie, amorçait un brusque tournant dans les relations entre les classes, dans les relations entre la classe et les organisations. La classe a chassé Giscard et investi Mitterrand. Pour la classe, la défaite de Giscard est une défaite des capitalistes, des bourgeois. Mitterrand et les partis ouvriers, le PS principalement, sont dès lors « investis » par les masses au travers de la défaite qu'elles ont infligée à la bourgeoisie. C'est ainsi que sur le terrain d'une conscience de classe forgée par l'activité des masses (car dans les élections les masses expriment sous une certaine forme leur activité) se forment des illusions, à partir desquelles nous devons, en relation avec l'expérience que les masses ont accumulée sur le contenu bourgeois du gouvernement, préparer l'étape qui vient, celle des plus grands affrontements de classes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, au niveau même des solutions politiques qui se situent au niveau du pouvoir, dans les conditions que nous analyserons dans une autre section de ce rapport. Si donc nous pouvons exposer ainsi les relations entre les illusions et le processus qui intègre les illusions à partir de la constitution dans la pratique de la « conscience de classe », il nous faut y intégrer la place de l'OCI unifiée qui construit le parti révolutionnaire.

Une fois qu'ils s'engagent dans le combat, les travailleurs peuvent accepter de ne pas « vaincre » tout en cherchant toutes les voies pour assurer la victoire. Mais jamais les travailleurs ne partiront dans l'action de classe en sachant à l'avance qu'ils vont à la défaite. Les travailleurs ne sont pas des « idéologues », à qui de l'« extérieur » on indiquerait une quelconque « idée » à réaliser. Les masses laborieuses ne sont pas une masse malléable à gré, sur laquelle on peut imprimer l'« idée » que l'on se fait de leurs aspirations, de leurs besoins. » (BI n° 1, op. cit.)

La définition générale du front populaire donnée dans la première partie de l'article et le passage suivant ne sont certes pas contradictoires avec ces analyses de l'OCI unifiée.

Le camarade Capa écrit en effet : « Le facteur objectif qui détermine l'apparition du front populaire est l'élément le plus subjectif du mouvement ouvrier, celui de sa crise de direction révolutionnaire.

Le stalinisme, la social-démocratie et les bureaucraties syndicales démontrent toute l'ampleur de leur rôle et de leur importance objective lorsqu'ils constituent un gouvernement de collaboration de classes, dans une étape révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Ils se transforment alors en protagonistes historiques de première importance en empêchant que le système ne soit balayé par le mouvement ouvrier.

De façon contradictoire, l'étape du front populaire est peut-être la seule étape où sont présentes toutes les contradictions pour dépasser la crise de direction révolutionnaire, puisque c'est seulement à cette étape que le rôle des directions traîtres devient clairement visible par les masses. La classe ouvrière se voit obligée d'affronter un gouvernement bourgeois composé de ses directions traditionnelles, la lutte contre la bourgeoisie doit se heurter inévitablement d'une façon directe ou indirecte à ce gouvernement. Et tôt ou tard, les partis traditionnels apparaissent dans toute leur nudité comme des ennemis déclarés des masses exploitées. »

Par ces lignes, l'auteur de l'article, encore une fois, et sur des problèmes qui ne sont pas mineurs, recoupe les conclusions de l'OCI unifiée. Alors, encore une fois, quel est le motif de la querelle ? Et les nuances qu'exprime dans ce passage le camarade Capa comptent — à condition de les prendre au sérieux : il y a une différence sérieuse et qui est précisément intégrée dans l'activité développée par l'OCI unifiée entre le moment où le « heurt » avec le gouvernement est « indirect » et celui où il est « direct ».

Mais le plus important n'est-il pas que ce dévoilement des partis traditionnels au gouvernement comme « ennemis déclarés des masses exploitées » ne peut se faire qu'au travers du mouvement pratique du prolétariat engagé dans la lutte contre la bourgeoisie et son Etat, et non par le truchement d'une simple dénonciation ou par la répétition de qualificatifs et d'autres artifices ? Alors on se rend compte que la lutte contre les illusions — et la lutte politique contre le gouvernement — sont inséparables d'un élément qui est au centre du projet de rapport du comité central de l'OCI unifiée : « Rien n'est plus étranger au marxisme, rien n'est plus contraire à la méthode du Programme de transition que de lancer des mots d'ordre et des revendications sans que les masses puissent s'en saisir comme instrument de leur propre mobilisation. »

C'est à ce niveau qu'il faudrait aborder les problèmes posés par l'orientation de l'OCI unifiée — si l'on veut une discussion sérieuse — et ce niveau n'est pas celui d'un débat de caractère tactique mais recouvre les questions les plus essentielles de la lutte des classes et du marxisme.

Expliquons-nous. Combattre contre les illusions, c'est combattre une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la situation telle qu'elle se présente (avec les illusions des masses sur le gouvernement de front populaire) contient donc la critique du front populaire. Critique qui n'a de réalité que lorsqu'elle s'incarne dans un mouvement pratique, qu'elle concourt à la mobilisation effective du prolétariat contre la situation existante. La critique (combat) de la situation existante est donc la voie de la destruction des illusions du prolétariat pour qu'il agisse contre le front populaire.

Le combat contre la situation existante — qui est le seul terrain du combat réel contre les illusions — nourrit la préparation du combat de classe du prolétariat contre la bourgeoisie au travers

duquel le prolétariat peut surmonter ses illusions. Il ne s'agit pas de « réfuter » idéalement le front populaire, mais de permettre aux masses de le détruire.

En ce sens, la « critique » du front populaire n'est pas une fin en soi mais seulement un moyen de la mobilisation de la classe contre la bourgeoisie. Considérer la critique du front populaire comme une fin en soi serait se placer sur le terrain du front populaire.

Ce qui est en jeu c'est la capacité du prolétariat à régler, avec l'aide du parti révolutionnaire, les problèmes de la révolution prolétarienne, de sa victoire, qu'il ne peut régler sans le parti.

Notre programme définit le front populaire comme un ultime recours, avec le fascisme, de l'impérialisme face à la révolution prolétarienne, c'est-à-dire comme une forme de domination de la bourgeoisie. La lutte contre le front populaire c'est la lutte contre la bourgeoisie, contre l'Etat bourgeois, qui inclut le nécessaire combat contre les directions des organisations traditionnelles non comme un « duel » entre les appareils et le parti révolutionnaire dont les masses seraient spectatrices, mais comme conséquence du combat de classe du prolétariat pleinement exprimé par l'organisation trotskyste combattant pour se constituer comme parti révolutionnaire dirigeant.

Le gouvernement de front populaire est une des formes de domination de la bourgeoisie, mais une forme de domination correspondant à la crise profonde de la classe dominante, puisque nous nous accordons pour constater qu'elle ne peut alors reconnaître le gouvernement comme « le sien », même si elle le tolère et l'utilise contre les masses car il est, conséquence des rapports de force entre les classes et des rapports politiques, le seul gouvernement bourgeois aujourd'hui.

Si le prolétariat reconnaît ce gouvernement comme le sien, c'est parce qu'il a l'illusion que ce gouvernement est un gouvernement anticapitaliste. Cette dynamique traduit l'extrême précarité de cette forme de gouvernement bourgeois, forme que le prolétariat peut, à partir de l'expérience que les masses acquerront dans leur combat, aidées par le parti révolutionnaire, anéantir. Et avec sa destruction briser la domination de classe de la bourgeoisie, entamer la destruction révolutionnaire de son Etat.

C'est cette fonction que nous assignons à l'OCI unifiée. Notre point de départ c'est le mouvement réel de la classe qui a remporté une grande victoire politique en chassant Giscard. C'est le mouvement profond du prolétariat s'orientant contre les institutions de la V^e République, c'est-à-dire contre l'Etat bourgeois sous la forme concrète où celui-ci existe en France, qui, malgré et contre la politique des appareils, s'est exprimé sur le terrain électoral.

Mais la victoire, nous l'avons souligné, est plus qu'une victoire électorale ; elle est une victoire politique. Elle a secoué jusqu'à leurs fondations les institutions de la V^e République, disloqué provisoirement la représentation politique propre de la bourgeoisie, considérablement développé les rapports de force en faveur du prolétariat. Elle ouvre une période de la lutte des classes en France où la crise révolutionnaire est à l'ordre du jour, où tous les facteurs de la situation convergent vers un affrontement brutal entre les classes dont la défaite de Giscard a été le prélude.

« Nous partons toujours et en toute circonstance de la mobilisation des masses », dit le projet de rapport politique. En d'autres termes, appliquer à la situation actuelle la méthode du Programme de transition, ce qui précisément aujourd'hui donne une importance pratique immédiate à ce paragraphe du programme : « De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient à notre avis constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». »

Le projet de rapport le souligne, c'est du point de vue « des mesures indispensables à prendre contre l'appareil d'Etat bourgeois, contre la crise économique, pour abolir les réformes réactionnaires de la V^e République, pour que soient satisfaites les revendications des masses, que l'OCI se situe ». »

Qui ne voit que tous ces points définissent l'opposition entre les aspirations

des masses et leur mouvement qui a déjà abouti à la chute de Giscard, et le rôle du gouvernement de front populaire comme gouvernement bourgeois.

Le gouvernement veut préserver les institutions de la V^e République, forme concrète d'existence de l'appareil d'Etat bourgeois, parce qu'il défend l'Etat bourgeois ; il ne peut satisfaire les revendications sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production qu'il défend.

Ces points donnent son contenu à la ligne de rupture avec la bourgeoisie et s'incarnent dans des mots d'ordre, des mesures anticapitalistes définies comme des moyens de mobilisation de la classe ouvrière et donc formulés en tenant compte de l'« état d'esprit des masses » qui, comme dans toute situation pré-révolutionnaire, se modifie rapidement.

Les axes que l'OCI unifiée a dégagés — la lutte sur la question des licenciements (le mot d'ordre de réquisition lorsque des entreprises liquident), le combat dans l'enseignement contre le maintien des subventions aux écoles confessionnelles, le combat pour l'augmentation générale des salaires, la manière dont l'OCI unifiée pose la question des nationalisations et celle de l'indemnisation (c'est-à-dire la question des expropriations), la lutte contre l'ensemble des institutions de la V^e République en s'appuyant sur les éléments concrets que dégage la situation, la lutte pour la liquidation de la loi Edgar Faure à l'université — correspondent-ils ou non aux nécessités de la mobilisation des masses, à leur mobilisation de classe contre la bourgeoisie ?

Et c'est précisément parce qu'ils ont pour vocation de nourrir le mouvement des masses contre la bourgeoisie qu'ils le conduisent à se heurter indirectement ou directement au gouvernement de front populaire.

C'est pourquoi nous ne pouvons nous satisfaire de ce qu'explique l'article de Capa lorsqu'il écrit sous le titre « La bourgeoisie est-elle le seul ennemi ? » : « ... La raison d'être du trotskysme est de s'affronter toujours à deux ennemis mortels, la bourgeoisie à l'échelle de l'ensemble de la société avec la méthode classe contre classe, et les bureaucraties syndicales, social-démocrate et stalinienne, à l'intérieur de notre classe, au sein de laquelle elles se sont incrustées comme une caste parasitaire, pour servir des intérêts de la bourgeoisie... » et qui va jusqu'à : « Les opportunistes répètent quand le front populaire gouverne la même erreur, mais d'une façon beaucoup plus grave, que celle qu'ils ont coutume de commettre quand ils appellent les organisations de la bureaucratie ouvrière à réaliser le front unique et quand, au nom de ce front, ils cessent de les critiquer systématiquement », à la fois parce que ces pages instituent contre nous un faux procès, une véritable diffamation, et parce qu'elles ne cernent pas la dialectique des rapports entre les appareils, la classe et le parti révolutionnaire.

La classe ouvrière, comme classe, a un ennemi de classe, la bourgeoisie exploiteuse. Les bureaucraties contre-révolutionnaires sont « du côté de l'ordre bourgeois », de l'ennemi de classe. En ce sens, le dualisme « lutte externe » contre la bourgeoisie, lutte « interne » contre les directions traîtres, s'il correspond à une description superficielle des éléments qui se combinent dans la lutte des classes vivante, peut mener à des conclusions dangereuses, contradictoires mêmes avec l'idée juste qu'il s'agit des deux faces d'une même médaille. On ne peut combattre la mainmise des appareils sur la classe qu'au travers du mouvement de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat.

On ne peut nourrir ce mouvement qu'en combattant quotidiennement les appareils. En ce sens, les « opportunistes » n'abandonnent pas un aspect de la lutte révolutionnaire : ils y renoncent. Renoncer à la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie, c'est tourner le dos à la lutte des classes. Capituler devant le front populaire c'est capituler devant l'impérialisme, c'est une orientation politique incompatible avec le trotskysme.

On veut bien citer comme « bon exemple de la politique trotskyste » celle de l'OCI unifiée avant la victoire de Mitterrand. « Elle a sans aucun sectarisme proposé au PC l'unité avec le PS pour chasser Giscard. Tout en le faisant, elle a dénoncé à chaque seconde les trahisons du stalinisme. »

Ajoutons à ce sujet qu'elle ne s'est pas contentée de dénoncer abstraitement les trahisons du stalinisme. L'OCI unifiée a opposé à la politique stali-

(suite de la page 13)

nement Mitterrand-Mauroy est « son » gouvernement, parce que ce gouvernement, formé essentiellement par ses partis, ne s'est constitué que comme résultat de cette victoire. Il faut ici encore une fois se rapporter au rapport préparatoire au congrès de l'OCI unifiée :

« Ce problème peut être formulé autrement : comment se forge la conscience de classe du prolétariat ? Conformément à la méthode que nous utilisons pour rédiger ce rapport, nous en aborderons l'analyse à partir des leçons de l'expérience. Depuis le 10 mai, bien souvent, la question du degré d'illusion des masses sur Mitterrand a été soulevée. En général, la question était mal posée. Jusqu'au 26 avril au soir, avant les résultats du premier tour, la classe comme telle n'avait formellement pas plus d'illusions que de conscience du résultat. Toute la journée, le travailleur était réduit à l'état de citoyen sans autre différenciation de classe que celle de pouvoir placer son bulletin Mitterrand dans l'urne. Le soir, à l'annonce des premiers résultats, la classe s'est saisie comme classe, parce qu'en votant massivement Mitterrand — chacun pour soi — tous ensemble, elle s'était donnée à elle-même les moyens de « chasser

La défaite infligée par les masses à la bourgeoisie n'a été rendue possible que parce que les travailleurs ont infligé une défaite à l'appareil stalinien, principal repart du pouvoir de Giscard. L'OCI unifiée à partir de septembre 1980 s'est disposée politiquement sur cet objectif : « Chasser Giscard, le plus tôt sera le mieux » ; « Candidat unique du PS et du PCF ». »

Quelle est la signification de ces mots d'ordre ? Tout mot d'ordre lancé par l'organisation révolutionnaire doit répondre à des critères précis. Le mot d'ordre doit avoir un contenu de classe précis et ouvrir une perspective de combat de classe. Le mot d'ordre « Chasser Giscard » :

- a) — a répondu aux aspirations des masses contre la bourgeoisie ;
- b) — a centralisé les aspirations contre le gouvernement qui centralise les attaques de la bourgeoisie contre les masses ;
- c) — le mot d'ordre doit être appréhendable par les masses. C'est-à-dire leur apparaître comme susceptible d'être réalisé.

Les masses n'engagent jamais de combat de classe sérieux sans avoir le sentiment qu'elles peuvent « vaincre ».



L'OCI unifiée, à partir de septembre 1980, a adopté les mots d'ordre : « Chasser Giscard, le plus tôt sera le mieux ! » « Candidat unique du PS et du PCF ! »

nième, positivement, une politique aidant le mouvement des masses à en finir avec Giscard.

Elle a présenté comme mots d'ordre — c'est-à-dire comme moyens de mobilisation saisissables par les masses — les « solutions » correspondant à la situation objective, au but que définissait objectivement le mouvement de la classe (chasser Giscard) en tenant compte de ce qui est « objectif » pour nous, les relations politiques au sein de la classe ouvrière, le rapport de la classe aux organisations traditionnelles dirigées par des appareils contre-révolutionnaires. Ce fut le sens d'abord de la campagne pour le candidat unique, puis de l'appel à voter Mitterrand. L'OCI unifiée aidait ainsi à constituer le mouvement pratique qui allait, malgré l'obstacle de la division, chasser Giscard et, ce faisant, se développait comme organisation révolutionnaire.

Il est vrai que la disposition concrète des forces politiques rendait nécessaire une campagne particulière contre l'appareil stalinien qui jouait ouvertement le rôle de principal défenseur de la V^e République. Mais partant de la mobilisation des masses, et non d'invectives, la politique de l'OCI unifiée aboutissait également à une claire délimitation à l'égard de la social-démocratie, comme en témoigne l'appel lancé pour le vote Mitterrand.

« Marchais et Krasucki viennent de déclarer qu'ils se refusent à signer un chèque en blanc à Mitterrand. Qu'est-ce à dire ? Personne ne demande aux dirigeants du PCF de taire les opinions qui sont les leurs sur la politique du PS. Ce serait là une exigence inadmissible.

L'OCI unifiée, quant à elle, se prononce pour un gouvernement du PS et du PCF, sans représentants des partis bourgeois, l'OCI unifiée se prononce pour l'expropriation du capital et l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Ce n'est là ni la position du PCF, ni celle du PS.

Mais quand toutes les conditions sont réunies pour chasser Giscard du pouvoir, unir toutes les forces et en particulier celles du PCF et du PS pour unir leurs voix contre Giscard, c'est là le devoir de tous.

C'est un fait, les dirigeants du PCF ont refusé jusqu'à maintenant de faire droit à cette exigence, les dirigeants du PCF ont élevé encore d'un cran la division qui ne peut avoir qu'un effet, celui de faire passer Giscard.

C'est ainsi que de quelque côté que l'on tourne la question, on doit établir que les dirigeants du PCF font tout ce qui est en leur pouvoir pour, en divisant les forces ouvrières, tenter de permettre à Giscard de rester au pouvoir. La signification de la candidature de Marchais est claire : une candidature de division pour défaire Mitterrand et laisser passer Giscard.

Aujourd'hui, tous les travailleurs en sont conscients : quelles que soient leurs préférences politiques, la possibilité existe d'assurer la défaite de Giscard. C'est aujourd'hui une nécessité : elle signifie rassembler les voix sur le candidat le plus à même de battre Giscard : François Mitterrand, candidat du PS.

Placée devant ce fait, connu et compris de tous, l'OCI unifiée donne clairement sa position :

L'OCI unifiée est partisan de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires. L'OCI unifiée combat comme section de la « IV^e Internationale (Comité international) » pour aider à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour l'OCI unifiée, c'est par les moyens révolutionnaires de la lutte de classe que l'humanité en finira avec l'oppression et l'exploitation capitalistes.

L'OCI défend inconditionnellement les travailleurs des villes et des campagnes en Pologne qui revendiquent, contre la bureaucratie, le pouvoir pour eux-mêmes, la démocratie et l'indépendance.

Pour l'OCI unifiée, qui n'a rien à craindre d'une démocratie authentique, le combat démocratique pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la V^e République passe par la défaite de Giscard.

La défaite de Giscard ouvrira aux masses laborieuses et à la jeunesse les voies de la mobilisation qui leur permettra de prendre en main elles-mêmes la solution des questions urgentes qui assaillent le pays : la défaite de Giscard remettra en question toute l'offensive sur tous les terrains organisée par son gouvernement.

Les militants de l'OCI unifiée récoltant des signatures : « L'OCI unifiée, chacun le sait, est présente dans les combats que commence effectivement à mener la classe ouvrière. Elle y a joué et joue pleinement son rôle d'organisation révolutionnaire. Par toute son activité, elle ouvre la voie du combat. »

L'OCI unifiée rappelle : en 1969, lorsque de Gaulle, par son référendum, cherchait à intégrer les syndicats à l'Etat, en vue de discipliner, au profit du patronat, les travailleurs et les organisations, l'OCI a appelé à voter « non » pour que la majorité chasse de Gaulle sans conditions. L'unité a infligé une première et décisive défaite aux institutions de la V^e République. En 1981, pour les élections présidentielles, l'OCI unifiée, fidèle à cette politique d'unité, appelle les travailleurs à infliger la défaite à Giscard, pour en finir définitivement avec les institutions réactionnaires de la V^e République.

Telle est notre position, et c'est parce que nous combattons sur ces positions que nous disons, nous OCI unifiée : conscients que la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF vise à permettre le maintien de Giscard au pouvoir, conscients que la défaite de Giscard repose sur le plus vaste rassemblement, dès le premier tour, sur le candidat le mieux à même d'assurer cette défaite, l'OCI unifiée, sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS, décide d'appeler au vote Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles, le 26 avril.

Nous disons aux travailleurs : nous avons le pouvoir d'ici le 26 avril de contrer l'offensive de division. Nous avons le pouvoir de battre Giscard. »

Le comité central de l'OCI unifiée Paris, le 20 mars 1981

« Il faut continuer à livrer contre eux deux (le PS et le PCF) une lutte implacable. » Certes. Et les mots d'ordre, toute l'activité de l'OCI unifiée, constituent sur le terrain de la lutte des classes cette lutte implacable.

Y a-t-il d'autres réponses que celle que définit l'orientation de l'OCI unifiée ? Nous n'en saurons rien par la lecture de l'article du camarade Capa, et ce n'est pas de sa pesante parabole sur une usine, sa cantine et ses gérants, que viendra à ce sujet la lumière.

Et c'est ici que le texte connaît une nouvelle « saute ». Une description est faite de l'opportuniste en action qui vise l'OCI de toute évidence, même si celle-ci n'est jamais nommée, sans que, avec la meilleure volonté du monde, nous puissions le moins du monde nous reconnaître dans ce miroir grossièrement déformant. « L'opportuniste évacue la lutte contre les appareils bureaucratiques qui sont au gouvernement et se cantonne à une lutte économique-politique (plus économique que politique) contre la bourgeoisie. »

Soyons sérieux : toute la politique de l'OCI unifiée est centrée par rapport à l'Etat, par la mise en cause de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie sous la forme concrète où il existe (les institutions de la V^e République) et en utilisant les con-



traditions spécifiques qui découlent de ces institutions spécifiques.

C'est précisément l'un des reproches faits plus haut dans le texte à la politique de l'OCI unifiée que de surestimer l'importance de ces institutions dans la situation présente.

On ne peut en même temps l'accuser de se cantonner au domaine économique et encore moins de réduire la bourgeoisie à un concept idéaliste et métaphysique.

Passons sur « on ne dit rien de ce que le gouvernement a fait à Ottawa » : qui suit tant soit peu la politique de l'OCI unifiée sait que non seulement *Informations ouvrières* a consacré un éditorial international à cette question, mais que sa direction a collaboré à l'élaboration de l'article consacré à cette même question dans *Correspondance internationale*. Et comme l'OCI unifiée ne sépare pas par une cloison étanche son agitation de sa propagande comme s'il s'agissait de deux concepts métaphysiques sans rapport l'un avec l'autre, qu'elle fait de la reconstruction de la IV^e Internationale l'une des données pratiques de la construction du parti révolutionnaire en France, ses militants diffusent *Correspondance internationale*.

Mais surgit à la suite de ces attaques sans fondement un nouveau personnage dont à première vue la présence étonne. Pablo comme « prototype » de ce que l'on appelle l'« opportunisme ». Cet opportunisme se manifesterait par le « fait que Pablo ne lutte pas contre l'impérialisme français et son armée ». Compte tenu en effet de ce que sont les moyens d'expression de Pablo en France, il ne « dénonce » pas quotidiennement, mais il dénonce l'« impérialisme français ».

Il serait ridicule de nier qu'entre autres choses, Pablo dénonce l'« impérialisme français ». Il serait ridicule de prétendre le contraire. Il demeure que Pablo est défini par le rôle qu'il a joué dans la crise destructrice de la IV^e Internationale en 1950-1953, que la réunification sans principes de 1963 a aggravé la dispersion des forces se réclamant de la IV^e Internationale. Là est l'essentiel s'il s'agit de Pablo. Mais s'il s'agit de l'OCI unifiée, pourquoi le taire et c'est un autre problème. Car on n'ose penser que, pour le camarade Capa, il s'agirait de synonymes ?

S'il s'agit de l'OCI unifiée, le terrain même de la discussion se dérobe, car il suffit d'une connaissance même superficielle de l'intervention dans la lutte des classes de l'OCI unifiée, de son intervention, de ses documents publiés pour voir que ces accusations sont sans fondement.

Le deuxième test de l'opportuniste serait que le rôle du parti révolutionnaire se limiterait à être le « porte-voix du dialogue avec le gouvernement pour

accompagner l'expérience des masses » et en conclusion : « C'est aussi simple qu'erroné. Ils (les opportunistes) confondent d'une façon endiablée les choses pour lesquelles nous avons le devoir d'être bien en avant des masses (dénoncer, éduquer, faire de la propagande) et celles pour lesquelles nous devons les serrer le près : les propositions d'action. L'opportuniste ne fait ni l'un ni l'autre : ni propagande, ni proposition d'action. »

Pour maintenir cet article dans des dimensions raisonnables, il n'est pas possible de citer à chaque fois un document ou une publication de l'OCI unifiée, ce qui pourra être fait par la suite. Soulignons simplement que pour tout observateur, même superficiel, de l'activité de l'OCI unifiée, considérer qu'elle ne ferait « ni propagande, ni proposition d'activités » s'impose comme une contre-vérité flagrante.

Mais il y a un troisième test par rapport aux luttes ouvrières « qui ont déjà commencé à une petite échelle » : « Il suffit de lire la presse ouvrière française pour en avoir la preuve : ceux qui ne réservent pas la place principale à l'appui des luttes qui ont déjà commencé... font du pablisme et de l'opportuniste conséquent. »

Encore une fois, si ce paragraphe ne vise personne, quelle utilité ? Et s'il vise l'OCI unifiée, la mystification serait dérisoire. L'OCI, chacun le sait, est présente dans les combats que commence effectivement à mener la classe ouvrière. Elle y a joué et y joue pleinement son rôle d'organisation révolutionnaire, par toute son activité, elle ouvre la voie du combat.

Répétons-le, il n'est pas possible ici, dans ce premier article, ni de faire un bilan complet de l'activité de l'OCI unifiée, ni de dresser un catalogue de ses prises de position.

Pourtant, et pour conclure sur ce point, citons la déclaration du bureau politique de l'OCI unifiée diffusée à 100 000 exemplaires au lendemain de la dévaluation du franc et des mesures prises par le gouvernement. Elle illustre parfaitement la méthode suivie par l'OCI unifiée, et traduit dans des conditions concrètes précises — qui ne sont déjà pas identiques à celles marquant l'accession au pouvoir — la lutte politique contre le gouvernement de front populaire au travers de la mobilisation des masses.

Pour terminer, il faut constater que l'ensemble de l'article est marqué par des inconséquences et des contradictions majeures, comme par un décalage entre la nature de certains des problèmes politiques qu'il soulève (et qui méritent une véritable discussion) et ses conclusions.

Car, de deux choses l'une. Ou il faut aujourd'hui appeler au renversement du

gouvernement, taire de ce mot d'ordre l'axe de la politique révolutionnaire, tourner le dos à ce que Trotsky nous a enseigné, à la méthode même du *Programme de transition*, et alors les analogies avec Juan Carlos et Figueredo ont, de ce point de vue, un sens. Ou ce n'est pas le cas. Et l'axe est alors effectivement la mobilisation contre la bourgeoisie, incluant sous des formes concrètes le combat contre le gouvernement de front populaire — qui n'est pas une essence abstraite mais une réalité matérielle exprimée dans ses cercles dirigeants, le CNPF, dans les seuls partis dont elle dispose, qui sont ceux de la V^e République, dans l'appareil d'Etat bourgeois, qui existe sous la forme concrète des institutions bonapartistes de la V^e République. C'est-à-dire, comme le dit le rapport présenté par le comité central de l'OCI unifiée, la ligne de la rupture avec la bourgeoisie.

L'article oscille en fait sans cesse entre des pôles opposés et développe des positions erronées tant sur les perspectives de la lutte des classes en Europe que sur la caractérisation d'un gouvernement de front populaire.

Mais ces problèmes n'expliquent pas le caractère particulier de sa violence, celle-ci ne procède pas de la logique de la discussion. Entendons-nous, nous ne sommes pas des âmes sensibles, la virulence polémique est bien secondaire. Mais il s'agit ici de déformations délibérées qui ne peuvent qu'aboutir à la conclusion que l'OCI unifiée est une organisation révisionniste. Caractérisation qui n'est certes pas faite explicitement dans l'article, ce dont nous nous félicitons car chacun doit mesurer ses responsabilités par rapport à ce qui est la clé de l'action de l'Internationale : « Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. »

Il est nécessaire de rappeler à l'intention du camarade Capa comme de quiconque que c'est l'OCI qui dès 1951 a affirmé que « trotskysme et révisionnisme étaient incompatibles », et qu'elle s'est construite dans le combat intransigeant contre le révisionnisme et pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Il y a des acquis gagnés par le combat commun de toutes les composantes qui ont constitué « IV^e Internationale (Comité international) » : l'existence de ce cadre et le fonctionnement des organes élus par la Conférence mondiale, les Thèses programmatiques, les documents issus du Comité exécutif et du Conseil général, le renforcement de l'action pour la reconstruction de la IV^e Internationale lié à la préservation des sections. Ces acquis, ce cadre doivent être et seront préservés.

Dans ce cadre, l'OCI unifiée est en faveur de la plus large et de la plus profonde discussion.

Les nationalisations que le gouvernement Mitterrand-Mauroy

par Stéphane Just

Le programme du PS et la démocratie parlementaire

Dès sa déclaration devant l'Assemblée nationale, le 8 juillet, le Premier ministre Pierre Mauroy annonçait la volonté du gouvernement Mitterrand-Mauroy de procéder à la nationalisation de onze groupes industriels (Dassault-Breguet, Matra, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Sacilor, Usinor, Compagnie Générale d'Electricité, Thomson-Brandt, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, ITT-France, CII Honeywell Bull, Roussel-Uclaf) et à la nationalisation du crédit.

Les intentions en ce domaine du gouvernement Mitterrand-Mauroy ont une origine déjà lointaine. En 1972, le Parti socialiste a commencé à se reconstruire. La participation à la venue au pouvoir de De Gaulle en 1958 et aux premiers gouvernements que de Gaulle a dirigés, a eu des conséquences désastreuses pour le vieux parti de type social-démocrate français, la SFIO. Mais dans l'éventail politique français une place était ainsi laissée libre pour un parti ouvrier réformiste de type parlementaire. Cette place a été occupée par le nouveau parti socialiste né à Epinay en juin 1971, unissant les restes de la vieille SFIO et différents courants socialistes venant quelquefois de formations bourgeoises comme celui que Mitterrand impulsait. Mitterrand a joué un rôle déterminant dans la constitution du Parti socialiste actuel. Mais cette place ne pouvait être occupée sans que le nouveau parti affirme sa vocation démocratique parlementaire et ses ambitions réformistes.

De cette nécessité est né le Programme de gouvernement du Parti

socialiste, qui s'intitule *Changer la vie*. La préface est de François Mitterrand. Il y écrit : « La défense des libertés démocratiques n'est compatible qu'avec des institutions démocratiques. La gauche a apprécié diversement la Constitution de 1958 (Mitterrand avait appelé à voter contre, tandis que Guy Mollet était un des rédacteurs de cette Constitution). Mais la manière dont cette Constitution a été appliquée, souvent en contradiction avec le fond, parfois en violation avec la lettre, a rassemblé les démocrates contre le fonctionnement des institutions. »

Cependant l'élection d'une Assemblée constituante risquerait, au moment où elle se situerait, c'est-à-dire lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, de détourner celle-ci de ses objectifs immédiats. Mieux vaut donc prévoir une révision constitutionnelle ayant pour effet d'écartier les risques d'arbitraire au sommet de l'Etat, d'assurer la stabilité gouvernementale, de garantir l'équilibre des pouvoirs et de sauvegarder les libertés publiques. »

Ces lignes montrent clairement une des contradictions majeures de la politique de Mitterrand et du Parti socialiste. Pour mener au combat le PS, il lui fallait s'opposer au « pouvoir personnel », c'est-à-dire au bonapartisme, il lui fallait faire référence au retour à une démocratie parlementaire. De façon constante jusqu'à son élection à la Présidence de la République, il a combattu sur cette ligne. Mais ces lignes témoignent que déjà il redoutait de mettre en cause la V^e République, sa Constitution, ses institutions. Il sait en effet que cela signifierait mettre en cause l'Etat bourgeois que la V^e République a

modelé et ouvrir la voie à la crise révolutionnaire. Aussi, a-t-il toujours mené son combat politique en respectant scrupuleusement les formes politiques de la V^e République, se refusant même à combattre pour la dissolution de l'Assemblée nationale dont la majorité RPR-UDF était pourtant depuis longtemps minoritaire, du point de vue du suffrage universel dans le pays.

L'élection de François Mitterrand a porté cette contradiction à un niveau supérieur. A son tour il a été élu président de la République. Pour qu'il soit élu, un puissant mouvement de masse a été nécessaire. D'autant plus puissant que pour s'exprimer il lui a fallu surmonter la politique de division du PCF qui, de fait, soutenait Giscard, et qu'il dut utiliser les formes politiques de type bonapartiste de la V^e République : l'élection au suffrage universel du président de la République, roi sans couronne. Les masses, en battant Giscard, en écrasant la coalition RPR-UDF ont remporté une victoire considérable sur la bourgeoisie. La tendance des masses est d'aller plus loin, d'en finir avec la V^e République. La bourgeoisie a le besoin impérieux de prendre sa revanche sur les masses, de les faire refluer, de les défaire. Mitterrand porté par les masses à la présidence de la République, ne veut pas la révolution, il veut contenir les masses, il veut défendre la V^e République et ses institutions. Au lieu de réformer la V^e République, de lui greffer la démocratie parlementaire, il lui faut concentrer entre ses mains plus de pouvoir encore que ses prédécesseurs. Mais l'appareil d'Etat ne lui obéit pas plus que l'appareil d'Etat n'obéissait à Allende au Chili. Il reste entre les mains de la bourgeoisie, de ses agents. La bourgeoisie a aujourd'hui besoin de Mitterrand pour contenir les masses. Pourtant, infliger une défaite majeure aux masses exige de chasser le gouvernement que les masses ont porté au pouvoir, même si celui-ci est un gouvernement bourgeois. La bourgeoisie, de quelque pays que ce soit, considère et traite toujours ainsi les gouvernements de Front populaire.

Le programme du PS et les nationalisations

Pour se construire et postuler au pouvoir, le nouveau parti socialiste devait également apparaître aux yeux des masses comme un parti authentiquement socialiste donc anticapitaliste. Il le devait d'autant plus que la V^e République a été à son origine pour les capitalistes français la forme politique « enfin trouvée » de domination de classe qui devait leur permettre de mettre fin aux faiblesses organiques du capitalisme français, de s'insérer profondément dans la division internationale du travail, au sein du marché mondial, et notamment à l'intérieur de la Communauté économique européenne. Toutefois la condition première était d'arracher à la classe ouvrière ses conquêtes et pour ce faire de détruire ses organisations de classe, syndicats et partis. Aussi, dans cette préface au Programme de gouvernement du Parti socialiste, Mitterrand écrivait-il également : « Là où est la propriété, là est le pouvoir. Lorsque la propriété devient très importante, si dominante que ceux qui la possèdent détiennent par là même un énorme pouvoir, il y a danger pour tout le monde (producteurs, entrepreneurs, consommateurs) et collectifs (Etats, et organisations politiques, syndicales, culturelles, spirituelles). C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste propose d'arracher aux monopoles l'instrument de leur pouvoir en transférant les grands moyens de production du secteur privé au secteur public. Dans l'immédiat ces nationalisations affecteront par priorité l'ensemble du domaine bancaire et financier... et elles s'appliqueront au domaine industriel selon des critères précis. »

Mitterrand élu président de la République, le PS disposant à lui seul de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, il aurait pu se faire que cela reste au magasin des engagements non tenus. Ce serait oublier à quel point la crise du

régime capitaliste frappe le capitalisme français, combien surtout elle fait ressortir ses faiblesses organiques non résolues et combien menaçantes pour un avenir relativement court. Ce serait oublier que les masses laborieuses ont chassé Giscard notamment parce qu'elles aspirent à ce qu'il soit mis fin à la hausse des prix, au chômage, à la crise, et que soient satisfaites leurs revendications. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy doit tenter de surmonter la crise économique, de remédier aux faiblesses organiques du capitalisme français. Il lui faut s'efforcer de s'en donner les moyens. De là, le projet de nationalisation de onze groupes industriels et de 36 banques privées qui ont en dépôt à leurs guichets plus d'un milliard de francs.

Le « projet » socialiste

L'analyse de la place que les onze groupes industriels « nationalisables » occupent dans l'économie française éclaire les objectifs du gouvernement Mitterrand-Mauroy. Il s'agit d'abord de secteurs économiques indispensables mais terriblement déficitaires, comme celui de la sidérurgie. Le groupe Usinor a un endettement de 19 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 22 milliards en 1980. Entre 1978 et 1981 le groupe a perdu 3 milliards de francs. L'Etat détient déjà depuis 1978 64 % des actions par suite de la transformation de créances et d'avances au groupe. Le groupe Sacilor a un endettement de 14,4 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 16,8 milliards de francs en 1980. Le groupe a perdu 4 milliards de francs entre 1978 et 1981 dont 1,987 en 1980. Déjà, par suite de transformations de créances sur le groupe, la prise en charge de son endettement, l'Etat possède 76,9 % des actions du groupe. Le groupe Rhône-Poulenc est le groupe chimique français le plus puissant mais loin derrière ses concurrents internationaux.

En 1980, il a perdu 2 milliards de francs et plus de 4 milliards en sept ans. Le groupe ITT-France est un groupe étranger qui contrôle surtout la Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT) dont les affaires sont déclinantes et qui lui aussi, a tendance à accumuler les pertes : 10,6 milliards de francs en 1979. Il s'agit donc de la classique « nationalisation » des pertes. Mais pas seulement. L'autre aspect est que le gouvernement Mitterrand-Mauroy veut mettre sur pied des industries aujourd'hui décisives capables de rivaliser avec les grands groupes étrangers sur le marché français et sur les marchés européens et mondiaux : équipement industriels, chimie, électronique, informatique, etc. En France, une partie importante des éléments d'industrie de ce type existants est sous le contrôle de groupes étrangers (Hoechst, le géant allemand de la chimie détient 57,94 % de Roussel-Uclaf ; Honeywell contrôle 47 % des participations au plus important groupe informatique, CII-HB) et surtout la dispersion est considérable entre les différents groupes nationalisables (Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Compagnie générale d'électricité, Thomson-Brandt, Saint-Gobain, Dausault, Matra). La prise en main et la restructuration par le gouvernement, l'Etat, des éléments des industries de pointe est la condition nécessaire mais non suffisante de la mise sur pied de véritables industries françaises dans ce domaine.

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy voudrait rééditer l'opération réalisée entre 1945-1947 en France. Les gouvernements d'alors ont nationalisé les mines de charbon, le gaz, l'électricité. Ils ont élargi la nationalisation des transports commencée en 1937 par la nationalisation des compagnies privées de chemin de fer et la constitution de la SNCF.

Il s'agissait de reconstruire l'infrastructure sur laquelle le capitalisme français devait lui-même se reconstruire. L'action de l'Etat devait avoir un effet d'entraînement de l'ensemble de l'économie française. Le commissariat au plan était institué et le plan Monet (du

nom de l'homme politique français qui l'a mis en place) élaboré. Pour réaliser ces tâches, l'Etat avait besoin de disposer largement du crédit de la nation.

La nationalisation de la Banque de France et des quatre plus grandes banques de dépôts françaises lui procurait ces moyens. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy entend impulser la relance économique en France en développant les industries de pointe dans le cadre d'un premier plan de 2 ans et d'un second plan de 5 ans. Jacques Atali, préfacant le livre de Alain Boubli (tous deux conseillers de François Mitterrand), écrivait en 1977 :

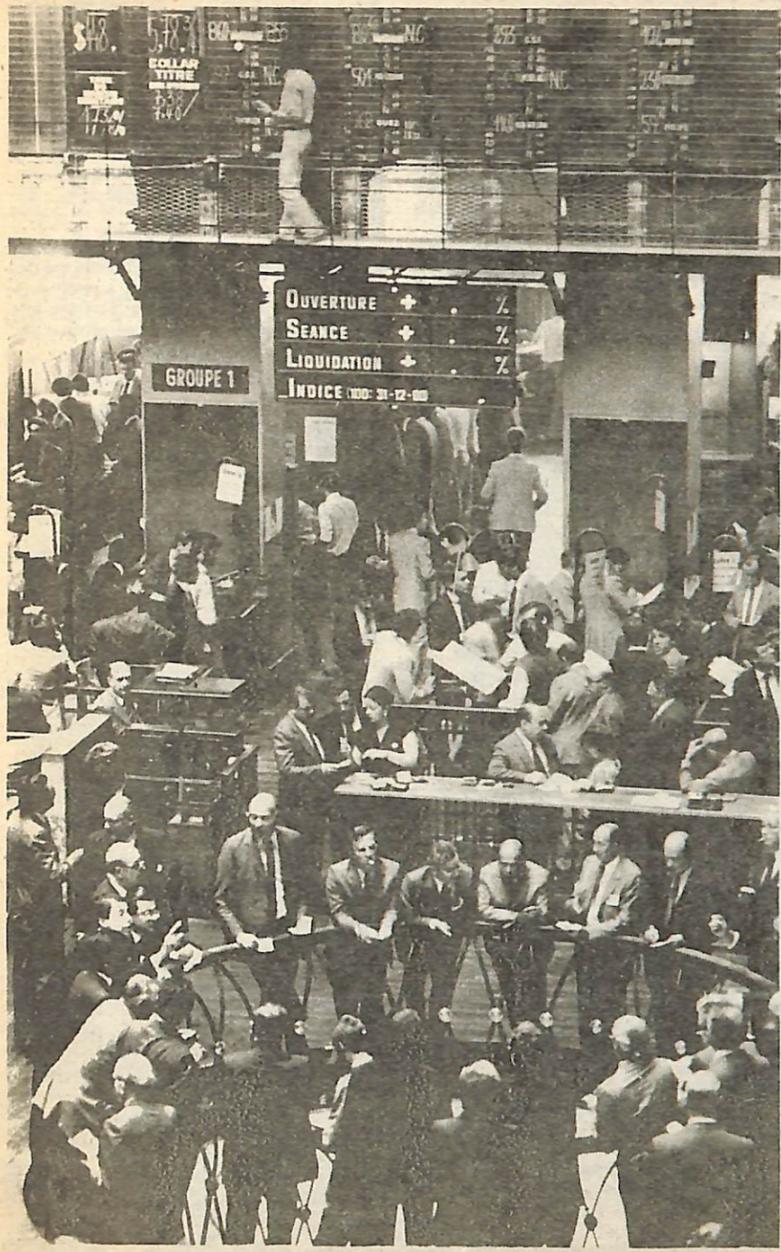
« Les nationalisations viendront, par leurs commandes de biens d'équipements, réorienter sur le marché les entreprises privées et publiques dans ces secteurs et contribuer à rééquilibrer la structure industrielle du pays... Que le secteur public devienne moteur d'un secteur privé dynamique n'a rien de nouveau. C'est parce qu'en 1950, la puissance publique finançait 50 % de l'investissement industriel (électricité, ciment, ...) qu'une industrie française a pu se mettre en place dans les secteurs en aval (biens de consommation, logement, etc.) »

Mais cette politique exige que l'Etat dispose de moyens de crédits renforcés. De là la nécessité de la nationalisation des banques françaises qui réunissent plus d'un milliard de francs de dépôts. Cela semble d'autant plus nécessaire aux inspirateurs de cette politique que les entreprises françaises sont généralement lourdement endettées, les frais financiers étant passés entre 1965 et 1974 de 5,4 % à 10,9 % et depuis, cela n'a fait que croître. En outre, les banques ont tendance à diriger les investissements des secteurs comme la construction immobilière immédiatement plus rentables pour elles. Le projet économique du PS prévoit la constitution d'une banque nationale d'investissements.

La bourgeoisie réagit

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, le PS, n'entendent pas bien entendu mettre en cause le régime capitaliste. Tout au contraire, ils s'efforcent de revitaliser le capitalisme français. Ils n'entendent en aucun cas « spolier » les capitalistes français et éventuellement étrangers dont les groupes seraient nationalisés. De larges indemnités sont prévues par la médiation de transformation d'actions en obligations en tenant compte des cours en Bourse au cours de ces dernières années, rapportant intérêts, négociables immédiatement et remboursables par tranches sur 15 ans. Quant aux groupes industriels étrangers, ou à importantes participations étrangères, « nationalisables », leur nationalisation n'aurait lieu qu'à plus longue échéance après de longues négociations avec les intéressés. Pour l'instant, les banques étrangères restent hors du champ des nationalisations. Pourtant le projet socialiste se heurte à une furieuse résistance des capitalistes. Le mot résistance est d'ailleurs impropre car il s'agit d'une attaque en règle utilisant tous les moyens dont le capital, la bourgeoisie disposent.

Confrontée au désastre et à la décomposition de ses formations politiques le 10 mai, accentués encore les 14 et 21 juin, la bourgeoisie s'est trouvée dans la situation exceptionnelle où c'est le CNPF (Centre national du patronat français) qui a dû politiquement représenter et directement prendre en charge son action politique. La bourgeoisie n'est pas pour autant désarmée. Elle dispose de sa puissance économique et financière. Mais elle dispose également d'un redoutable armement politique : son Etat et ses corps constitués. Elle spéculé sur le fait que le gouvernement Mitterrand-Mauroy est un gouvernement qui, porté au pouvoir par le mouvement des masses contre la V^e République et le capital, entend respecter l'Etat bourgeois, y compris sous la forme de la V^e République et ses institutions et bien entendu le régime capitaliste. Le CNPF livre bataille à propos des nationalisations, et de quelle façon.



La « corbeille » de la Bourse de Paris : « L'imbrication du capital privé et du capital public sera totale, et, qui peut en douter, en faveur du premier. »

projet

Le « registre » que la bourgeoisie utilise

Le journal *Les Echos* est un des porte-parole du CNPF. Il ne se passe pas de jour sans que son éditorialiste ne se livre à une violente attaque contre le gouvernement Mitterrand-Mauroy. Il écrivait le 12 septembre :

« Puisque le bon sens (bien sûr, il s'agit du bon sens tel que l'entendent les capitalistes) ne paraît pas devoir inspirer l'action économique de ce gouvernement, et puisque l'Elysée lui-même se fait maximaliste, changeons de registre. »

Le 20 septembre, il donnait un aperçu du « registre » que les capitalistes entendent utiliser à propos des nationalisations que le gouvernement projette. Il écrivait :

« Si l'on parlait des indemnités... Peut-être découvrirait-on alors que le débours sera au moins quatre à cinq fois plus élevé que ce que les experts socialistes, dans leur grande naïveté, avaient imaginé au départ. »

Il explique pourquoi :

« La valeur d'une "nationalisable" ne saurait en bonne équité s'évaluer à partir du seul capital, mais incorpore nécessairement la plus-value énorme apportée jour après jour depuis trente ans par le dynamisme des équipes responsables. »

Pour lui, les équipes responsables, ce sont les patrons, les capitalistes. A la vérité, capital et plus-value sont du travail ouvrier accumulé par leurs exploités, les capitalistes. Il poursuit :

« Les centaines de milliers de gros et petits porteurs groupés en associations se chargeront de multiplier les actions en justice pour forcer les pouvoirs publics à se comporter honorablement, et dans beaucoup de cas ils obtiendront satisfaction (...). La plupart des filiales étrangères des groupes nationalisables faisant une large place aux capitaux des pays où elles exercent leurs activités, on peut être assuré que les réactions des spoliés seront vigoureuses. »

Il dit tout net jusqu'où les capitalistes français et étrangers sont prêts à aller :

« Faute de percevoir l'extraordinaire imbrication des intérêts économiques au sein du monde occidental, les socialistes français se sont lancés dans une affaire qui ruinerait le pays au sens propre du terme. »

On ne peut se méprendre : capitalistes français et étrangers engagent une guerre inexorable « jusqu'à la ruine du pays » contre les masses qui leur ont infligé une dure défaite. Ils prétendent dicter au nouveau gouvernement leur loi.

Et, en effet, les capitalistes français peuvent compter sur l'appui total des capitalistes des autres pays contre le gouvernement Mitterrand-Mauroy : les spéculations contre le franc, la fuite des capitaux, comme les interventions de gouvernements comme celui de Schmidt, demandant que soient respectés les intérêts allemands en France, en témoignent. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy est prisonnier du cadre international capitaliste qu'il ne veut absolument pas mettre en cause : la CEE, mais aussi les multiples organismes où coopèrent les différentes puissances capitalistes.

Jusqu'à où la bourgeoisie peut-elle aller ?

La bourgeoisie française use habilement de cette situation. Selon la loi française, avant d'être transmis au Parlement, le projet de loi sur les nationalisations a dû être soumis au Conseil d'Etat, vieille institution datant de Napoléon I^{er}, qui doit émettre un avis sur le fait que le projet de loi respecte ou non le droit (bourgeois naturellement). Le Conseil d'Etat a rendu son avis : il admet que le gouvernement procède à des nationalisations mais il signifie que les indemnités doivent prendre en compte non seulement la cotation en



« Dès le 8 juillet, le Premier ministre Pierre Mauroy annonçait la volonté du gouvernement de procéder à la nationalisation de onze groupes industriels et du crédit. »

bourse des actions des groupes concernés, mais encore la valeur de leurs actifs. Et surtout, il engage une manœuvre de grand style à propos de la nationalisation des grandes banques privées de dépôts. Il déclare que le droit doit être égal pour ce qui concerne les banques françaises et les banques étrangères en France et que doivent également être nationalisées les banques étrangères opérant en France et disposant d'un milliard de francs de dépôt. En d'autres termes, le gouvernement Mitterrand-Mauroy devrait : ou nationaliser une partie importante des banques étrangères en France avec toutes les conséquences qu'il en découlerait dans les rapports avec les autres grandes puissances capitalistes et les emirs du pétrole qui opèrent en France ; ou il devrait relever le plancher à partir duquel il a décidé de nationaliser les banques de 1 milliard de dépôts et le porter à 3,4 milliards. Le gouvernement a jusqu'alors maintenu sa décision de fixer le plancher à 1 milliard.

Mais ce n'est que le début de l'opération. La Constitution de la V^e République a institué le Conseil constitutionnel dont la fonction est de décider de la constitutionnalité ou non des lois que vote le Parlement. S'il déclare une loi non conforme à la Constitution, elle n'est pas applicable. Pour qu'il se saisisse d'une loi, il suffit que 60 députés ou sénateurs en fassent la demande.

Il est évident que l'avis du Conseil d'Etat prépare la saisine du Conseil constitutionnel. Favila, l'éditorialiste des *Echos* écrit le 22 septembre :

« Le seul contrat qui mérite d'être religieusement respecté c'est celui qui fonde notre Etat de droit, notre République. Or, l'invocation permanente d'une volonté populaire d'ailleurs mythique est une pratique dangereuse et qu'il va falloir surveiller. Répéter sans cesse : le peuple a tranché, c'est disqualifier la liberté de conscience des parlementaires — comme on l'a vu sur la peine de mort où les députés socialistes ont été priés de voter comme un seul homme. C'est jeter d'avance le discrédit sur les décisions d'annulation que pourrait sur telle ou telle loi prescrire le Conseil constitutionnel. »

Il va sans dire que le Conseil constitutionnel est composé exclusivement d'hommes du RPR et de l'UDF. Son président est l'ex-ministre de l'Intérieur, un des « barons » du RPR, Roger Frey.

Jusqu'à où la bourgeoisie va-t-elle mener cette bataille ? Dans l'immédiat, il est difficile de le dire. Il lui faut calculer les risques. Faire passer la loi sur les nationalisations par le Conseil constitutionnel, que le Parlement aurait votée, c'est risquer de faire exploser la crise du régime. Que ferait le gouvernement Mitterrand-Mauroy et, surtout, que feraient les masses ? En tout cas, la

bourgeoisie, par tous les moyens, fait pression sur le gouvernement Mitterrand-Mauroy pour le faire reculer le plus loin possible.

Le principal enjeu est politique

Mais pourquoi la bourgeoisie, sur cette question des nationalisations, s'oppose-t-elle si violemment au « projet » du gouvernement Mitterrand-Mauroy ? La bourgeoisie sait d'expérience combien certaines nationalisations peuvent lui être profitables. Outre les « indemnités », les nationalisations de 1936-1937 et celles de 1945-1947 ont été et sont toujours une source inouïe de profits pour elle. La plupart des entreprises publiques ont constitué des filiales et des sous-filiales en participation avec le capital privé mettant le capital de l'Etat au service du capital privé. Ainsi, Renault a 85 filiales et 186 sous-filiales, Elf Aquitaine a 85 filiales et 426 sous-filiales. Les entreprises nationalisées, leurs filiales et sous-filiales entretiennent, par leurs commandes, de multiples secteurs économiques. Par la médiation aussi bien des commandes que des ventes, des tarifs pratiqués, il y a un transfert constant de plus-value du secteur public au secteur privé. Il y a une osmose totale entre l'appareil d'Etat, l'appareil de direction des entreprises nationalisées, des banques et établissements financiers et les groupes capitalistes industriels et financiers. Enfin, les nationalisations nouvelles que le gouvernement Mitterrand-Mauroy projette n'ont-elle pas en compte l'objectif de surmonter les faiblesses organiques du capitalisme français et la crise économique ?

Certes ! Mais les nationalisations ont une signification générale : la faillite du mode de production capitaliste. Ce sont la négation de la propriété privée des moyens de production dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, même si c'est pour la sauver. Les capitalistes, la bourgeoisie, sont par principe contre les nationalisations, y compris lorsqu'ils s'en accommodent fort bien.

Le plus important, le décisif est cependant que cette vague de nationalisations intervient comme conséquence de la victoire politique que les masses ont remportée sur la bourgeoisie. Elles signifient qu'un gouvernement porté au pouvoir par un puissant mouvement de masse doit nécessairement pour essayer de résoudre la crise les mettre en cause.

Il y a un lien politique entre la victoire des masses et les nationalisations. Pour la bourgeoisie, c'est inacceptable. Elle sait que le moment actuel s'inscrit dans une première étape du développement de la lutte des classes. Les masses veulent aller plus loin. Elles iront plus loin. La bourgeoisie veut les faire refluer. A propos des nationalisations, elle mène une bataille politique, comme elle en

mène sur toutes les questions. Peut-être avec plus de force encore car il s'agit ici du principe même de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

A cela s'ajoutent d'autres considérations qui ne sont pas sans importance. Le plan économique de Mitterrand-Mauroy est totalement irréalisable. En 1945-1947, sous la protection de la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme US prenait littéralement en charge la reconstruction de l'économie capitaliste disloquée en Europe de l'Ouest et, ultérieurement, au Japon : multiples crédits, plan Marshall, accords de Bretton-Woods, constitution de multiples organismes économiques et financiers, Fonds monétaire international, Union des paiements européens, etc., etc. Dans ce cadre, la politique économique que les gouvernements d'après la Libération ont suivie en France, dans laquelle s'intégraient les nationalisations de 1945-1947, a été efficace du point de vue du capital.

Encore fallut-il que dès 1949-1950, l'économie permanente d'armements dont l'épicentre est aux USA se développe pour entraîner l'ensemble de l'économie capitaliste. Depuis, la gangrène a gagné le capitalisme US. Tout le mode de production capitaliste est entré dans une crise organique dont la conséquence, à plus ou moins longue échéance, sera la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail. Le capitalisme US, qui a concouru de façon décisive à la reconstruction du mode de production capitaliste, concourt actuellement de manière non moins décisive à sa dislocation. Le capitalisme français est convaincu de l'inevitable faillite de la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy qui ne fait qu'ajouter à ses difficultés et contradictions. Enfin, en exerçant une pression maximum, les capitalistes dont les groupes sont « nationalisables » veulent en tirer, du point de vue financier en tout cas, le maximum.

Le gouvernement Mitterrand- Mauroy recule

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy ne peut capituler ouvertement et totalement devant la pression de la bourgeoisie française et des bourgeoisies des autres grandes puissances capitalistes, en ce qui concerne les nationalisations, sans se liquider. Il y a un conflit. Aussi vient-il de décider la nationalisation de cinq groupes français (PUK, CGE, Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc), des groupes financiers Suez et Paribas et des banques françaises disposant de plus d'un milliard de dépôts (au total cela ferait 36 banques et, selon *Les Echos* avec leurs filiales 126 sur 396 banques inscrites opérant en France). En ce qui concerne Sidelor et Usinor, la prise de contrôle s'effectuera par la transfor-

mation des prêts de l'Etat en participation.

En même temps, le gouvernement Mitterrand-Mauroy recule. Il multiplie les avantages consentis au capital sur le plan économique, sous prétexte d'inciter à l'embauche, de compenser des charges sociales. En ce qui concerne les nationalisations, il vient d'annoncer que ce seraient les groupes et non leurs filiales et sous-filiales qui seraient nationalisés. Tous les groupes nationalisables sont finalement des holdings financiers qui détiennent des participations dans des filiales, lesquelles détiennent des participations dans des sous-filiales, quelquefois toutes les participations, majoritairement d'autres fois, et souvent minoritaires. C'est cela qui sera nationalisé.

Quant à Dassault-Bréguet et Matra, l'Etat prendra dans un premier temps 51 % de l'actionnariat de ces groupes. En ce qui concerne les participations industrielles et commerciales que détiennent les groupes Paribas et Suez, elles seront recédées dans un délai plus ou moins long au capital privé.

En d'autres termes, l'imbrication du capital public et du capital privé sera totale et, qui peut en douter, en faveur de ce dernier. Quant aux « indemnités », elles prendront en compte non seulement la cotation des anciens groupes en Bourse, mais encore leurs actifs et même les bénéfices que celles-ci ont réalisés au cours des années qui seront prises en compte pour déterminer la moyenne de cotation des actions de ces groupes. Les obligations remises en contre-partie des actions seront immédiatement négociables, c'est-à-dire que le « capital » argent qu'elles représentent sera immédiatement mobilisable auprès des banques et des établissements financiers. Mais, encore une fois, la bataille est politique et elle ne fait que commencer.

Le « Programme de transition », guide de la politique de l'OCI unifiée

La position de l'OCI unifiée est évidemment déterminée par rapport aux mouvements des masses et à leur mobilisation révolutionnaire en tenant compte de leur état d'esprit ainsi que le stipule le programme de fondation de la IV^e Internationale, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*. En ce qui concerne les nationalisations, nous combattons sur la ligne qui commande toute notre activité à l'étape actuelle. Les masses considèrent le gouvernement Mitterrand-Mauroy comme leur gouvernement, car il a accédé au pouvoir à partir du puissant mouvement politique qui s'est manifesté les 10 mai

(suite page 18)

Les nationalisations que le gouvernement Mitterrand-Mauroy projette



Le CIC, l'une des banques nationalisables : l'OCI lance le mot d'ordre de congrès des employés de banque, des établissements financiers et des assurances.

(suite de la page 17)

et les 14 et 21 juin. Mais ce gouvernement qui parle en leur nom, qui peut avoir de profonds conflits avec la bourgeoisie, n'en est pas moins un gouvernement de type Front populaire, c'est-à-dire un gouvernement de coalition des partis ouvriers (partis ouvriers-bourgeois) avec des organisations bourgeoises (même si elles sont squelettiques), constitué à partir du mouvement des masses mais pour le contenir et le faire refluer. C'est un gouvernement bourgeois qui défend l'Etat bourgeois, l'ordre bourgeois. La ligne de l'OCI unifiée ne saurait donc être dans ces conditions que celle du combat pour la rupture avec la bourgeoisie afin de faire surgir la contradiction entre les aspirations des masses et la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, sans oublier que, certes, la bourgeoisie veut se servir de ce gouvernement pour contenir les masses et les faire refluer, mais qu'il lui faudra finalement l'abattre et qu'elle entre nécessairement à chaque moment en conflit avec lui. L'exemple des nationalisations est démonstratif. La façon dont s'applique notre ligne est particulièrement claire en ce qui concerne les nationalisations. Le programme de fondation de la IV^e Internationale : *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* l'indique :

« Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires. (...) La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue propagandiste, sous sa forme générale, se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème. »

Aussi n'est-il pas nécessaire de faire de surenchère. L'OCI unifiée se prononce pour la nationalisation réelle des onze groupes que le gouvernement a désignés comme « nationalisables ». Elle réclame aussi que tout groupe qui contrôle des entreprises qui licencient ou déposent leur bilan (groupe Willot

par exemple) soit nationalisé, en mettant toutefois l'accent sur la réquisition immédiate et la garantie d'emploi assurée à tous les travailleurs.

En ce qui concerne la nationalisation de Paribas et de Suez et des 36 banques privées de dépôts, nous appliquons également strictement le programme, ce qui vérifie d'ailleurs sa brûlante actualité.

« L'impérialisme signifie la domination du capital financier. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes. »

Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seule l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. »

En revendiquant la nationalisation de toutes les banques, des établissements financiers, des assurances, le monopole public du crédit, une banque unique, l'OCI traduit fidèlement le programme.

Cette agitation est en effet inséparable de la nécessité d'un plan de production élaboré et appliqué en fonction des besoins des masses, rompant avec la logique de la loi du profit pour résoudre la crise.

Congrès des travailleurs des banques, des établissements financiers, des assurances

C'est en relation avec ces exigences que, ainsi que l'indique le programme, l'OCI repousse le rachat, les indemnités. Cet argent est nécessaire pour satisfaire aux revendications des masses, pour financer le plan, pour satisfaire les besoins des masses, en finir avec la

hausse des prix, le chômage, la crise. L'OCI reprend ce que Trotsky écrivait à propos du projet de plan mis en avant par le Comité confédéral national de la CGT :

« Le capital, c'est du travail accumulé par leur exploitateur (...) Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur (...) Le capitalisme a fait faillite. Il ruine la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple, ou si vous voulez, la confiscation ! »

De plus, que feraient les capitalistes de ces « indemnités » ? A nouveau de grasses et fructueuses affaires. Ils s'en serviraient pour spéculer, ruiner la monnaie, saboter toute mesure économique et politique qui ne leur conviendrait pas. Evidemment, il faut faire la différence entre petits et gros porteurs. Etablir rigoureusement ce qui peut être caractérisé comme petits porteurs et proposer que leurs actions deviennent des titres à pension.

La question décisive est la question du pouvoir politique : « L'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'Etat lui-même passe entièrement des mains des exploitateurs aux mains des travailleurs. »

La vague de nationalisations permet de mener l'agitation sur la nécessité de la rupture politique avec la bourgeoisie, y compris dans la composition du gouvernement. Dehors les ministres bourgeois, obstacles à une politique anti-capitaliste ! Mais c'est surtout dans le combat pour briser la résistance de la bourgeoisie que la question de l'Etat, de l'appareil dirigeant des entreprises nationalisées et nationalisables surgit et qu'une voie peut et doit être immédiatement ouverte aux masses pour se mobiliser et s'organiser : cette voie est celle du contrôle ouvrier.

C'est ainsi que l'OCI unifiée lance le mot d'ordre de Congrès des employés de banques, des établissements financiers, des assurances pour discuter des nationalisations, réaliser la publication des mouvements de banques, réaliser le contrôle des changes, chasser les anciens appareils dirigeants des entreprises nationalisées et nationalisables.

Cette agitation se lie entièrement à l'agitation pour en finir avec la V^e République et ses institutions, c'est-à-dire en fait avec l'Etat bourgeois.

N'est-ce pas ainsi que la voie doit être ouverte vers le gouvernement ouvrier et paysan ?

Le 24 septembre 1981
Stéphane Just

Un schéma Front

La libre discussion est l'un des instruments indispensables pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections. Parce que c'est ainsi qu'il l'entend, le Conseil général de la IV^e Internationale (Comité international) a décidé d'engager une discussion sur le front unique anti-impérialiste et le front unique ouvrier et, de plus, il a décidé de lui donner un caractère public, par le canal de *Correspondance internationale-La Vérité*.

Dans le n° 10-11, correspondant aux mois de juin-juillet, nous avons publié la transcription de l'intervention faite par Luis Favre au Conseil général. Le débat se poursuit à présent avec la contribution présentée par Andres Romero, également membre du Comité exécutif de la « IV^e Internationale (Comité international) ». *Correspondance internationale-La Vérité* continuera à publier les contributions que les membres de notre organisation internationale nous feront parvenir.

L'importance du débat

1.- Le conseil général a complété l'élaboration et l'approbation définitive des Thèses. Il a décidé en même temps d'ouvrir une discussion publique dans nos rangs sur la question du front unique anti-impérialiste. D'une manière générale, ces deux décisions ne sont nullement incompatibles. La « IV^e Internationale (Comité international) » est une organisation qui vit et qui se développe, ce qui implique naturellement que chacun de ses acquis politiques et organisationnels peuvent constituer le point de départ à des apports nouveaux, forgés à travers l'action pratique de nos militants et de nos sections comme dans la libre discussion. Cela étant dit, il est nécessaire de délimiter l'objectif précis et immédiat du débat abordé par l'intervention du camarade Luis Favre et publié dans *Correspondance internationale* numéros 10-11. C'est une intervention qui, nous devons le reconnaître, a le mérite d'être claire et conséquente, mais qui avance un ensemble d'affirmations plus que contestables et qui, si elles ne sont pas suffisamment clarifiées, pourraient semer une grande confusion sur l'interprétation même des Thèses.

a) l'un des points clés de l'intervention de Favre est probablement l'hypothèse selon laquelle, dans la mesure où le combat contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression de l'impérialisme est une tâche permanente du parti révolutionnaire, l'utilisation de la tactique du front unique anti-impérialiste avec les partis nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois doit, elle aussi, être permanente : « Dans le front unique anti-impérialiste, il ne s'agit pas simplement du moment où il y a un conflit avec l'impérialisme : la lutte contre la domination impérialiste du pays est permanente. » (1).

b) l'affirmation qui précède est étroitement liée à la caractérisation selon laquelle la bourgeoisie nationale, dans les pays arriérés et dépendants, est qualitativement différente de l'impérialisme : « Ce qui détermine l'existence de la bourgeoisie dans tous les pays du monde, ce sont les rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production. Mais dans ce cadre-là, il existe une différence qualitative entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux. » (2).

c) la logique de cette intervention est inflexible : de la nature particulière des bourgeoisies nationales, on passe à la défense passionnée des blocs ou des fronts avec les partis qui sont l'expression de cette bourgeoisie : « Dans le combat pour la résolution des tâches démocratiques bourgeoises, ce qui ne signifie pas toutes les tâches démocratiques, le parti du prolétariat peut lutter dans un bloc uni avec les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie » ; « dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le bloc avec une fraction de la bourgeoisie est possible... » (3).

d) en fait, Favre va beaucoup plus loin. Pour lui, par le biais de la lutte pour le front unique anti-impérialiste, on peut atteindre et maintenir l'indépendance de classe, avec comme seule condition le fait que nos partis ne renoncent pas à avancer la construction des soviets au moment opportun. En ce sens, le silence est plus éloquent que les mots, puisque pas une seule fois, il ne fait allusion à l'utilisation des tactiques du front unique ouvrier : « Le combat pour le front unique dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est donné par la lutte pour le front unique anti-impérialiste et pour

l'auto-organisation de la classe ouvrière (...). Notre politique systématique, c'est le front unique anti-impérialiste et l'organisation des masses à tous les niveaux pour ouvrir la voie aux soviets. » (4).

e) tout ce qui précède est synthétisé dans une formule : « Dans un schéma, on pourrait dire front unique anti-impérialiste et soviets. » (5).

f) Pour faire avaliser toute cette orientation, une série d'exemples est donnée, sur lesquels il est également important de s'arrêter : le PST argentin comme les organisations trotskystes du Pérou appliqueraient cette ligne, et, surtout, Trotsky en personne l'aurait défendue dans le cas de la révolution chinoise, durant laquelle il aurait lutté pour un bloc avec le Kuomintang. Par l'importance que Favre leur accorde et par les conclusions qu'il en tire, la tentative de faire de ces citations l'un des piliers centraux de toute son argumentation apparaît évidente. Mais c'est une tentative qui, nous le verrons, se révèle totalement infructueuse.

Combattre l'impérialisme est une chose, faire des blocs avec la bourgeoisie en est une autre, très différente

2.- Prétendre que, parce que nous devons combattre tous les jours l'impérialisme, la tactique du front anti-impérialiste doit être posée quotidiennement revient à dire que tous les rectangles sont des carrés puisque les carrés ont des angles droits. Il s'agit d'une assimilation totalement arbitraire.

La réalité, c'est qu'en général la lutte effective contre l'exploitation des grandes puissances et leurs monopoles ne passe pas par la réalisation de fronts avec les partis de la bourgeoisie nationale, mais par la mise en échec de la passivité ou de la collaboration ouverte à l'égard de l'impérialisme de la part des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises.

Il n'y a aucun doute que le principal ennemi du prolétariat, le premier responsable des terribles souffrances des masses (y compris la paysannerie et la petite bourgeoisie pauvres), c'est l'impérialisme. Les intérêts du grand capital impérialiste ne sont pas soutenus seulement par le potentiel militaire et économique des métropoles, mais également par le poids croissant de ces intérêts au sein même de nos pays, et par le contrôle hégémonique qui se maintient et s'accroît à travers des combinaisons et des alliances, avec tout ce que cela comporte de réactionnaire. C'est pour les révolutionnaires une nécessité et une obligation permanente que d'associer la lutte pour toutes les revendications des masses à la tâche centrale qui est d'en finir avec la domination et l'exploitation impérialistes.

Dans le long combat contre l'impérialisme, il est évident que nous devons être prêts à tirer profit des contradictions et des frictions qui surgissent entre l'opresseur impérialiste et ses agents ou ses petits associés, le patronat local et les couches privilégiées de la petite bourgeoisie. Nous devons savoir que de manière exceptionnelle, une fraction du patronat peut se voir obligée de lutter réellement contre l'impérialisme et que dans cet affrontement, nous luttons d'une manière inconsciente contre la bourgeoisie impérialiste. Pour ces cas-là, nous disposons de la tactique de l'unité d'action ou du front unique anti-impérialiste : nous sommes pour des accords pratiques et bien délimités pour avancer dans cette lutte.

Mais le problème est qu'en général, la bourgeoisie et ses partis ne luttent pas contre l'impérialisme. Le problème réside

erroné

unique anti-impérialiste et soviets

dans le fait que la préoccupation permanente des directions nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises est de contrôler et de démobiliser les masses, et de pactiser avec l'opresseur. Le problème c'est que, pour toutes ces raisons, l'orientation qui consiste à chercher à tout moment à réaliser un front ou un bloc avec la bourgeoisie nationale est une orientation destructrice. Trotsky l'expliquait de la manière suivante : « La bourgeoisie indienne, comme cela a déjà été signalé, veut d'un accord pacifique (avec l'impérialisme) et pas d'une lutte. La coalition avec la bourgeoisie amène le prolétariat à renoncer à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. La politique de coalition implique de temporiser, de nourrir de fausses attentes, de s'engager dans des manœuvres et des intrigues vaines. Cette politique a pour résultat d'installer inévitablement la désillusion parmi les masses ouvrières, tandis que la paysannerie tourne le dos au prolétariat et tombe dans l'apathie. La révolution allemande, les révolutions chinoise et espagnole ont toutes péri du fait de la politique de coalition. » (6).

La véritable nature de la bourgeoisie nationale et de ses partis

3.- Lénine et Trotsky n'ont eu de cesse de signaler que face à un conflit entre des pays impérialistes et des pays opprimés, nous devons lutter inconditionnellement contre la puissance impérialiste. Il en est ainsi parce que toute bataille contre l'impérialisme est progressiste indépendamment du fait qu'elle soit conjonctuellement dirigée par une direction non prolétarienne. En effet, la victoire d'une lutte de libération nationale amène avec elle l'affaiblissement de la bourgeoisie impérialiste et déclenche une crise qui facilite la lutte anticapitaliste de ses travailleurs, en même temps qu'elle rend possible un développement incomparablement supérieur de la lutte de classes dans la nation opprimée.

Rappelons la célèbre conversation dans laquelle le fondateur de la IV^e Internationale disait : « Nous établissons une stricte différence entre les pays bourgeois oppresseurs et ceux qui sont opprimés et nous pensons qu'il est de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux est une classe à demi-oppriée et à demi-dominante. » (7). Trotsky nous indiquait ainsi que même si les classes possédantes des pays arriérés s'associent avec les capitaux impérialistes pour exploiter les travailleurs, elles ne le font que

comme « petits associés » ; que leur développement comme classe et leur accès aux profits sont soumis aux diktats de l'impérialisme ; et que pour cela même des contradictions existent, dont nous pouvons et devons tirer profit.

Mais rien de tout cela ne signifie que la bourgeoisie nationale soit qualitativement différente de la bourgeoisie impérialiste. Au contraire, Trotsky avait bien pris soin de préciser au sujet de la bourgeoisie nationale que « la pression de l'impérialisme ne modifie pas, il est vrai, son caractère social de base, puisque l'opresseur et l'opprimé ne représentent que deux degrés de développement d'une même société bourgeoise. » (8). Et il avait tout spécialement mis en garde : « Il serait même d'une grande naïveté de croire qu'un abîme sépare ce que l'on appelle la bourgeoisie comprador c'est-à-dire l'agence économique et politique du capital étranger en Chine, et ce que l'on appelle la bourgeoisie nationale. Non, ces deux fractions sont incomparablement plus proches l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses des travailleurs et des paysans. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur, considérant les masses ouvrières et paysannes avec une hostilité croissante et devenant même de plus en plus disposée à conclure un compromis avec l'impérialisme. » (9)

Mais le plus important c'est la méthode qu'il nous a léguée : « La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est résolue par toute la structure interne des classes de la nation qui livre la lutte révolutionnaire, par l'époque dans laquelle se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui unit la bourgeoisie indigène avec l'impérialisme mondial dans son ensemble, ou à une partie de celui-ci et, enfin — et ceci est décisif — par le degré d'activité de classe du prolétariat du pays et par l'état de son union avec le mouvement révolutionnaire international. Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat peut la priver de toute ces possibilités. » (10) Décidément, Trotsky ne croit en aucune façon à l'existence d'une « qualité » spécifique de la bourgeoisie nationale sur laquelle fonder une politique ou une tactique systématique.

4.- Les organisations nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises se présentent comme les ennemis de l'insupportable domination et exploita-

tion étrangères. Le moment venu, ils utilisent un langage « socialisant » et ils peuvent même se prétendre marxistes-léninistes mais tout cela est destiné à étouffer le développement de la lutte des classes en se fondant sur un argument qui a fait ses preuves. « Venez sous notre direction pour résister à votre ennemi principal — disent-ils — et le reste viendra ensuite. » La plupart du temps leur anti-impérialisme n'est qu'un assemblage de mots creux pour distraire le peuple. Dans ces cas-là, loin de nous appliquer à les attirer vers la formation d'un bloc, nous les dénonçons et nous profitons de leur passivité pour démontrer, dans l'action même, que l'unique combattant anti-impérialiste conséquent, c'est le parti ouvrier révolutionnaire. Nous prenons en mains la tâche de souder, dans la lutte, l'unité du prolétariat avec toutes les couches misérables du pays.

Mais comme nous le savons déjà, il existe des moments exceptionnels pendant lesquels un parti nationaliste peut se voir amené à s'engager dans une lutte réelle. Comment pouvons-nous alors lui disputer la direction ? Il serait évidemment stupide de prétendre le discréditer en arguant du fait qu'il n'est pas pour le socialisme ou qu'il n'accepte pas la nécessité de la dictature du prolétariat, car les masses l'écourent, non parce qu'elles le croient trotskyste, mais parce qu'elles pensent que de tels courants s'affrontent réellement à la domination et à l'exploitation étrangères. L'unité d'action et le front unique anti-impérialiste sont, justement la tactique exceptionnelle pour ces moments exceptionnels : pour conquérir et occuper une place dans la bataille, en utilisant tout notre acharnement et notre capacité à faire que les coups assésés à l'impérialisme soient mortels. Et surtout, pour toiser les partis de la bourgeoisie nationale à l'aune de l'action anti-impérialiste en impulsant dans le même temps notre propre politique afin de détruire leur influence vis-à-vis des masses, et démontrer ainsi ce que seuls, nous, trotskystes, savons : qu'ils sont des inconséquents et des traîtres.

Mais cette tactique est particulièrement dangereuse et se transformerait en nœud coulant, si nous laissions subsister une quelconque ambiguïté sur le véritable caractère des organisations nationalistes. En s'appuyant sur l'expérience directe d'un parti qui, depuis plus de trente ans se construit au feu de l'action contre l'impérialisme et contre les manœuvres trompeuses du nationalisme bourgeois, un dirigeant du PST argentin a déclaré : « Pour nous, il n'existe pas de contradiction flagrante entre les con-

cepts d'"agents de l'impérialisme" et "mouvement nationaliste de masse". Au contraire, l'expérience historique a démontré qu'il existe un lien étroit entre eux et qu'en règle générale, tous les mouvements nationalistes sont condamnés à se transformer tôt ou tard en agents de l'impérialisme. Les exemples ne manquent pas : le péronisme en Argentine, le nassérisme en Egypte, le MNR en Bolivie et l'APRA au Pérou, le Kuomintang en Chine qui, dès 1927, s'est transformé en un sanguinaire agent de l'impérialisme. » (11)

Rien n'est plus erroné donc, que de faire de l'appel à la réalisation d'un front ou d'un bloc avec ces organisations une politique systématique. Nous le proposons ou nous l'acceptons uniquement quand celles-ci sont engagées dans une confrontation réelle, et même dans ces cas-là, nous restons en éveil pour détecter le moment exact où elles cesseront d'être progressistes, parce qu'affrontant l'impérialisme, et où elles se convertiraient en agents directs ou indirects de la collaboration.

Notre politique est de faire du prolétariat, et non du front anti-impérialiste, le chef de nation opprimée.

5.- La règle générale sur laquelle se fonde notre politique, continue à être celle qui s'était dégagée des leçons de la seconde révolution chinoise : « Pour réaliser ses tâches nationales fondamentales, la bourgeoisie — et pas seulement la grande, mais aussi la petite bourgeoisie — n'offre pas une force politique, un parti ou une fraction aux côtés desquels le parti pourrait résoudre les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Le problème de la conquête des paysans incombe désormais totalement au prolétariat et directement au PC. » (12) Il est vrai que la trahison systématique du stalinisme et de la social-démocratie, dans le cadre historique du pourrissement de l'impérialisme et de ses attaques à chaque fois plus violentes contre les masses, a créé une situation dans laquelle les directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises ont conservé leur influence de masse. Il est certain que sous la pression de la mobilisation, ces organisations peuvent non seulement s'engager dans des luttes réelles, mais qu'elles peuvent aussi aller plus loin que leurs projets de pression et de négociation vis-à-vis de l'impérialisme. Les Thèses ont profondément intégré cette expérience, mais elles nous rappellent également que la politique de ces organisations non-prolétariennes est toujours un frein et non une impulsion à la lutte révolutionnaire et qu'elles sont en permanence disposées à trahir leurs soi-disant objectifs nationalistes. C'est pour ces raisons que notre bataille systématique doit être de détruire leur influence et d'affirmer l'indépendance politique de la classe ouvrière.

L'indépendance politique des travailleurs ne signifie pas préconiser leur isolement : « Il existe un certain type de collaboration de classes que nous recherchons de toutes nos forces : la collaboration entre le prolétariat et la paysannerie pauvre, ainsi que la collaboration avec les couches les plus basses, les plus pauvres et plus opprimées de la petite bourgeoisie urbaine. Ce type de collaboration révolutionnaire entre les classes, qui peut seulement être menée à bien à condition de lutter sans hésitations contre la bourgeoisie nationale, transforme le prolétariat en véritable direction de la nation, si l'on entend par nation l'immense majorité des masses exploitées des villes et des campagnes, en opposition au bloc antinational des classes possédantes et de l'impérialisme. » (13)

Notre politique systématique ne met pas l'accent sur le but utopique et confusionniste des blocs ou des fronts avec la bourgeoisie, mais sur la lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. L'organisation des ouvriers en marge du patronat du pays et contre lui est un des apports majeurs pour la lutte effective contre l'impérialisme.

En relation avec cet objectif permanent de nos partis, nous disposons d'une tactique qui, de façon inexplicable, est totalement ignorée par Favre : la lutte pour le front unique des organisations ouvrières. Le front unique des organisations ouvrières. Le front unique ouvrier, que nous définirons, à l'instar de Trotsky, comme une tactique qui n'est ni artificielle ni occasionnelle car elle surgit des conditions objectives de la lutte, des classes qui impose au prolétariat la nécessité d'unir ses rangs contre la classe ennemie est par là même un instrument de la plus grande valeur pour avancer sur le terrain subjectif, en développant la conscience de classe. Il ne peut y avoir à ce sujet le moindre doute : le front ouvrier est totalement et absolument valable dans nos pays coloniaux ou semi-coloniaux et ne peut pas être remplacé par le front anti-impérialiste.

Les soviets ne sont pas l'aboutissement du front anti-impérialiste, ni un talisman pour la prise du pouvoir

6.- Dire que notre politique systématique est le front anti-impérialiste est erroné, mais insister en disant que c'est le « front plus les soviets » est pire encore.

En premier lieu, il nous faut préciser clairement que les soviets ne constituent ni l'aboutissement du FUA ni un accessoire que l'on pourrait, le moment venu, adjoindre au front anti-impérialiste, comme le suggère le schéma qui nous est proposé. Ce type d'organisation naît comme l'organe de lutte le plus souple et le plus large de la classe ouvrière, dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire alors que les couches de la classe qui traditionnellement ne sont pas organisées s'engagent dans le combat et que le rythme de la lutte s'accélère. Les soviets surgissent comme des conseils de députés ouvriers et c'est dans la mesure où leur force se développe et s'affirme qu'ils réussissent à intégrer ou plutôt à organiser sous leur direction les soviets de soldats et de paysans. Les soviets sont l'expression supérieure du front unique ouvrier, et pour cela même, parce que le prolétariat déploie toute sa force, ils peuvent entraîner les couches pauvres de la petite bourgeoisie en assurant son unité avec les ouvriers. C'est un contre-sens de concevoir les soviets comme des organismes de front unique avec la bourgeoisie ou comme des organismes qui soutiennent un bloc avec le patronat. Au contraire : « L'institution des soviets aurait eu pour fonction principale d'opposer les ouvriers et les paysans à la bourgeoisie du Kuomintang et à son agence, le Kuomintang de gauche (...). Le centre de gravité ne résidait

(suite page 20)



Le FOCEP. « Toute sa campagne... a eu une orientation de classe qui s'est concentrée dans son mot d'ordre le plus repris : "Pour un gouvernement sans partis bourgeois ni généraux !" »

- 1.- Luis Favre, « Sur le front unique anti-impérialiste », in *Correspondance internationale* numéro 10-11, juillet-août 1981.
- 2.- 3.- 4.- 5.- Ibid.
- 6.- Léon Trotsky, « L'Inde avant la guerre impérialiste », 1939. *Sur la libération nationale*, Ed. Pluma, p. 133.
- 7.- Léon Trotsky, « Ni Etat ouvrier, ni Etat bourgeois ? », 1937. *Sur la libération nationale*, Ed. Pluma, p. 43.
- 8.- Ibid.
- 9.- Léon Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline », 1927. *Léon Trotsky on China*, Monad Press, p. 161.
- 10.- Léon Trotsky, « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », 1928. *Staline, le grand organisateur de défaites*. Ed. El Yunque, p. 232.
- 11.- Nahuel Moreno, *Angola, la révolution noire en marche*, 1977, Ed. Pluma, p. 181.
- 12.- Léon Trotsky, « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », 1928, *op. cit.* p. 241.
- 13.- Léon Trotsky, « A propos de la déclaration des oppositionnels indochinois », 1930. *Sur la libération nationale*, *op. cit.* p. 7.



donc pas en une forme abstraite d'organisation mais en une ligne de classe. » (14)

En second lieu, il convient de rappeler qu'un organisme de ce type ne surgit pas parce que le parti considère un jour que le moment est venu de les convoquer. Le mot d'ordre des soviets n'est pas un talisman dont l'influence magique permettrait aux masses de prendre le pouvoir. Travailler « systématiquement » pour un bloc avec la bourgeoisie nationale, et prétendre ensuite « appeler » les soviets à prendre le pouvoir, a été ce que le Komintern de Staline-Boukharine a fait dans la Chine de 1927, avec le résultat prévisible d'une confusion et d'une défaite. Avec une telle méthode, on ne peut parvenir qu'à une tragique et grotesque parodie de l'insurrection bolchevique.

Enfin, quand on nous dit de manière aussi abstraite que, le moment venu, les soviets s'opposent à la bourgeoisie, il convient de demander à quel type de soviets il est fait allusion.

Le président du soviet de Pétrograd en personne disait : « Les soviets de Tsérétélli, ceux d'Otto Bauer et Scheidemann d'un côté, les soviets bolcheviques de l'autre ». Et il ajoutait : « Seuls les bolcheviques ont transformé les soviets en une arme pour la libération des masses opprimées » (15). Il faut dire que, bien qu'il est l'organisation de lutte la plus efficace, le soviet n'est pas en soi une garantie. L'histoire a montré plus d'une fois que l'organisation soviétique dirigée par une politique de collaboration de classes et de capitulation ouvrait la voie à la défaite et au renforcement de l'oppression impérialiste. Sans la lutte systématique des trotskystes contre tous les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, même les soviets sont impuissants. Un des exemples les plus récents que nous en ayons eu, nous a été fourni en 1971 par l'impasse à laquelle a été conduite l'Assemblée populaire de Bolivie, à cause justement de la capitulation des partis ouvriers (y compris les POR) face au nationalisme bourgeois du général Torres.

Trois exemples qui ne sont pas convainquants

7.- Favre a dit qu'en Argentine on peut voir un exemple indiscutable de lutte pour le front unique anti-impérialiste car là-bas, face à une journée de protestation appelée par un secteur du patronat, « le PST a appelé les ouvriers à faire grève avec les patrons. A l'appel du patron bien sûr, pas à l'appel des ouvriers. » (16)

Par chance — ou plus exactement parce qu'il a une politique correcte — l'action du PST a été et est radicalement différente. Son axe n'est pas de rechercher à faire un bloc avec un quelconque secteur bourgeois, mais de mener un travail systématique pour organiser indépendamment la force du mouvement ouvrier dans la lutte contre la dictature pro-impérialiste, et de dénoncer implacablement la collaboration des partis patronaux et du stalinisme avec le régime militaire. Et devant le cas cité de la journée de protestation convoquée en février par le CONAE (groupement patronal qui réclamait des rectifications de la politique économique), le PST a appliqué le sage principe léniniste de « frapper ensemble, mais marcher séparément ». Le PST a déclaré : « Quelles que soient les hésitations et les inconséquences du CONAE, les travailleurs et le mouvement ouvrier doivent profiter de la situation créée par la journée convoquée pour le 26 février et y participer avec leurs propres revendications et méthodes de lutte. Il est nécessaire de

transformer la journée du 26 en une grève générale de 24 heures qui soit le premier pas d'un plan de lutte qui débouche sur la grève générale (...). C'est pourquoi, nous, socialistes, nous appelons toutes les forces qui se réclament du mouvement ouvrier à impulser en commun l'organisation d'une grève nationale (...). L'unité des travailleurs que les dirigeants ont étouffé depuis des années peut se réaliser dans la lutte. » (17)

Au lieu d'un bloc avec la bourgeoisie, unité d'action et front unique ouvrier !

8.- Un autre exemple de front anti-impérialiste serait donné par le FOCEP au Pérou. Selon Favre, « nous avons constitué le FOCEP sur la base d'un programme délimité et précis qui mettait au centre la question de la lutte pour l'Assemblée constituante souveraine, pour jeter à bas la dictature militaire, et des revendications des masses ouvrières et paysannes. Sur cette base-là, nous étions disposés à faire un bloc avec n'importe qui. Si l'APRA était venue à notre local et avait dit : "Nous sommes d'accord pour faire ce bloc avec vous sur la base de ce programme", nous l'aurions accepté. » (18)

Un FOCEP avec l'APRA ! Nous ne pensons pas que les trotskystes péruviens auraient accepté de constituer une coalition électorale avec l'APRA. Mais s'ils l'avaient fait, l'obligation de la direction internationale aurait alors été d'exiger d'eux une rectification immédiate car ils se seraient agi d'un front populaire. .

Laissons de côté le fait évident que l'« exemple » est ridicule, car cela fait des dizaines d'années que l'APRA est un solide agent de l'impérialisme yankee ; ce qu'il est important d'éclaircir c'est que, même s'il s'était agi de la jeune APRA nationaliste d'il y a plus de 50 ans, nous nous serions refusé à une quelconque combinaison front-populiste avec elle.

D'autre part, le FOCEP était beaucoup plus qu'un front anti-impérialiste. Son importance majeure résidait dans le pas considérable qu'elle avait fait en direction de l'indépendance politique des travailleurs. Toute sa campagne, sous notre influence, a eu une orientation de classe qui s'est concentrée dans son mot d'ordre le plus repris : « Pour des listes ouvrières et paysannes, sans patrons. » Aurions-nous dû retirer ce mot d'ordre dans le cas hypothétique où une organisation nationaliste bourgeoise nous l'aurait demandé comme condition à son adhésion ? L'expérience même des organisations péruviennes, leur affrontement avec l'ARI nous indique que non.

Certains camarades pourraient penser qu'en fin de compte, cela n'a aucune importance car il suffit de donner au FOCEP un programme correct pour qu'aucun parti conciliateur ne l'accepte, ou qu'en proposant à l'APRA ou à d'autres de réaliser un bloc, nous permettons de les démasquer. Mais il n'en est pas ainsi. En premier lieu, les exemples de partis nationalistes qui acceptent des programmes très avancés abondent. Mais le plus grave serait que nous-mêmes nous jouions un rôle confusionniste.

Trotsky l'a magistralement expliqué : « Depuis longtemps, on dit que les accords strictement pratiques, qui ne nous engagent en aucune façon et qui ne nous créent aucune obligation politique, peuvent, si cela est avantageux à certains moments, être passés même avec le diable. Mais il serait absurde d'exiger en même temps que pour cette circonstance, le diable se convertisse totalement au christianisme, et qu'il utilise ses cornes en faveur des œuvres pieuses au lieu de s'en servir contre les ouvriers et les paysans. En posant de telles conditions, nous agirions, au fond, comme des avocats du diable et nous solliciterions de sa part qu'il nous permette d'être ses parrains. » (19)

9.- Il est évident que dans sa tentative de nous convaincre que le combat pour les tâches démocratiques bourgeoises ou pour une partie d'entre elles peut se réaliser dans un bloc avec les partis bourgeois, le principal argument de Favre est de présenter une longue citation de Trotsky, qui selon lui, lui donnerait raison.

Il serait aisé de démontrer avec une infinité d'autres citations que la préoccupation de l'auteur de *Bilan et perspectives de la Révolution chinoise* allait dans un sens opposé. Il serait aisé de le faire, mais telle n'est pas notre méthode. Nous répondrons en utilisant la même citation : « Il ne s'agit pas de rompre mais de préparer un bloc, non sur la base de la subordination mais sur celle de l'égalité réelle. Le KMT révolutionnaire n'est toujours pas né. Nous pensons que les communistes doivent militer à l'intérieur du KMT. Mais le Parti communiste peut fort bien se faire un allié petit-bourgeois révolutionnaire sans se prosterner devant le KMT à chacune des oscillations de ce dernier, en agissant au contraire franchement et directement, en son propre nom, sous son propre drapeau, en s'adressant aux ouvriers, en les organisant autour de lui, en montrant au KMT par l'exemple et par les actes ce que c'est qu'un parti de masse, en soutenant chaque pas en avant du KMT, et en démasquant impitoyablement chaque hésitation ou chaque pas en arrière, en créant une véritable base révolutionnaire au bloc avec le KMT sous la forme de soviets de députés ouvriers, paysans et soldats. C'est une sottise d'affirmer que l'opposition réclamerait l'"isolement" politique du Parti communiste (...). L'opposition réclame énergiquement le renforcement et le développement du bloc avec les éléments révolutionnaires du KMT, l'alliance de combat aussi étroite que possible entre les ouvriers et la population pauvre des villes et des campagnes, l'orientation sur la dictature révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie des villes. »

Il suffit de lire avec attention pour comprendre que ce que dit Trotsky est le contraire de ce que pense Favre. Trotsky affirme qu'aucun Kuomintang révolutionnaire n'est né ; que si le PCC agissait avec détermination, en avançant son programme et en organisant les ouvriers, il pourrait entraîner les masses petites bourgeoises vers le camp révolutionnaire car, pour l'atteindre, il n'a pas besoin de la couverture du Kuomintang ; qu'il doit appuyer les pas positifs du parti bourgeois et démasquer ses hésitations et ses trahisons ; qu'en faisant tout cela, les soviets des ouvriers, des soldats et des paysans pourraient se constituer, un « bloc » s'établissant sous cette forme, il pourrait permettre aux masses petites bourgeoises influencées par le Kuomintang d'y participer. Nous voyons aussi que Trotsky parle d'un bloc avec « les éléments révolutionnaires » ce qui est une manière de gagner quelques éléments, mais il ne propose aucun front au Kuomintang en tant que tel.

A ce point de notre exposé, il serait légitime que des camarades nous accusent d'interprétations abusives et nous rappellent que la clarté du fondateur de la IV^e Internationale rend superflu tout « déchiffrement » de ses messages. Mais il y a à cela une explication politique. Favre a utilisé un texte de mai 1927 dans lequel Trotsky avait dû faire des concessions à Zinoviev et à la majorité de l'Opposition unifiée, qui s'opposait à la rupture avec le Kuomintang. De nombreuses années plus tard, Trotsky affirma qu'il était convaincu que ces concessions avaient été une erreur, mais l'« erreur » en tous cas dura peu de temps.

Déjà en juin 1927, Trotsky mettait les points sur les I, en expliquant : « Les faits nous ont montré que le Parti communiste avait perdu trop de temps dans le Kuomintang, et que notre Parti et le Komintern avaient été trop occupés par cette question, mais un appel ouvert au retrait du KMT aurait davantage aiguë les contradictions au sein de notre parti. Nous avons formulé les conditions pour que le PCC reste dans le KMT et qui — si ce n'est sur le papier, au moins dans la pratique — excluaient essentiellement la possibilité que le PCC puisse rester dans l'organisation du KMT pour une longue période. Nous avons de cette manière essayé de trouver une formule transitoire pouvant devenir un pont afin que notre comité central puisse s'en servir pour passer de son cours erroné à un cours correct. Nous avons posé cette question pédagogiquement et non pas politiquement. Comme souvent dans des cas semblables, c'est devenu une erreur. Tandis que nous étions occupé à essayer d'éclairer une direction dans l'erreur, nous avons sacrifié la clarté politique par égard à la place qu'elle occupait (...). Notre erreur a consisté dans la manière pédagogique avec laquelle nous avons atténué, adouci et émoussé notre position sur la question fondamentale. Cela ne nous a rien rapporté, si ce n'est des conséquences négatives pour nous : le flou de notre position, une protestation défensive et un retard par rapport aux événements. Nous avons mis fin à cette erreur en lançant un appel ouvert pour le retrait immédiat du Kuomintang ! » (20)

Dernière précision enfin, pour éviter de faux débats : toutes les fois où Trotsky a parlé de « bloc », il le faisait dans un sens très précis. Pour Trotsky : « L'unité d'action en particulier pour des actions communes à court terme est une chose, mais la capitulation devant la bourgeoisie sous la forme d'un "front unique" permanent comme le front populaire français en est une

autre. Ce sont des choses complètement différentes. » (21). Il disait également : « Nous n'avons jamais nié la nécessité d'un bloc militaire entre le Parti communiste et le Kuomintang. Au contraire, nous avons été les premiers à le proposer. Nous avons cependant exigé que le PC conserve sa totale indépendance politique et organisationnelle, c'est-à-dire, que pendant la guerre civile contre les agents intérieurs de l'impérialisme comme dans la guerre nationale contre l'impérialisme étranger, la classe ouvrière, tout en demeurant sur la ligne de front de la lutte militaire, prépare le renversement politique de la bourgeoisie. » (22)

En guise de conclusion

La thèse XXIII sur « Front unique ouvrier et front unique anti-impérialiste », déjà intégrée à nos bases programmatiques par la Conférence mondiale et le conseil général, aborde de façon satisfaisante et précise presque tous les points traités dans cette discussion. Cette thèse met en évidence que le front anti-impérialiste, loin d'être notre politique « systématique », « ne peut être que circonstanciel et limité dans le temps. Sa prolongation au-delà des circonstances qui ont justifié sa réalisation implique une adaptation au nationalisme bourgeois et la subordination du prolétariat à la bourgeoisie nationale. »

Elle insiste également sur l'importance du front unique ouvrier et du soviet comme sa forme la plus élevée, car « la révolution prolétarienne dans les pays dominés qui seule résoudra les questions démocratiques et nationales ne peut se faire qu'à la condition que le prolétariat conserve sa totale indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie. »

Justement, la première conclusion que je veux mettre en évidence, c'est que les Thèses adoptent une attitude de principe correcte qui doit être conservée à tout prix.

Au contraire, il apparaît évident que les affirmations et l'orientation générale avancée par le camarade Favre dans son intervention au Conseil général (et adressée à tous les militants par le canal de *Correspondance internationale*) jette des doutes et par moments entre en contradiction flagrante avec ce qui est dit dans les Thèses. Doutes d'autant plus graves qu'ils sont avancés par l'un des dirigeants de la IV^e Internationale (Comité international) qui, précisément, a le plus contribué à la rédaction de notre document programmatique.

Enfin, si les positions de Favre dans cette intervention avaient été développées jusqu'au bout et soutenues comme elles ont été exposées, nous nous trouverions face à un « corps » théorique et politique très peu adapté à toute la tradition théorique et pratique de notre mouvement. J'ai ici inclus un nombre considérable de citations de Trotsky lui-même dans le but de mettre cela en évidence. Car la ligne rouge que suit la trajectoire des militants de la IV^e Internationale, la lutte à mort contre le front populaire est aussi d'une brillante actualité dans les pays soumis à l'impérialisme, bien que dans ces pays, elle se travestisse en fronts « anti-impérialistes » ou « nationaux ». Parce que si nous laissons cela de côté, la théorie même de la révolution permanente serait remise en question.

Je veux préciser pour finir que par cette contribution, je n'ai pas voulu remettre en cause la trajectoire personnelle et politique du camarade Favre. Bien au contraire, car je crois sincèrement que son intervention n'est pas en accord avec elle.

Andrés Romero

- 14.- Léon Trotsky, « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », *op. cit.* p. 264.
- 15.- Léon Trotsky, « Staline et la révolution chinoise », 1930. In *Léon Trotsky on China*, *op. cit.* p. 469.
- 16.- Luis Favre, « Sur le front unique anti-impérialiste », *Correspondance internationale* n° 10-11.
- 17.- Déclaration du Parti socialiste des travailleurs d'Argentine, tract imprimé et distribué en février 1981.
- 18.- Luis Favre, *Correspondance internationale* n° 10-11.
- 19.- Léon Trotsky, « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », *op. cit.* p. 229.
- 20.- Léon Trotsky, Lettre à l'Opposition unie, 1927. In *Léon Trotsky on China*, *op. cit.* p. 249.
- 21.- Léon Trotsky, Discussions avec H. R. Isaacs, 1935. *Léon Trotsky on China*, *op. cit.* p. 541.
- 22.- Léon Trotsky, « Sur la guerre sino-japonaise », *ibid.* p. 571.

Face à un nouvel anniversaire du coup d'Etat de Pinochet

La leçon de septembre

Pour les travailleurs, pour les masses populaires, le 11 septembre n'est pas seulement l'occasion de faire un bilan des dommages commis par la dictature, c'est aussi la date qui commémore la plus grave défaite que le mouvement ouvrier chilien ait connue depuis l'aube de son histoire.

Il est certain que c'est la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme US qui ont manœuvré leurs pions en uniforme et qui nous ont infligé cette défaite. Mais sont-ils les seuls responsables de notre défaite ? Ils sont nos ennemis naturels, de toujours, et seuls quelques faussaires intéressés nous ont présenté les généraux comme « constitutionnalistes » (respectueux de la Constitution) et la Démocratie chrétienne comme un « allié potentiel ».

La défaite n'a pas simplement été le produit de la faiblesse des masses populaires. Les masses, le mouvement ouvrier, ont été capables de briser la grève des patrons d'octobre 1972, ils ont été capables de créer une immense mobilisation, d'organiser l'approvisionnement, de commencer à construire les cordons industriels, ces embryons du véritable pouvoir ouvrier et populaire. Les masses ont fait preuve d'un esprit de lutte considérable, d'un élan puissant pour détruire à la racine cet ordre d'injustice et d'oppression, pour en finir une fois pour toutes avec l'impérialisme US.

Ce qui pourtant a manqué, c'est une direction ouvrière révolutionnaire, un parti révolutionnaire. Pire encore, les directions reconnues alors par le mouvement ouvrier, le Parti communiste et le Parti socialiste, se sont protégées derrière l'appareil du gouvernement, ont contenu les travailleurs à partir de là et les ont empêché d'asséner des coups mortels à cet instrument d'oppression qu'est l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Les travailleurs ont exigé qu'ils passent outre les lois et la justice de classe. Le gouvernement d'Unité populaire s'y est refusé. Les travailleurs ont exigé de réprimer les putschistes, de s'en charger eux-mêmes. Le gouvernement d'Unité populaire a refusé. Les travailleurs et les masses populaires ont exigé la dissolution du Parlement, cette barricade de la réaction. Le gouvernement d'Unité populaire a refusé, comme il refusa aussi de donner les armes aux travailleurs qui l'avaient exigé.

Ainsi le gouvernement d'Unité populaire a protégé de son corps, au nom des travailleurs, cet appareil d'Etat que les travailleurs luttèrent pour détruire afin de conquérir réellement le pouvoir. Et tandis que le gouvernement de l'UP agissait de la sorte, la contre-révolution militaire se préparait dans le cocon que le gouvernement mettait à la disposition des forces armées « constitutionnalistes ».



Le gouvernement d'Unité populaire a protégé de son corps, au nom des travailleurs, cet appareil d'Etat contre lequel les travailleurs luttèrent pour le détruire afin de conquérir réellement le pouvoir. Et tandis que le gouvernement de l'UP agissait de la sorte, la contre-révolution militaire se préparait.

C'est pourquoi, les directions du PC et du PS sont responsables de la défaite que les masses travailleuses chiliennes ont subie. Rien ne pourra effacer ce fait, qu'ils tentent de taire aujourd'hui et dont ils n'ont rien voulu apprendre. Le 11 septembre 1973, les travailleurs ont été défaits parce qu'il n'existait pas un parti ouvrier révolutionnaire capable de diriger avec audace et conscience les travailleurs sur le chemin qu'eux-mêmes étaient en train de tracer par leurs luttes et leurs aspirations, le chemin de leur propre pouvoir, le chemin vers un Gouvernement ouvrier et populaire qui puisse enfin balayer l'impérialisme et les patrons.

C'est pourquoi la principale leçon que nous fait tirer cette douloureuse expérience est celle de la nécessité de construire dès aujourd'hui un parti

ouvrier révolutionnaire, un parti sans aucun compromis avec les patrons et les exploités, un parti uniquement et exclusivement guidé par les intérêts des travailleurs. Ce parti surgira — et il commence déjà à surgir — dans la lignée des meilleures traditions de lutte du mouvement ouvrier chilien, en reprenant le chemin que celui-ci a parcouru depuis le parti de Recabaren jusqu'à la construction des cordons industriels.

Ce parti surgira également en s'appuyant sur les avancées de la classe ouvrière mondiale, sur la ligne internationaliste prolétarienne même de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, dans le combat pour reconstruire la IV^e Internationale. Et c'est à cette tâche historique, dont dépend la future victoire des travailleurs que nos organisations consacrent toute leur énergie.

Nous n'obtiendrons rien si nous tentons de nous masquer la réalité, la dictature paraît solide, elle est chaque jour plus agressive, et les masses ne savent pas encore comment répondre ; les groupes économiques, les patrons promulguent des lois qui dépouillent les travailleurs des dernières conquêtes qu'ils possédaient, ils cherchent à détruire les syndicats, ils menacent et poursuivent les dirigeants syndicaux ou ceux du mouvement populaire. La dictature affronte aujourd'hui une grave crise économique, mais sa panacée est : réprimer encore plus les travailleurs, fermer tous les canaux par lesquels pouvait s'exprimer une opinion contraire au régime et au modèle économique, pressurer toujours plus les travailleurs pour qu'ils paient une fois encore les crises que le capitalisme a engendrées.

Il est certain que cette crise amène la dictature à s'isoler de nouveaux secteurs de la bourgeoisie. Il est certain qu'elle lui ferme pratiquement toute possibilité de pouvoir compter ne serait-ce que sur un pseudo-dirigeant syndical en sa faveur. Il est certain que la haine des masses s'accroît proportionnellement à la répression des libertés, des militants qui luttent contre la dictature, dans la mesure où la misère et le chômage sont à leur comble. Il est certain aussi qu'il ne reste plus à la dictature d'autre recours politique que la force brutale, et c'est en cela que réside le « génie politique » de Pinochet que les plumeux de la dictature célèbrent.

Mais tant que le mouvement ouvrier et populaire n'avancera pas dans sa reconstruction, tant qu'il ne réalisera pas son unité, la dictature continuera à faire ce qu'il lui plaît à elle, aux patrons et à l'impérialisme.

Mettre un terme à tant d'injustices, mettre un terme à la misère, à la répression, aux licenciements, telle est la signification que revêt aujourd'hui la lutte contre la dictature. Une chose est sûre, nous ne pouvons pas conquérir les libertés en les mendiant à la dictature, ni en cherchant à trouver un arrangement avec elle. Il est nécessaire que le peuple chilien se débarrasse de la dictature, qu'il la mette à bas, qu'il en finisse avec Pinochet et ses acolytes.

Face à tout l'arbitraire et à la répression de la dictature, l'heure a déjà sonné

pour les travailleurs, les masses populaires, de faire entendre leur voix. Il est nécessaire de commencer à nous mobiliser dans l'unité, pour lutter pour une Assemblée constituante souveraine qui puisse nous permettre de nous exprimer en toute clarté, sans la tutelle de ceux qui aujourd'hui sont nos bourreaux, pour que le peuple puisse décider à sa guise de son destin.

Telle est la tâche centrale de l'heure, reconstruire notre force, reconstruire nos organisations, reconstruire notre unité syndicale, l'unité des paysans, des étudiants et du peuple, avec un seul but commun : renverser la dictature, convoquer une Assemblée constituante souveraine. C'est ce chemin qui nous permettra, dès à présent, d'arrêter le bras de l'offensive dictatoriale contre la santé, l'éducation, la Sécurité sociale et l'emploi.

C'est ce chemin qui, demain, nous permettra de mettre en place notre propre gouvernement, un gouvernement ouvrier et populaire. C'est parce que nous luttons pour cela que nos organisations s'unifient aujourd'hui, pour accomplir la tâche indispensable de forger le parti ouvrier révolutionnaire. Nous vous invitons à nous rejoindre pour construire avec nous l'organisation trotskyste unifiée.

- Pour transformer la plate-forme nationale du CNS (Conseil national des syndicats) en plate-forme unique des travailleurs chiliens !
- Arrêt de l'offensive contre l'emploi ! Pour un front syndical unique contre les licenciements !
- Liberté pour A. Guzman et M. Bustos !
- Pour le retour inconditionnel de Briones, Jerez, Cantuarias, Castillo et tous les exilés !
- A bas le plan du travail !
- Pour la reconstruction de la CUT !
- A bas la dictature militaire !
- Pour une Assemblée constituante souveraine !

Gauche socialiste
Ligue ouvrière bolchevique
septembre 1981

Note : ce texte est le dernier chapitre du Manifeste du 11 septembre, document marquant le point culminant de la marche à une organisation unifiée.

« Nous comptons avec l'optimisme révolutionnaire »

« Notre union est basée sur les principes, sur l'identité d'objectifs, sur la certitude tenace que nous sommes en train de construire le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière et les masses exploitées ont besoin pour prendre le pouvoir, c'est-à-dire que nous avons à notre actif l'optimisme révolutionnaire pour construire la section chilienne de la "IV^e Internationale (Comité international)" ». C'est par ces paroles pleines de conviction et d'enthousiasme, en dépit des persécutions de la dictature de Pinochet, que les camarades de la Ligue ouvrière bolchevique et de la Gauche socialiste se sont fondus en une seule organisation.

L'unification a été l'aboutissement de six mois de discussion et s'est effectuée formellement le 15 septembre par l'intégration de l'ensemble des militants de la LOB dans les rangs de la Gauche socialiste, section chilienne de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Dans la résolution souscrite par les directions des deux organisations a été précisée la solide base qui a permis la fusion : l'approbation unanime par les militants de la LOB des Thèses programmatiques de la « IV^e Internationale (Comité international) », et, au plan national, des manifestes conjoints des

1^{er} mai et 11 septembre. Il existe une caractérisation commune de la période de la lutte des classes et des tâches centrales qui en découlent : « Les tâches démocratiques et celles qui touchent aux revendications pour la défense du niveau de vie des masses, qui sont au premier plan et qui se traduisent par les mots d'ordre : A bas la dictature ! Pour une Assemblée constituante libre et souveraine !, ainsi que la lutte pour l'unité des travailleurs sur la base de leur indépendance politique, pour leur centralisation et pour la reconstruction de leur organe de lutte, c'est-à-dire la Centrale unique des travailleurs. Dans ce but, nous appelons à la

réalisation de la politique de front unique ouvrier de la part des directions des travailleurs et plus spécialement des directions du Parti communiste et du Parti socialiste. »

Les camarades précisent que « cet accord ne fait que refléter et emboîter le pas à la marche à l'unité du trotskysme sur une base de principe depuis l'apparition du Comité paritaire et de la constitution par la suite de la "IV^e Internationale (Comité international)" » et ils ajoutent que « pour le Chili, ce fait constitue un exemple et un pas en avant qualitatif, si l'on tient compte des luttes et des divisions qui ont caractérisé l'histoire du trotskysme dans notre pays ».

La déclaration des camarades mérite que nous y apportions une modification : le pas qui a été franchi ne constitue pas un exemple et un pas en avant pour le Chili seulement, mais pour le trotskysme dans son ensemble.

Premier congrès de Solidarité

Un appel à la lutte

Au moment même où nous écrivons ces lignes, les délégués qui avaient déjà participé du 5 au 10 septembre à la première partie du congrès de *Solidarité* sont à nouveau réunis dans la banlieue de Gdansk pour une seconde session qui devrait durer une quinzaine de jours.

Qu'attendent d'eux les travailleurs polonais ?

Ce sont peut-être les ouvriers typographes d'Olstyn et de Rzeszow qui, dans les faits, l'ont le mieux exprimé. Ainsi, tandis qu'ils étaient en grève illimitée depuis près de deux semaines et que la condamnation de leur mouvement par Walesa comme le voyage spécialement effectué par Jacek Kuron pour les convaincre de reprendre le travail étaient restés sans effet, on apprenait le 5 septembre que ceux-ci cessaient leur mouvement. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient décidé d'effacer leur lutte isolée et particulière devant l'appel à une bataille généralisée qu'ils attendaient du congrès de leur syndicat.

De même, il faut savoir qu'à la suite de la première session de ce congrès, nombreuses sont les régions de Pologne où la base de *Solidarité* a demandé et obtenu l'organisation de réunions extraordinaires avec ses délégués afin de leur répéter ce qu'elle attendait de ce congrès et de les mandater précisément à cet effet, ce qui n'avait pas été le cas lors de leur élection.

Des espoirs et des exigences à la hauteur de ce que représente *Solidarité*. En effet, comme son congrès a été une fois de plus l'occasion de le confirmer, le syndicat rassemble près de dix millions d'adhérents. 9 447 000 très exactement. Aucune autre structure ou organisation ne peut supporter la comparaison, et aujourd'hui, *Solidarité* constitue

bel et bien l'instrument dont les masses polonaises cherchent à se servir pour mener à bien la révolution dans laquelle elles se sont engagées.

Dès son ouverture ou presque, la première session du congrès de *Solidarité* a pris la physionomie qui allait rester la sienne jusqu'à la fin.

L'un des premiers points de l'ordre du jour était constitué par la question de savoir s'il fallait ou non laisser la télévision polonaise entrer dans le gymnase où se tenait le congrès, alors que celle-ci avait constitué l'un des plus puissants relais à la campagne de calomnies contre les ouvriers à laquelle s'était livrée la bureaucratie durant les dernières semaines et tandis qu'elle avait avec constance refusé aux travailleurs d'exercer tout droit de réponse. Introduisant la discussion sur ce point, le responsable national des relations de *Solidarité* avec la presse présentait deux possibilités : ou ne pas laisser entrer les caméras de la télévision, ou ne leur permettre de filmer que ce que le congrès aurait décidé.

Alors que celui-ci ne cachait pas sa préférence pour la deuxième solution, un délégué, précisément élu par les travailleurs de la radio-télévision, lui demandait : « *Quelle garantie possédons-nous de ce que la télévision ne déformera pas le sens de notre réunion ?* » Force était de lui répondre aucune et la cause était alors entendue. Lors du passage au vote, le président de séance n'a même pas eu le temps de lire les deux motions résumant les positions en présence. A peine avait-il présenté la première que tout le monde s'était levé et applaudissait à tout rompre. Au milieu de l'enthousiasme général, le congrès de *Solidarité* venait de proclamer sa

combativité et sa fermeté face au gouvernement polonais.

Elections libres...

Loin d'avoir brûlé comme un feu de paille, cette résolution n'a fait au contraire que se confirmer tout au long des débats. L'un des témoignages les plus éclatants qui en a été donné réside dans la *Déclaration finale* en sept points votée le jeudi 10 (voir ci-contre). Parmi ceux-ci, deux revendications sont notamment de la plus haute importance. Celle de l'organisation d'« élections libres à la Diète et aux conseils du peuple » (des assemblées régionales - NDLR) et celle de la « réforme de l'économie par la création de conseils d'autogestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la Nomenklatura du parti ».

Certes, nous, trotskystes, pensons que ni le Parlement polonais actuel, ni par voie de conséquence les espèces de petites Diètes locales que constituent les conseils du peuple ne peuvent être maintenus en place. Nous nous rallions totalement à ce que déclare à ce propos la *Charte des droits du peuple polonais* publiée par le PSPP (Parti socialiste polonais du travail) : « *La Diète n'a aucun pouvoir, elle n'est que l'émanation du parti unique. Elle ne représente pas le peuple. Seule une Assemblée constituante nationale, élue au suffrage universel direct, proportionnel, égal et secret peut et doit rendre tous les pouvoirs au peuple, seule garantie de la souveraineté et de la légalité démocratique.* » (reproduite dans *Correspondance internationale* n° 7).

Toutefois, la revendication d'élections démocratiques adoptée par le congrès de *Solidarité* constitue un immense pas en avant. Peut-il en effet y avoir des élections libres sans liberté pleine et entière d'opinion et d'organisation, sans légalisation de tous les partis politiques déjà existants et à créer ? De même, une telle revendication remet directement en cause le monopole du pouvoir par le POUP. Comment en effet les élections pourraient-elles être libres tandis que le gouvernement resterait — de droit divin ? — la propriété du seul parti de la bureaucratie.

... et autogestion

Autogestion. Le terme incite à la méfiance car c'est sous cette étiquette que le POUP et l'aile la plus droitière de *Solidarité* essaient d'intégrer le syndicat ouvrier à la direction des entreprises, de le disloquer et de lui faire partager la responsabilité de la famine et de la pénurie. N'était-ce d'ailleurs pas Edward Skrzypczak qui, le 1^{er} septembre, devant le plénum du comité central du POUP, déclarait : « *L'autogestion, au début, ce sera le chômage, les problèmes d'alimentation, la baisse des salaires.* » (cité par *IO* du 12 septembre). Et Walesa de surenchérir : « *Une entreprise véritablement autogérée ne fera pas grève puisqu'elle nuirait du même coup à ses intérêts.* » (*ibid.*).

Toutefois, « autogestion » c'est aussi le nom par lequel les travailleurs désignent aujourd'hui en Pologne leur volonté de faire passer les entreprises sous leur contrôle et d'en chasser la bureaucratie. C'est par exemple en son nom qu'à la compagnie d'aviation polonaise, la LOT, ils ont préparé fin juillet la

grève pour imposer au gouvernement le directeur qu'ils avaient eux-mêmes choisi, et qu'ils ont gagné.

De même, c'est également dans cette optique que la section de *Solidarité* de l'aciérie silésienne Huta-Katowice a récemment organisé parmi les ouvriers de l'entreprise un référendum dont les questions étaient notamment : « 1) *J'estime que le directeur devrait suivre les opinions de la majorité du personnel OUI — NON... 2) Le directeur, M. Bednarczyk, devrait rester à la tête de notre entreprise OUI — NON... 3) La "charrette" doit être avancée : pour la direction OUI — NON, pour la direction de Solidarité OUI — NON.* » (1)

A l'évidence, c'est de cette autogestion-là qu'il s'agit dans la *Déclaration finale* de la première session du congrès de *Solidarité* et non pas de celle dont le gouvernement polonais et ses fidèles soutiens espèrent qu'elle parviendra à cesser le mouvement des travailleurs et leur faire perdre toute indépendance de classe. Il suffit de la lire attentivement pour s'en convaincre : en même temps qu'elle avance la nécessité de « conseils d'autogestion authentiques », elle lance le mot d'ordre de « liquidation de la Nomenklatura du parti ». Or, après être tout d'abord apparu en URSS, le terme de *Nomenklatura* désigne maintenant dans l'ensemble des « démocraties populaires » la liste des emplois de responsabilité auxquels c'est le parti et lui seul qui désigne ceux qui doivent les occuper.

De la façon la plus nette que soit, les travailleurs polonais ont donc ainsi posé la question de savoir qui doit diriger l'entreprise, qui doit contrôler l'économie. Et contre la bureaucratie, ils postulent à cette direction.

A tous les travailleurs des pays de l'Est

Aussi radicaux et aussi révolutionnaires toutefois que soient ces deux revendications d'« élections libres » et de création de « conseils d'autogestion authentiques », il est une autre décision du congrès de *Solidarité* qui est à nos yeux plus importante encore : celle de lancer un message aux travailleurs d'URSS et des autres « démocraties populaires » qui déclare notamment : « *Nous soutenons ceux d'entre vous qui ont décidé de suivre la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre.* » (voir ci-contre le texte intégral).

Nombreuses sont les voix qui en Pologne comme ailleurs se sont élevées pour critiquer l'envoi de ce *Message* et n'y voir qu'une « dangereuse provocation à l'égard du Kremlin ». La presse occidentale s'est notamment distinguée et seule a manqué la traditionnelle accusation de « trotskysme ». Pour une fois, celle-ci aurait pourtant été justifiée — indépendamment de la conscience qu'ils peuvent en avoir, cette décision des ouvriers polonais s'inscrit pleinement dans la perspective de révolution permanente dont la IV^e Internationale a fait l'axe de son programme, c'est-à-dire de travail incessant d'extension internationale de l'organisation des travailleurs et de la révolution comme seule condition de leur victoire.

Loin d'affaiblir en effet *Solidarité*, ce *Message* aux ouvriers des

pays de l'Est renforce au contraire de façon décisive la position des travailleurs polonais face à la bureaucratie, et au premier chef devant le Kremlin. Alors que les menaces d'intervention militaire en Pologne sont constantes et que durant le congrès même de *Solidarité* de nouvelles manœuvres militaires ont eu lieu, à quoi revient-elle en effet ? A opposer, à la coalition des régimes bureaucratiques dans un pacte de Varsovie qui s'est déjà illustré en 1968 par l'intervention en Tchécoslovaquie, la coalition internationale des ouvriers, et à reprendre le cri qui, depuis les révolutions européennes de 1848, a été celui de tous les travailleurs révolutionnaires : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

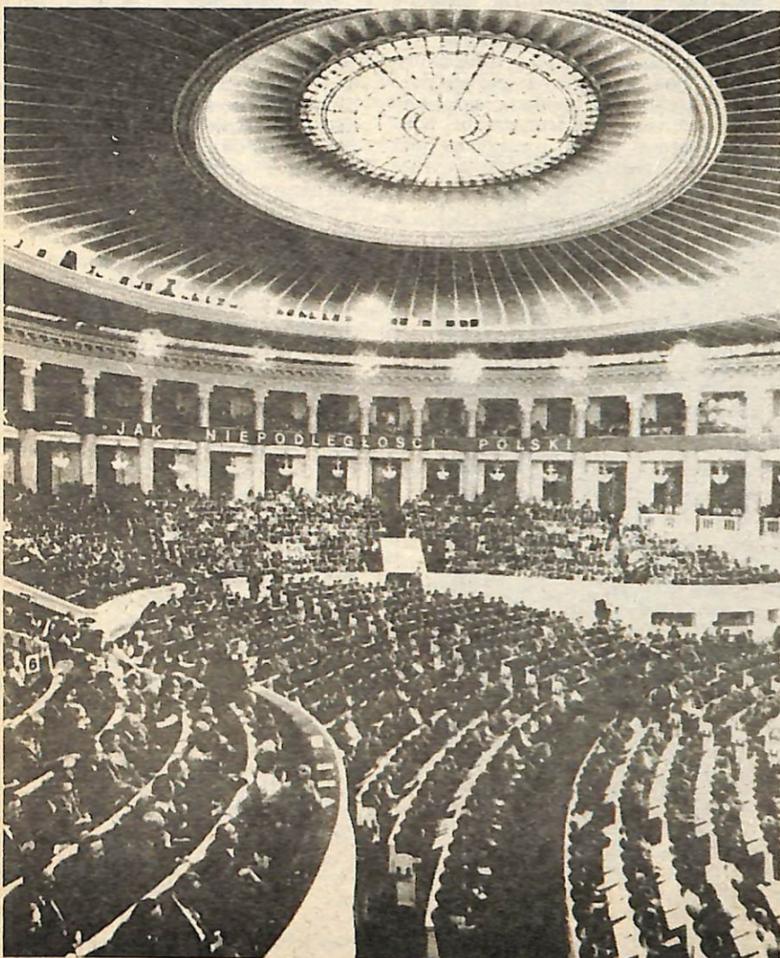
Et s'il en était encore besoin, tous les signes qui nous parviennent de l'immense écho rencontré par ce *Message* malgré l'acharnement de la bureaucratie à discréditer *Solidarité* et la révolution polonaise auprès des classes ouvrières des pays qu'elle domine démontre que c'est bien un acte historique qu'ont effectué les travailleurs polonais en décidant de le lancer.

Ainsi, le 27 septembre, deuxième jour de la deuxième partie du congrès de *Solidarité*, était lue à la tribune la lettre d'un travailleur de Cluj en Roumanie, qui déclarait : « *Nous souhaitons plein succès au premier congrès du syndicat libre de Pologne, nous vous remercions de votre message aux pays de l'Est.* » Plus encore, le retentissement de ce texte a été tel en Hongrie que la presse officielle a été obligée de le publier ! Une chose que les journaux polonais n'avaient pas faite, soucieux de ne pas aggraver la fureur des Soviétiques comme de participer à la défense des régimes-frères.

Enfin, on pouvait lire dans *Le Monde* du 3 octobre dernier un article dont nous extrayons les passages suivants : « *Un Comité préparatoire à la fondation de syndicats libres en Tchécoslovaquie a été institué à Prague fin septembre, apprenons-nous de bonne source, afin de "défendre les intérêts et les exigences réelles des travailleurs"... Les fondateurs de ce comité ont adressé un message au premier congrès de Solidarité. Ils déclarent notamment : "Nous savons fort bien que votre mouvement constitue la voie la plus efficace pour lutter contre un système bureaucratique figé et pour faire aboutir les véritables revendications des travailleurs, de nous tous ; et aussi pour instaurer une autogestion démocratique dans la production et progressivement dans toute la société."* »

La *Déclaration finale* de la première session du congrès de *Solidarité* comme le *Message* que celui-ci a envoyé aux travailleurs des autres pays de l'Est ont été considérés comme si essentiels par les ouvriers polonais que dans de nombreuses villes de Pologne, ils les ont affichés sur les vitres des bus, des tramways et dans les endroits publics. Une chose qu'ils n'avaient le plus souvent pas faite depuis que les photos des syndicalistes blessés en mars dernier par la violente intervention de la milice à Bydgoszcz aient ainsi été rendues publiques.

A l'inverse, cette première partie du congrès de *Solidarité* et le fait



En juillet 1981, le IX^e Congrès du POUP : face au pouvoir qu'il monopolise, les travailleurs polonais exigent des élections libres.



Lech Walesa : le congrès pas même terminé, il ne tenait déjà pas compte de ses décisions.

que la combativité ouvrière ait pu s'y exprimer ont provoqué une mobilisation sans précédent de toutes les forces qui s'opposent à la progression de la révolution politique en Pologne.

Les « orgies » du Kremlin

Une « orgie ». Une « orgie anti-socialiste », tels sont les termes dans lesquels l'agence Tass dénonçait au moment même de sa clôture la première session du congrès de *Solidarité*. Peu après était rendue publique une nouvelle *Lettre du Parti communiste d'Union soviétique* au POUP qui déclarait notamment : « Le comité central du Parti communiste et le gouvernement soviétique sont contraints d'attirer l'attention du comité central du Parti ouvrier unifié et du gouvernement polonais sur la montée de l'anti-soviétisme en Pologne et sur son intensification au point qu'elle atteint des limites dangereuses... »

La première partie (du congrès de *Solidarité*, NDLR) est devenue, en fait, une tribune permanente de laquelle se sont fait entendre les mensonges et les insultes contre notre Etat, et le prétendu message aux travailleurs de l'Est, adopté à Gdansk, est une provocation révoltante. » (cité par *Libération* des 19/20 septembre).

Pour ne pas être en reste et singulièrement poussés à le faire par la réception de cette lettre du Kremlin, le bureau politique du POUP s'en prenait à son tour dans les termes les plus vifs aux travailleurs polonais : « Les accords conclus à Gdansk, Szczecin et Jastrzebie ont été rompus unilatéralement. On les a remplacés par un programme d'opposition politique qui vise les intérêts vitaux de la nation et de l'Etat et implique une orientation

vers une confrontation menaçant de faire couler le sang... Il est de l'intérêt de la nation et de la Pologne indépendante de maîtriser les fous politiques. » (cité par *Le Monde* du 18 septembre)

Toutefois, selon une tactique bien dans la méthode du « renouveau », cette politique qui vise à ne pas s'attaquer aujourd'hui frontalement à l'ensemble des travailleurs polonais mais à attendre pour ce faire que les rapports de force aient peu à peu évolué en sa faveur, la bureaucratie tendait immédiatement la main aux éléments « sains » du syndicat : « Le bureau politique du POUP confirme la nécessité et se déclare prêt à construire une alliance entre tous et une

entente avec tous ceux qui ne sont pas contre le socialisme et à qui est chère la cause de la patrie et de son salut. » (ibid.)

Une proposition reprise par Olszowski, membre du bureau politique du POUP, le 22 septembre au soir lors d'une allocution télévisée au cours de laquelle il a appelé à la constitution d'une « plate-forme d'entente » et par là même à un « front d'accord et de coopération » réunissant le POUP, l'Eglise catholique et les syndicats dont *Solidarité*.

Une proposition enfin qui a le plein accord de Moscou, comme en témoigne l'interview qu'a récemment accordée Zamiatine, le chef du département de l'information internationale du comité central du PCUS, au magazine ouest-allemand *Stern* : « Nous n'en avons pas après *Solidarité* tout entière. Il s'agit des groupes extrémistes du KOR de Kuron et Michnik, qui poussent le mouvement *Solidarité* dans une direction agressive contre le socialisme en Pologne... Pendant le congrès de *Solidarité*, Lech Walesa a connu des moments difficiles. C'est l'homme des positions moyennes et il est très lié à l'Eglise catholique. » (cité par *Le Monde* du 2 octobre).

Un degré de manipulation jamais vu

Tout au long du congrès de *Solidarité*, l'Eglise catholique et Walesa ont fait tout ce qu'ils ont pu pour mériter cette confiance que, par la bouche de ses plus notables représentants, la bureaucratie vient de leur manifester.

Ainsi, le sermon de Mgr Glemp, le primat de Pologne, lors de la messe qui a inauguré le congrès, appelait ouvertement les ouvriers polonais à observer « un mois de paix et de travail dans le calme » (cité par *Le Monde* des 6/7 septembre). De même, s'est déroulée durant les premiers jours de ce congrès une bataille dont, si ce n'était la pernicieuse et tragique influence dont jouit l'Eglise dans le syndicat *Solidarité*, on aurait surtout envie de rire. Ainsi, prenant argument de ce que le premier jour du congrès — qui était un dimanche — une messe avait inauguré ses travaux, certains délégués ont demandé que pareille cérémonie ait lieu quotidiennement. Il n'a pas fallu moins de deux votes pour repousser une telle proposition, mais le fait qu'aucun délégué n'ait explicitement remis en cause l'influence et que l'on se soit le plus

souvent contenté d'arguer du manque de temps des congressistes pour repousser une telle mesure en dit long sur l'ambiance d'intolérance que l'Eglise et ses agents font régner à l'intérieur du syndicat.

Toutefois, il ne s'agissait là que d'escarmouches, et autrement plus scandaleuse a été la manipulation à laquelle s'est livré Walesa entre les deux sessions du congrès, sur la question de l'autogestion.

Un projet d'organisation dans les entreprises en avait été en effet discuté au cours de la première partie du congrès et celui-ci prévoyait avant tout le droit pour les travailleurs de choisir librement leurs directeurs. Peu après, la Diète a discuté du projet gouvernemental qui ne prévoyait bien sûr pas une telle disposition et l'a sensiblement modifié. Walesa et avec lui une minorité de la direction nationale de *Solidarité* se saisissaient tout de suite de l'occasion et ils reprenaient de leur propre initiative ce texte au compte du syndicat tout entier.

La manœuvre était toutefois un peu trop grosse, et l'un des premiers actes du congrès de *Solidarité* à nouveau réuni a été de blâmer Walesa et de décider de l'organisation d'un référendum sur les quatre points de divergence existant entre le projet de *Solidarité* et celui du gouvernement.

L'« opposition »

Dans cette bataille contre Walesa et pour un minimum de respect des décisions d'un congrès qui n'était même pas terminé, comme tout au long des autres discussions, certains dirigeants syndicaux sont apparus à la tête de l'opposition à Walesa. Pour les connaître, il suffit de lire l'interview de Zamiatine déjà citée et de voir ceux à qui, après avoir loué Walesa, il décoche ses attaques : « Les extrémistes comme Gwiazda, Rulewski et ce demi-fasciste qu'est Bujak ». (2) Tous trois sont certainement, par-delà cet épisode particulier de la bataille autour du projet d'autogestion, les principaux dirigeants qui, de tout temps, ont été à la fois le plus lié à leur base et les partisans les plus résolus d'une ligne sans concession face au gouvernement.

Toutefois, à une militante de *Solidarité* à qui j'ai demandé ce qui différenciait ceux-ci d'un Walesa et de ses partisans, celle-ci m'a répondu ironi-

quement : « Walesa, lui, sait où il va, tandis qu'eux ne le savent pas aussi nettement. »

Ce n'est bien sûr là qu'une formule, mais elle contient pourtant une part de vérité. Cette « opposition » n'est en effet pas organisée et structurée, et le fait qu'elle n'ait pas réussi à présenter un candidat commun et une plate-forme unique au congrès l'établit nettement. Ces hommes n'ont qu'une préoccupation en tête : leur intransigeance face au gouvernement, leur soin constant de rester fidèles au mandat qu'ils ont reçu des travailleurs. C'est là leur force mais aussi leur faiblesse.

Pourtant, de la capacité du congrès de *Solidarité* à maintenir l'appel à la lutte qu'il a lancé dans sa première partie et à adopter les mesures concrètes qu'en attendent les travailleurs, dépend pour toute une part l'avenir de la révolution polonaise. Depuis les incidents de Bydgoszcz où la milice avait sauvagement frappé des syndicalistes, et la façon dont la grève générale de riposte a été décommandée au dernier moment par Walesa une fois de plus tout seul, *Solidarité* est en train de perdre l'initiative. Le gouvernement n'a de cesse de se livrer aux plus violentes campagnes contre lui et n'a plus rien cédé depuis plus de six mois.

Est-ce à dire que la révolution polonaise a reculé ? Non, bien sûr, et l'extraordinaire combativité dont les ouvriers font toujours preuve et qui s'est exprimée lors de la première partie du congrès de *Solidarité* est là pour en témoigner. Il témoigne même d'une radicalisation et d'une polarisation croissantes.

Toutefois, il est indéniable que la lutte des ouvriers polonais se fait à chaque fois plus défensive. Inverser ce cours ou au contraire le confirmer et rapprocher dans ce cas la révolution polonaise d'un recul, tel est donc l'enjeu du congrès de *Solidarité*.

Philippe Olrik

Déclaration finale

« Le but supérieur du syndicat indépendant *Solidarité* est de créer des conditions de vie dignes, dans une Pologne souveraine économiquement et politiquement, une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge, dans une société organisée démocratiquement et sur la base du droit.

Aujourd'hui, la nation attend :
1.- l'amélioration du ravitaillement par la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix, en collaboration avec le syndicat *Solidarité* des agriculteurs individuels,
2.- une réforme de l'économie, par la création de conseils d'autogestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la *Nomenklatura* du parti,
3.- la vérité par un contrôle social sur les mass-médias et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises,
4.- la démocratie par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux

conseils du peuple,
5.- la justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales,
6.- la protection de la santé de la nation par la protection de l'environnement, l'augmentation des fonds destinés aux services médicaux et la garantie aux handicapés des droits qui leur sont dus dans la société,
7.- du charbon pour la population et l'industrie par la garantie donnée aux mineurs de conditions de vie et de travail décentes.

Nous réaliserons ces buts par l'unité du syndicat et la solidarité de ses membres. Les activités des diverses forces créant un sentiment de danger extérieur ne nous enlèveront pas la volonté de lutter pour les idéaux d'août 1980, pour la réalisation des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie. »

Message aux travailleurs des autres pays de l'Est

« Les délégués réunis à Gdansk au premier congrès de *Solidarité* adressent leurs salutations aux ouvriers d'Albanie, de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de RDA et de tous les peuples de l'Union soviétique.

En tant que première organisation syndicale indépendante dans notre histoire d'après-guerre, nous ressentons profondément la communauté de nos aspirations. En dépit d'informations mensongères diffusées dans vos pays, nous vous assurons que nous sommes une authentique repré-

sentation des travailleurs, forte de 10 millions d'adhérents, née du résultat de grèves ouvrières.

Notre but est la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de tous les travailleurs.

Nous soutenons ceux d'entre vous qui ont décidé de suivre la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre.

Nous avons le ferme espoir que nos représentants pourront se rencontrer afin d'échanger leurs expériences syndicales. »

(1) Une consultation dont les résultats ont été donnés le jeudi 10 septembre. Tandis que la section locale du POUP avait donné pour consigne l'abstention, 12 309 travailleurs ont pris part au vote sur les 15 776 présents à ce moment dans l'usine. 8 800 se sont prononcés pour le licenciement du directeur, 9 851 l'ont déclaré incompetent et 9 048 ont affirmé leur soutien à la direction de *Solidarité* de l'usine.

Il faut les défendre !

Lorsque le 16 septembre dernier, Françoise Baluka et son fils Michaël, deux ans, étaient expulsés de Pologne, on assistait là à l'aboutissement de la véritable campagne à laquelle ceux-ci avaient été en butte depuis près de trois mois.

Le 7 juillet déjà, Françoise et son fils avaient été sommés de quitter le territoire polonais avant le 19 du même mois. Un décret d'expulsion exécutable dans les 24 heures avait même été pris contre eux mais, jointe à une vaste campagne internationale qui avait notamment vu la prise de position de la Fédération internationale des droits de l'homme et de nombreux syndicats français — parmi lesquels la CGT-FO, la CFDT, le SNI, la FEN et l'UNEF indépendante et démocratique —, la protestation des travailleurs polonais et de la section de Solidarité de Szczecin avaient fait reculer la bureaucratie. L'arrêté d'expulsion était levé.

Dès le 3 septembre, les autorités polonaises revenaient à la charge et faisaient connaître leur décision d'expulser sine die Françoise et Michaël. Le 4 au matin, des hommes de la milice tentaient d'enlever Françoise Baluka. Ils arrêtaient sous prétexte d'excès de vitesse la voiture dans laquelle elle se trouvait — et qui roulait en réalité à environ... 25 km/h — et lui prenaient son passe-partout et tous ses autres papiers d'identité. « *Votre visa est périmé, j'ai des ordres, je dois vous reconduire à la frontière* », lui déclarait l'un d'entre eux. Pourtant, c'était là encore compter sans la détermination des ouvriers polonais et le soutien inconditionnel qu'ils ont toujours prêté à Françoise. Des habitants l'ayant reconnue, ils se sont à nouveau opposés à son expulsion, tandis que l'un d'entre eux montait même dans le véhicule de la milice. Pour la seconde fois, la bureaucratie était mise en échec. Et c'est pour cela que, le 16 septembre, l'expulsion de Françoise et de Michaël Baluka s'est effectuée dans la clandestinité la plus complète et que, jusqu'au dernier moment, les policiers venus se saisir d'eux ont caché leurs véritables fins (voir ci-contre). Echaudés par deux premières tentatives avortées, ils étaient payés pour savoir que pas un ouvrier, pas un travailleur de Szczecin, s'il en avait été le spectateur, n'aurait laissé commettre ce forfait.

Briser Edmund Baluka

Mais pourquoi un tel acharnement de la part de la bureaucratie ? La réponse est simple et tient en un seul nom, celui d'Edmund Baluka. Le compagnon de Françoise et le père du petit Michaël.

Ouvrier des chantiers navals A. Warski de Szczecin lors du mouvement de 1970-1971, Baluka en avait été alors élu président du comité de grève. La bureaucratie n'ayant ensuite pas réussi à le briser ou à l'intégrer à ses propres rangs, il a été d'abord licencié puis forcé à s'exiler en raison de menaces croissantes qui pesaient sur lui.

Toutefois, jamais Edmund Baluka n'a abandonné le combat qui a été le sien à la tête des chantiers navals en grève. En exil, il écrit des articles dans la revue d'opposition *Szerszen (Le Frelon)* et participe à la fondation du *Comité pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est*.

Dès l'été 1980, il demande à pouvoir rentrer en Pologne et y reprendre son travail aux chantiers navals. Devant l'absence de toute réponse de la part du gouvernement, il décide en avril dernier de rejoindre son pays par ses propres moyens et ses anciens camarades de travail imposeront sa réintégration aux chantiers A. Warski (voir Correspondance internationale, numéros 8 et 9).

Depuis, Edmund Baluka n'a pas cessé d'être le défenseur intransigeant des syndicats libres polonais et de leur indépendance. Récemment, il vient de participer à la proclamation du *Parti socialiste polonais du travail (PSPP)*, voir nos articles en pages 4, 5 et 6 de cette revue) et c'est pour toutes ces raisons que la bureaucratie a expulsé sa compagne et son fils. Elle cherche ainsi à l'atteindre dans sa vie familiale pour réussir en 1981 ce qu'elle n'a pas réussi à obtenir depuis plus de dix ans : briser Edmund Baluka et faire taire sa voix.

Aurait-on encore le moindre doute sur le sens de l'expulsion de Françoise et de Michaël, que c'est la police polonaise elle-même qui le lèverait. Le 28 septembre, en effet, des miliciens se sont à nouveau présentés au domicile d'Edmund Baluka et venaient manifestement dans l'intention de l'arrêter. Toutefois, conscient des menaces qui pesaient sur sa personne, celui-ci s'était déjà placé sous la protection des ouvriers de Szczecin.

Depuis lors, les travailleurs polonais ont décidé qu'Edmund Baluka ne se déplacerait plus que sous la protection d'une garde ouvrière et c'est notamment ainsi qu'il s'est rendu à la seconde session du congrès de *Solidarité* aux travaux duquel il avait été invité par Lech Walesa. Lorsqu'il est à Szczecin, Baluka reste la plupart du temps dans l'enceinte de son usine où sont affichées de nombreuses banderoles l'assurant de la solidarité des ouvriers. Le mot d'ordre le plus repris étant : « *Si vous touchez Edmund Baluka, nous nous dresserons !* »

Défendre le mouvement des ouvriers polonais

« *Aujourd'hui Baluka. Demain qui ?* », proclament également certaines affiches et tel est bien l'enjeu de la campagne qui commence à se développer en Pologne comme à l'échelle internationale.

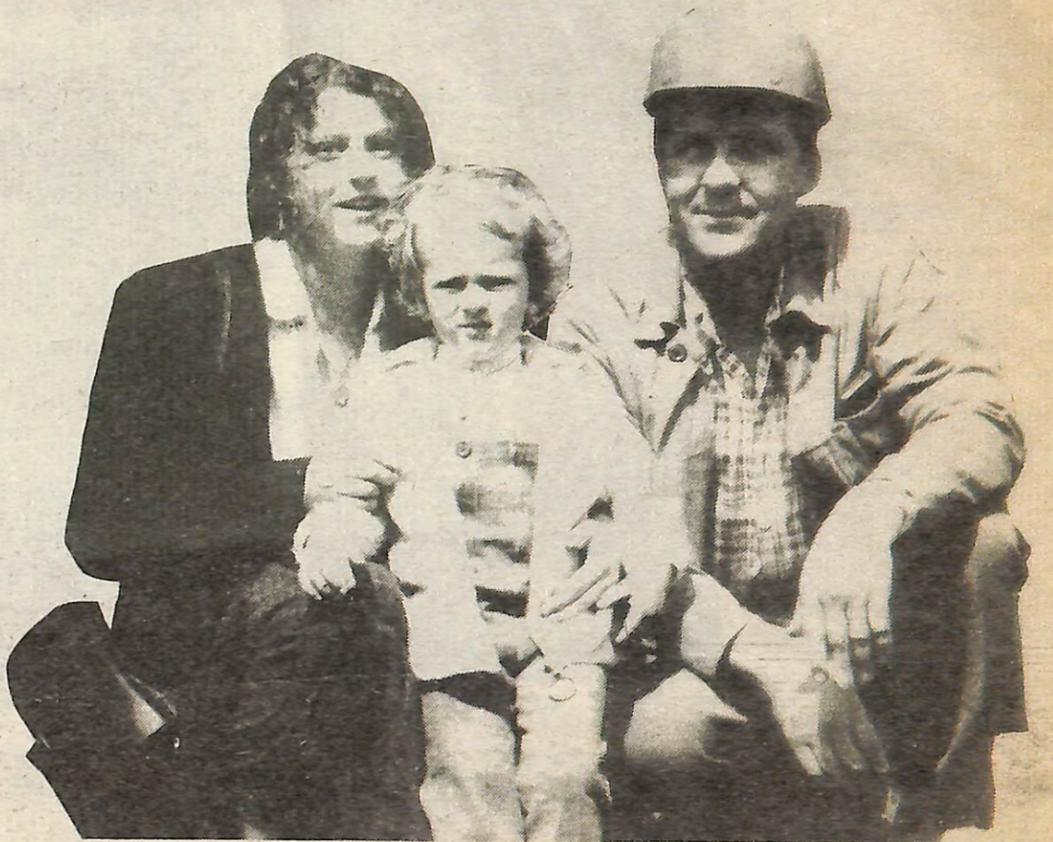
Lorsqu'elle s'attaque à Edmund Baluka, la bureaucratie prend en effet à partie le défenseur inlassable des syndicats libres, le membre du PSPP, ce parti ouvrier indépendant. Ainsi, par-delà sa personne même, c'est le mouvement des ouvriers polonais et leur indépendance de classe qui sont visés.

La meilleure preuve que soit de ce que l'enjeu de ces attaques est aussi vaste, c'est là encore l'intervention de la police politique qui nous la fournit. Il faut en effet savoir que ces services ont été constitués en Pologne comme dans les autres « démocraties populaires » par les services soviétiques équivalents — GPU, KGB — et qu'ils ont conservé avec ceux-ci des liens permanents et organiques.

Ainsi, la répression qui s'est abattue sur Baluka et sa famille est signée. Il y a fort à parier que c'est du Kremlin même qu'est venu l'ordre et que c'est là où se trouvent les véritables responsables de cette opération de basse police. Au sens propre, il s'agit donc d'une intervention soviétique contre la révolution polonaise, d'une véritable provocation contre les travailleurs polonais.

C'est d'ailleurs ainsi que l'ont compris les camarades de travail d'Edmund Baluka, et c'est pour cela qu'il n'est pas un ouvrier ni un démocrate qui, dans le monde entier, ne doive exiger le retour de Françoise et Michaël et l'arrêt immédiat de toutes les menaces, intimidations, ou poursuites contre Edmund Baluka.

P. O.



Le récit de Françoise Baluka

Le jour-même de son arrivée à Paris, nous sommes allés attendre Françoise Baluka à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, et l'on trouvera ci-dessous le récit que celle-ci nous a fait, ainsi qu'à toute la presse, de son expulsion.

Ce matin vers 10 heures, on a frappé violemment à la porte de notre appartement. Lorsque j'ai ouvert, trois hommes et une femme ont fait irruption. J'ai reconnu la femme comme étant employée de la milice au bureau des passeports de Szczecin (bureau n° 215).

J'ai pensé que j'allais être expulsée. Sur ma demande, celui qui paraissait diriger l'opération — il était en tout cas le plus arrogant à mon égard — m'a présenté une carte du commissariat de la milice de Szczecin. Les quatre personnes étaient toutes en civil. Ensuite deux hommes s'y sont ajoutés, que je connais également pour les avoir croisés dans les couloirs de la section des passeports du commissariat central de la milice de Szczecin.

Je dois signaler qu'en sortant de chez moi, ensuite, j'en ai croisé d'autres, sans compter les chauffeurs des voitures. Si bien que, pour s'introduire dans l'appartement où se trouvaient une femme et son enfant de deux ans, il a fallu un commando d'au moins dix personnes de la police politique.

* * *

Celui que j'appellerai « le chef du commando », un homme très grand, aux cheveux gris argentés, a voulu fermer la porte à clé, mais j'ai d'abord pu l'en empêcher. Il a exigé que je lui présente une pièce d'identité et m'a demandé qui j'étais. J'ai donné mon passeport. Auparavant, il est retourné d'autorité fermer la porte à clé, et lorsque j'ai voulu m'y opposer, il m'a brutalement repoussée tandis que, devant l'autre porte qui communique avec nos propriétaires, un policier en civil montait la garde. Lorsqu'il a voulu fermer la porte entre la chambre à coucher et la salle de séjour, je me suis à nouveau interposée et j'ai mis mon pied pour l'empêcher de le faire. Il m'a repoussée à nouveau d'un geste brusque et a fermé cette porte. Finalement, j'ai quand même réussi à la réouvrir. Je suppose qu'en fermant les portes, il voulait qu'on n'entende pas mes cris de la rue ou dans la maison.

A ce moment, le téléphone a sonné, j'ai décroché mais le même individu a

interrompu immédiatement la communication, m'interdisant de répondre, me repoussant brutalement. Après plusieurs appels consécutifs, il a finalement décroché en disant : allo, ici le concierge, puis le concierge de l'usine. Et il a raccroché.

Auparavant, il m'avait montré, sur ma demande, une réquisition de perquisition de l'appartement par le procureur à propos de l'affaire Edmund Baluka, activité illégale, etc. La fouille aurait prétendument eu pour but de retrouver le passeport avec lequel Edmund aurait franchi la frontière.

On m'a demandé où se trouvait mon mari et on a paru fort étonné que je réponde qu'il était au travail. Bien sûr, on ne m'a laissé téléphoner à personne, ni même au consul de France.

J'ai dû ensuite signer la réquisition du procureur avec la mention : l'acte de réquisition m'a été présenté le ... Ensuite, on a voulu me fouiller. Mais finalement, la fonctionnaire de la police politique a préféré faire un simulacre de fouille. Elle a simplement fermé la porte puis l'a rouverte immédiatement en disant : c'est fait.

Je n'ai subi aucune humiliation supplémentaire de ce point de vue. Je dis supplémentaire car il me semble qu'il est déjà humiliant en soi d'être menacé de

fouille dans son propre appartement. On m'a ensuite permis d'habiller Michaël qui était encore en pyjama. Puis ils m'ont demandé de m'habiller pour les suivre au commissariat. Car on ne m'avait toujours pas informé qu'il s'agissait, en fait, de m'expulser.

Pendant ce temps, d'autres policiers cherchaient un témoin pour la fouille. Une première voisine a refusé ; finalement, ils ont trouvé la sœur du propriétaire habitant la même rue.

Il y a eu plusieurs allusions à ma situation, on m'a demandé si j'avais eu une réponse de Varsovie. Après plusieurs insinuations de ce type, le responsable m'a demandé où étaient les valises avec lesquelles j'étais arrivée, etc. Enfin, la milicienne venue à nouveau me surveiller pendant que je me changeais m'a « conseillé » (sic) de faire mes valises car on allait devoir me reconduire probablement à la frontière.

J'ai dû faire les valises devant eux afin qu'ils contrôlent si je n'emportais pas des « publications interdites ». Deux des hommes menaient à tout instant des conciliabules à mots couverts sur la direction des opérations. Lorsque la sœur du propriétaire est arrivée, ils m'ont emmenée sous escorte à la voiture banalisée Volga 52 A 3025 qui m'a conduite directement au ferry-boat, qui a dû nous attendre plus d'une demi-heure.

Les miliciens sont restés seuls avec le témoin pour fouiller mon appartement, en mon absence et celle de mon mari. On m'a permis de prendre quelques fruits pour la route, pour mon enfant.

Correspondance internationale - La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogotà - Colombia

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51-695

Sigma : W. Karel - page 1, agence - page 2, Philippot - page 13, Habans - page 16, D. Goldberg - page 17, S. Julienne - page 22, Gamma : Bol-Investiture - page 1, Champion - page 4, D. Simon - page 18, CAF - page 22, Norma : J.-P. Schurr - pages 6 et 11, P. Lebrun - page 10, Ch. Avril - page 14, P. Damien - page 15, J.-M. Derouand - page 19, Vincent - page 20, DR - pages 5, 8, 9, 23 et 24.

ABONNEMENT à Correspondance internationale 10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Illus - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - PARIS